

**DOSSIER**



**NON À L'INVASION  
DE L'UKRAINE PAR POUTINE !**

- COMITÉS DE RÉSISTANCE AU SOUDAN ●
- ÉLABORATION DU COMITÉ INTERNATIONAL DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE ●
- LES NÔTRES : ALAIN KRIVINE (1941-2022) ●

**inprecor** sur le web :  
<http://www.inprecor.fr>

## Aux abonné(e)s !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse.

Alors... réabonnez vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



## Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la Peci Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :  
PECI-INPRECOR, 27 Rue Taine,  
75012 Paris, France

Tél. : 33/0 1 49 28 54 87 ou ...88

E-mail : [inprecor@wanadoo.fr](mailto:inprecor@wanadoo.fr)

Directeur de publication, gérant :  
Jan Malewski

Rédacteur en chef : Jan Malewski

Correction : Isabelle Guichard

CPPAP n° 0926 | 88313

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,  
93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies  
prenez contact avec la rédaction, SVP.

## Sommaire

mars-avril 2022 n° 695/696

### DOSSIER : INVASION RUSSE DE L'UKRAINE

- Non à l'invasion de l'Ukraine par Poutine ! Soutien à la résistance ukrainienne !  
Solidarité avec l'opposition russe à la guerre ! Déclaration du Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale **3**
- Contre l'impérialisme russe  
Déclaration du Mouvement socialiste russe et de Sotsialnyi Rukh d'Ukraine **5**
- Identité nationale ukrainienne et perspectives de cohabitation pacifique entre les peuples  
Entretien de David Broder avec Marko Bojcin **7**  
Simon Pirani **11**  
David Finkel **11**
- Les origines de la menace d'une guerre généralisée  
• L'horreur en Ukraine et après...  
• Cynisme idéologique  
Entretien de Francisco Claramunt avec Ilya Boudraitskis **19**
- La conquête de l'Ukraine et l'histoire de l'impérialisme russe  
Zbigniew Marcin Kowalewski **21**

### Soudan

- Expériences des Comités de Résistance et mouvement révolutionnaire  
Muzan Amneel **27**

### Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale

- Eléments sur la situation géostratégique mondiale  
introduction au débat **31**
- L'économie mondiale dans une planète en crise  
introduction au débat **36**
- Contribution à l'élaboration d'un Programme écosocialiste  
introduction au débat **40**

### Les Nôtres : Alain Krivine (1941-2022)

- Alain Krivine : L'optimisme de la volonté  
Léon Crémieux **46**

### Homages à Alain Krivine prononcés le 21 mars 2022 au cimetière Père Lachaise par :

- Michèle Krivine **47**
- Hubert Krivine **48**
- Florence et Nathalie Krivine **49**
- Pauline et Clara (petites filles d'Alain Krivine) **50**
- Alex Merlo **50**
- Charles Michaloux **51**
- François Sabado **52**

## Le site web de la IV<sup>e</sup> Internationale

(en français, anglais, espagnol, italien, arabe, allemand, portugais et grec)

<https://fourth.international/>

Pour que **inprecor** puisse continuer  
abonnez-vous,  
faites abonner vos camarades et amis,  
de toute urgence !

## Abonnement

(6 ou 11 numéros)

- France - DOM-TOM -  
Europe - Afrique 30 EUR (6 mois)  55 EUR (1 an)
- Autres destinations 39 EUR (6 mois)  71 EUR (1 an)
- Pli fermé 50 EUR (6 mois)  90 EUR (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 EUR (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations; 92 EUR, pour 1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 EUR, pour 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé nouveaux abonnés ; 12 EUR, pour 3 mois)
- Lecteurs solidaires (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ;  
la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 EUR)
- ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE POUR LA DIFFUSION À PRIX RÉDUIT (1 an, 40 EUR)

Nom - Prénom : .....

Rue : .....

Commune / Code postal : .....

Ville : ..... Pays : .....

Tél./Fax : ..... E-mail .....

• Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor-PECI,  
27 Rue Taine, 75012 Paris, France.

• Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation,  
11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.  
IBAN : FR76 3007 6020 4415 7185 0020 094 BIC : NORDFRPP

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous !

# Non à l'invasion de l'Ukraine par Poutine !

## Soutien à la résistance ukrainienne !

### Solidarité avec l'opposition russe à la guerre !

*Déclaration du Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale*

1. Avant l'aube du 24 février 2022, l'armée russe a commencé à envahir l'Ukraine, bombardant l'intérieur du pays et traversant les frontières nord, est et sud du pays, en se dirigeant vers Kiev, la capitale. Cette agression a déjà fait de nombreux morts, civils et militaires. L'armée et la population ukrainiennes se défendent, plusieurs villes résistent à l'agresseur. Des centaines de milliers d'Ukrainiens ont pris la route de l'exil, mais la résistance continue. Le peuple ukrainien résiste, avec et sans armes.

La reconnaissance par le Kremlin, trois jours plus tôt, de « l'indépendance » des soi-disant « républiques populaires » de Donetsk et de Lougansk et l'entrée officielle de l'armée russe sur leur territoire n'étaient que le prélude à l'invasion ayant pour but à la soumission totale du pays voisin.

C'est une invasion militaire du territoire d'une ancienne nation opprimée, par un régime capitaliste oligarchique, autocratique et impérialiste dont le but est la reconstruction de l'empire russe.

2. Poutine n'a jamais caché son nationalisme grand-russe et, depuis 2014, il a pris des mesures concrètes pour attaquer la souveraineté de l'Ukraine. Son récit pseudo-historique chauvin, reprochant à la révolution d'Octobre 1917 d'avoir constitué « trois peuples slaves distincts : Russe, Ukrainien et Biélorusse, au lieu de la grande nation russe », n'est pas une invention récente.

L'invasion de l'Ukraine fait suite à une politique chauvine et impérialiste de la Grande Russie qui a commencé dans différents contextes et phases depuis l'éclatement de l'URSS : depuis l'utilisation de la



Après l'occupation de Kherson : « Nous sommes des Ukrainiens, pas des esclaves des Grands Russes »

« guerre énergétique » (jouant sur les prix et les oléoducs alternatifs), jusqu'à l'instrumentalisation des conflits de minorités nationales – comme en Moldavie (avec la formation de la « République de Transnistrie » avec le soutien de l'armée russe en 1990-91) et en Géorgie (avec la formation de la « République d'Abkhazie » en 1992), et plus tard la guerre avec la Géorgie pour le contrôle de l'Ossétie du Sud (2008) – mais aussi par des guerres d'oppression directe comme la guerre d'occupation de la Tchétchénie (1994-1996 et 1999-2009). À chaque fois, il s'agit de préserver les intérêts du Kremlin ou de s'emparer de territoires. Mais globalement, les décennies Poutine (années 2000) correspondent à la (re)construction d'un État fort (contrôlant ses oligarques) modernisant son appareil militaire, établissant une union économique euro-asiatique – avec ses dimensions militaires. Une nouvelle phase a commencé en 2014 avec la crise ukrainienne et la chute de Ianoukovitch (décrite comme un « coup d'État fasciste » sous l'égide de l'OTAN) suivie de l'annexion de la Crimée et de l'établissement de « républiques » séparatistes dans le Donbass ukrainien contrôlé par des mer-

cenaires pro-russes. Le soutien militaire apporté à Loukachenko en Biélorussie contre le soulèvement populaire de 2020 et l'intervention militaire (par le biais de l'OTSC, Organisation du traité de sécurité collective sous hégémonie russe) pour « normaliser » le Kazakhstan en janvier de cette année ont permis à Poutine de se sentir plus fort dans le contexte de la défaite américaine en

Afghanistan et des divisions ouvertes au sein des membres de l'OTAN sur les questions énergétiques (gazoduc).

L'Ukraine est un pays indépendant qui a préservé un régime de démocratie formelle. La Russie a un système parlementaire autoritaire et répressif, avec des députés d'extrême droite à la Douma. En Ukraine, les forces d'extrême droite et fascistes étaient très visiblement présentes lors des manifestations de Maidan en 2014. L'invasion russe risque de renforcer les forces d'extrême droite existantes, tant en Russie qu'en Ukraine. Les figures de proue des forces d'extrême droite et néofascistes au niveau international soutiennent ouvertement Poutine.

L'invasion de l'Ukraine vise clairement à imposer un régime marionnette inféodé au Kremlin et à Vladimir Poutine.

3. La propagande poutinienne a tenté de justifier l'agression par l'élargissement de l'OTAN à l'est qui aurait ainsi mis en danger l'existence de la Russie. L'OTAN (à laquelle nous nous sommes opposés dès sa création) est un outil de l'impérialisme américain et de ses alliés, initialement construit contre l'Union soviétique et la Chine communiste. Logiquement,

## Russie & Ukraine

elle aurait dû être dissoute avec la dissolution du Pacte de Varsovie en juillet 1991, mais les gouvernements étatsuniens successifs l'ont non seulement pérennisée, mais ont poursuivi son extension. Nous rejetons la logique compétitive des pouvoirs des États capitalistes, qui conduit à l'accumulation d'armes toujours plus puissantes. C'est ce qui motive l'opposition à l'OTAN d'une grande partie de la population dans le monde – et ce n'est pas la préoccupation de Poutine ! Cependant, dans certains pays, qui avaient été colonisés par le tsarisme ou assujettis par l'URSS, l'adhésion à l'OTAN a été soutenue par leurs populations dans l'espoir qu'elle protégerait leur indépendance. Nous défendons au contraire l'éradication des inégalités, le nécessaire développement social, environnemental et démocratique comme moyen de défendre la paix.

La lutte contre l'extension de l'OTAN à l'Est passe aujourd'hui par la défense intransigeante des droits nationaux et démocratiques des peuples menacés par l'impérialisme russe.

Nous exigeons la dissolution de l'OTAN, mais ce n'est pas la question que pose la tentative d'annexion de l'Ukraine par l'impérialisme russe, qui nie l'existence même de cette nation – Poutine prétend qu'elle est une pure invention de Lénine et des bolcheviks. L'impérialisme américain ne fait que profiter de la fuite en avant du nouveau tsar du Kremlin.

Nous soutenons le droit à l'autodétermination du peuple ukrainien et la protection des droits des minorités nationales du pays. Ni la Russie ni l'OTAN ne défendront ces droits. Nous exigeons le démantèlement de toutes les bases militaires en dehors de leur pays d'origine, la dissolution de l'OTAN dirigée par les États-Unis et de l'OTSC dirigée par la Russie. La menace de l'utilisation d'armes nucléaires doit être fermement rejetée à tous les niveaux.

À l'heure où l'urgence absolue au niveau mondial devrait être la lutte contre le changement climatique accéléré, le développement par les impérialistes d'aventures militaires et de systèmes d'armes toujours plus sophistiqués montre la nécessité pour les peuples de destituer leurs dirigeants irresponsables et de changer le fonctionnement de la société : contre la compétition généralisée dont le capitalisme est porteur, imposons la logique de la solidarité !

**4.** Alors qu'en 1968 lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie on a compté sur les doigts d'une main les courageux

opposants russes, le jour même de l'invasion de l'Ukraine des milliers de personnes sont descendues dans les rues d'une cinquantaine de villes russes, braver les autorités pour protester contre l'attaque de l'Ukraine ordonnée par Vladimir Poutine. « *Non à la guerre !* », scandaient les manifestant-es, en majorité jeunes, qui s'étaient rassemblés dans l'après-midi et en début de soirée dans les rues et sur les places centrales de Moscou, Saint-Pétersbourg, Novossibirsk, Ekaterinbourg, Krasnodar ou encore Mourmansk. En 2014, parmi la population russe il y avait un soutien généralisé à l'annexion de la Crimée, aujourd'hui il y a une contestation même au sein de l'establishment, cela pourrait conduire à la chute de Poutine.

170 journalistes russes et experts spécialistes de la politique étrangère de la Russie ont rédigé une lettre ouverte condamnant l'opération militaire lancée par la Fédération de Russie en Ukraine. « *La guerre n'a jamais été et ne sera jamais une méthode de résolution des conflits et rien ne la justifie* », ont-ils écrit.

Dès le premier jour des manifestations, le régime a procédé des milliers d'arrestations et la police a brutalisé les manifestant-es arrêtés. Il a également ordonné de limiter l'accès aux réseaux sociaux, accusés de « *violation des droits humains et libertés fondamentales ainsi que des droits et libertés de citoyens russes* » !

Malgré la répression, un mouvement anti-guerre continue à se développer en Russie ! Il mérite la solidarité du mouvement ouvrier mondial.

**5.** Face à la guerre en Ukraine, il est de la responsabilité de tou-te-s les militants du mouvement ouvrier et des mouvements sociaux, de celles et ceux qui se sont mobilisés contre la guerre, de soutenir la résistance de la nation ukrainienne opprimée. Pour arrêter cette guerre il faut sanctionner le régime de Poutine et aider l'Ukraine à faire face à l'agression.

● Retrait immédiat des forces armées russes de tout le territoire ukrainien, y compris des zones occupées depuis 2014.

● Solidarité et soutien à la résistance armée et non armée du peuple ukrainien. Livraison d'armes à la demande du peuple ukrainien pour lutter contre l'invasion russe de son territoire. Il s'agit d'une solidarité élémentaire avec les victimes de l'agression d'un adversaire beaucoup plus puissant.

● Soutien à toutes les formes d'auto-organisation pour l'aide mutuelle et la résistance de la population ukrainienne.

● Soutien aux sanctions contre la Russie

réclamée par la résistance ukrainienne, pour limiter la capacité de Poutine à poursuivre l'invasion en cours et sa politique belliciste en général. Rejet de toute sanction qui frappe le peuple russe plus que le gouvernement et ses oligarques.

● Ouverture des frontières pour accueillir les populations qui doivent fuir la guerre en leur apportant l'aide concrète nécessaire à court et à plus long terme, en tenant compte notamment du fait que la grande majorité sont des femmes et des enfants.

● Annulation de la dette ukrainienne, aide humanitaire directe aux organisations civiles, syndicales et populaires en Ukraine !

### Solidarité internationaliste

Nous affirmons notre pleine solidarité avec ceux qui se mobilisent contre la guerre en Russie et ceux qui luttent pour défendre l'indépendance de l'Ukraine.

Les intérêts des peuples, comme leur droit à la paix et à la sécurité, ne sont pas défendus par l'impérialisme américain ou l'OTAN, ni par les impérialismes russe et chinois. Ces événements extrêmement graves nous rappellent plus que jamais la nécessité de construire une mobilisation internationaliste pour donner aux peuples une voix différente de celle des États et en solidarité avec le peuple ukrainien contre toutes les politiques qui l'attaquent et l'oppriment. Les gouvernements ne lanceront pas cette marche vers la paix. Nous devons l'organiser nous-mêmes.

● Non à la répression du mouvement anti-guerre en Russie. Construisons une solidarité active et visible avec ce mouvement. Appelons les soldats russes à refuser de participer à l'invasion et organisons la solidarité avec eux, y compris l'asile politique s'ils le demandent.

● Soutien aux forces progressistes qui luttent pour la démocratie et la justice sociale en Ukraine. Construisons tous les liens possibles pour développer un dialogue avec elles sur la voie à suivre pour une paix juste.

● Pour une solidarité internationale avec notre propre camp social ! Construisons des liens entre les mouvements populaires et ouvriers qui luttent pour la démocratie et la justice sociale en Russie, en Ukraine et dans d'autres pays de la région ainsi qu'au niveau international.

● Seule la classe ouvrière internationale, luttant ensemble avec tous les opprimés et exploités, pour la paix et contre l'impérialisme, contre le capitalisme et contre la guerre, peut créer un monde meilleur. ■

Le 1<sup>er</sup> mars 2022

# Contre l'impérialisme russe

*Déclaration commune du Mouvement socialiste russe et de Sotsialnyi Rukh\**

**B**ien que la majorité de la gauche ait condamné l'invasion russe en Ukraine, l'unité du camp de gauche fait encore défaut. Nous aimerions nous adresser à ceux qui, à gauche, s'en tiennent encore à la position que la « *peste tombe sur vos deux maisons* » et qui considèrent cette guerre comme une guerre inter-impérialiste.

Il est grand temps que la gauche se réveille et procède à une « *analyse concrète de la situation concrète* » au lieu de reproduire les schémas usés de la guerre froide. Ignorer l'impérialisme russe est une terrible erreur pour la gauche. C'est Poutine, et non l'OTAN, qui fait la guerre à l'Ukraine. C'est pourquoi il est essentiel de déplacer notre attention de l'impérialisme occidental vers l'impérialisme agressif de Poutine, qui a une base idéologique et politique en plus d'une base économique.

L'impérialisme russe se compose de deux éléments. Premièrement, il implique un nationalisme russe basé sur un révisionnisme historique. Depuis 2012, Poutine et son establishment sont passés d'un concept civique de la nation (*rossiysky*, « *lié à la Russie* ») à un concept exclusif et ethnique de la russité (*russkiy*, « *ethnique-culturellement russe* »). Ses agressions en 2014 et en 2022 ont été légitimées au nom du retour de terres « *originellement* » russes. En outre, ce concept de « *russité* » (ethnique) fait revivre le concept impérial de la nation russe du XIX<sup>e</sup> siècle, qui réduit l'identité ukrainienne et biélorusse à des identités régionales. Selon ce point de vue, les Russes, les Biélorusses et les Ukrainiens constituent un seul et même peuple. L'utilisation de ce concept dans la rhétorique officielle implique la négation du statut d'État ukrainien indépendant. C'est pourquoi nous ne pouvons pas affirmer avec certitude que Poutine souhaite uniquement la reconnaissance de la souveraineté russe sur la Crimée et le Donbass. Poutine peut souhaiter soit annexer, soit soumettre l'ensemble de l'Ukraine, menaces qui apparaissent dans son article « *Sur l'unité historique des Russes et des*



*Ukrainiens* » (1) et dans son discours du 21 février 2022 (2). Enfin, les perspectives de pourparlers de paix entre l'Ukraine et la Russie semblent plutôt sombres, car l'équipe de négociation russe est dirigée par l'ancien ministre de la culture Vladimir Medinsky, l'un des plus fervents adeptes de l'idéologie du *russkiy mir* (le monde ethnique russe) – un monde où, croyez-nous, personne ne sera heureux.

Deuxièmement, même si l'agression de Poutine est difficile à expliquer rationnellement, les événements actuels ont démontré qu'il peut être assez raisonnable, néanmoins, de prendre la rhétorique impérialiste russe pour argent comptant. L'impérialisme russe est alimenté par le désir de changer le soi-disant « *ordre mondial* ». Ainsi, l'exigence de Poutine concernant le retrait de l'OTAN de l'Europe de l'Est pourrait indiquer que la Russie ne s'arrêtera pas à l'Ukraine et que la Pologne, la Lettonie, la Lituanie ou l'Estonie pourraient être les prochaines cibles de l'agression de Poutine. Il est très naïf de demander la démilitarisation de l'Europe de l'Est, car à la lumière des circonstances actuelles, cela ne ferait qu'apaiser Poutine et rendrait les pays d'Europe de l'Est vulnérables à l'agression de Poutine. Le discours sur l'expansion de l'OTAN occulte le désir de Poutine de diviser les sphères d'influence en Europe entre

les États-Unis et la Russie. Être dans la sphère d'influence russe signifie la subordination politique d'un pays à la Russie et sa soumission à l'expansion du capital russe. Les exemples de la Géorgie et de l'Ukraine montrent que Poutine est prêt à utiliser la force pour influencer les affaires politiques des pays qui, d'après lui, souhaitent quitter

\* Le **Mouvement socialiste russe (RSD)** est une organisation politique dont la vision du socialisme démocratique est basée sur la propriété collective, la liberté politique et l'autodétermination. Il est convaincu que seul un mouvement de masse – composé de socialistes, de syndicats, de féministes, d'antifascistes et de militants écologistes – armé de la solidarité de classe et de l'égalitarisme peut mettre fin à la domination du capital en Russie. **Sotsialnyi Rukh (Mouvement social d'Ukraine)** est une organisation ukrainienne démocratique-socialiste de gauche qui lutte contre le capitalisme et la xénophobie. Le Mouvement social réunit des militant·es sociaux et des syndicats dans la lutte pour construire un monde meilleur sans la dictature du capital, le patriarcat et la discrimination. Les militant·es se réclament de la IV<sup>e</sup> Internationale en Russie et en Ukraine font partie de ces deux organisations. Cette déclaration a été publiée en anglais par *LeftEast* : <https://lefteast.org/against-russian-imperialism/> (Traduit en français par Europe solidaire sans frontières : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article62067>) 1. Cet article est traduit en français ici : <https://blogs.mediapart.fr/le-cri-des-peuples/blog/140821/article-de-vladimir-poutine-de-l-unite-historique-des-russes-et-des-ukrainiens> 2. On peut écouter ce discours, doublé en français par France 24, sur Youtube : <https://www.youtube.com/watch?v=uEbDp44LA1o&t=116s>

## Russie & Ukraine

la sphère d'influence russe. Il est important de comprendre que la compréhension par Poutine des acteurs clés de l'ordre mondial se limite essentiellement aux États-Unis et à la Chine. Il ne reconnaît pas la souveraineté des autres pays, les considérant comme des satellites de l'un de ces acteurs de l'ordre international.

Poutine et son establishment sont très cyniques. Ils utilisent le bombardement de la Yougoslavie par l'OTAN, l'intervention américaine en Afghanistan et l'invasion de l'Irak comme bouclier pour le bombardement de l'Ukraine. Dans ce contexte, la gauche doit faire preuve de cohérence et s'opposer à toute agression impérialiste dans le monde, quelle qu'elle soit.

Aujourd'hui, l'agresseur impérialiste est la Russie, pas l'OTAN, et si la Russie n'est pas arrêtée en Ukraine, elle continuera certainement son agression.

En outre, nous ne devons pas nous faire d'illusions sur le régime de Poutine. Il n'offre aucune alternative au capitalisme occidental. Il s'agit d'un capitalisme autoritaire et oligarchique. Le niveau d'inégalité en Russie a augmenté de manière significative au cours des 20 années de son leadership. Poutine est non seulement un ennemi de la classe ouvrière, mais aussi un ennemi de toutes les formes de démocratie. La participation populaire à la politique et aux associations bénévoles est traitée avec suspicion en Russie. Poutine est essentiellement un anticommuniste et un ennemi de tout ce pour quoi la gauche s'est battue au XX<sup>e</sup> siècle et se bat encore au XXI<sup>e</sup> siècle. Dans sa vision du monde, les forts ont le droit de battre les faibles, les riches ont le droit d'exploiter les pauvres et les hommes forts au pouvoir ont le droit de prendre des décisions au nom de leur population privée de pouvoir. Cette vision du monde doit être frappée de plein fouet en Ukraine. Pour qu'un changement politique puisse se produire à l'intérieur de la Russie, l'armée russe doit être vaincue en Ukraine.

Nous voulons aborder une demande très controversée, celle de l'aide militaire à l'Ukraine. Nous comprenons les répercussions de la militarisation sur le mouvement de la gauche progressiste dans le monde et la résistance de la gauche à l'expansion de l'OTAN ou à l'intervention occidentale. Cependant, un contexte plus large est nécessaire pour donner une image plus complète. Tout d'abord, les pays de l'OTAN ont fourni des armes à la Russie



Kiril Medvedev, militant socialiste, chanteur et auteur, le 24 février avant son arrestation :  
« Non à la guerre du Krémline »

malgré l'embargo de 2014 (France, Allemagne, Italie, Autriche, Bulgarie, République tchèque, Croatie, Slovaquie et Espagne). Ainsi, la discussion sur la question de savoir si les armes envoyées dans la région finissent dans de bonnes ou de mauvaises mains semble un peu tardive. Elles sont déjà dans de mauvaises mains et les pays de l'UE ne feraient que réparer leurs erreurs antérieures en fournissant des armes à l'Ukraine. En outre, les garanties de sécurité alternatives proposées par le gouvernement ukrainien nécessitent l'implication d'un certain nombre de pays, et ne peuvent probablement être obtenues qu'avec leur implication également. Deuxièmement, comme de nombreux articles l'ont souligné, le régiment Azov est un problème. Cependant, contrairement à 2014, l'extrême droite ne joue pas un rôle prépondérant dans la guerre d'aujourd'hui, qui est devenue une guerre populaire – et nos camarades de la gauche anti-autoritaire d'Ukraine, de Russie et de Biélorussie luttent ensemble contre l'impérialisme. Comme cela est devenu clair ces derniers jours, la Russie tente de compenser son échec sur le terrain par des attaques aériennes. La défense aérienne ne donnera pas de puissance supplémentaire à Azov, mais elle aidera l'Ukraine à garder le contrôle de son territoire et à réduire le nombre de morts civiles, même si les négociations échouent.

À notre avis, la gauche devrait exiger :

- Le retrait immédiat de toutes les forces armées russes d'Ukraine ;
- De nouvelles sanctions ciblées et personnelles contre Poutine et ses multimillionnaires. (Il est important de comprendre que Poutine et son establishment ne

se soucient que de leurs propres biens privés ; ils sont inconscients de l'état de l'économie russe dans son ensemble. La gauche peut également utiliser cette demande pour dénoncer l'hypocrisie de ceux qui ont sponsorisé le régime et l'armée de Poutine et qui continuent aujourd'hui encore à vendre des armes à la Russie) ;

- Le boycott du pétrole et du gaz russes ;
- Un soutien militaire accru à l'Ukraine, en particulier la fourniture de systèmes de défense aérienne ;
- L'introduction de soldats de la paix de l'ONU provenant de pays non-membres de l'OTAN

pour protéger les civils, y compris la protection des corridors verts et des centrales nucléaires (le veto de la Russie au Conseil de sécurité de l'ONU peut être surmonté à l'Assemblée générale).

La gauche devrait également soutenir les mouvements de gauche ukrainiens qui résistent, en leur donnant de la visibilité, en répercutant leurs voix, et en les soutenant financièrement. Nous reconnaissons que ce sont les millions de travailleurs essentiels et de volontaires de l'aide humanitaire ukrainiens qui rendent possible la poursuite de la résistance.

Un certain nombre d'autres revendications – soutien à tous les réfugiés en Europe indépendamment de leur citoyenneté, annulation de la dette extérieure de l'Ukraine, sanctions contre les oligarques russes, etc. – sont largement acceptées par la gauche et, par conséquent, nous n'en parlerons pas ici.

L'invasion russe de l'Ukraine crée un précédent terrible pour la résolution de conflits qui impliquent le risque d'une guerre nucléaire. C'est pourquoi la gauche doit proposer sa propre vision des relations internationales et de l'architecture de la sécurité internationale, qui peut inclure un désarmement nucléaire multilatéral (qui sera contraignant pour toutes les puissances nucléaires) et l'institutionnalisation de réponses économiques internationales à toute agression impérialiste dans le monde. La défaite militaire de la Russie devrait être le premier pas vers la démocratisation de l'ordre mondial et la formation d'un système de sécurité international, et la gauche internationale doit apporter sa contribution à cette cause. ■

7 avril 2022

# Identité nationale ukrainienne et perspectives de cohabitation pacifique entre les peuples

Entretien de  
David Broder avec Marko Bojcun\*

**David Broder :** *Selon vous, il y avait deux processus parallèles à la fin de la guerre civile de 1921 : une centralisation généralisée de l'État soviétique, avec moins de contrôle local, mais simultanément un processus d'ukrainisation qui reconnaît sa différence...*

**Marko Bojcun :** Il y a eu une reconnaissance de l'autonomie politique, y compris l'autonomie culturelle. Vous ne pouvez pas faire participer la population au processus de gouvernement sans reconnaître sa langue comme langue d'usage quotidien sur le lieu de travail, dans l'éducation, dans le gouvernement. C'est un processus d'auto-émancipation pour les peuples non russes, pour que les Ukrainiens soient reconnus pour ce qu'ils sont et utilisent la langue qu'ils veulent. Ils ne voulaient pas vivre et travailler dans la langue de l'ancien empire qui les a dominés.

Pendant la guerre civile, le mouvement social-démocrate ukrainien s'est scindé, tout comme le Bund et le Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR). Deux partis communistes ukrainiens se sont formés, prônant une république socialiste ukrainienne indépendante. Finalement, ils ont fusionné avec le Parti communiste (bolcheviks) d'Ukraine, qui avait lui-même déclaré son autonomie par rapport au POSDR en 1918. Le parti communiste d'Ukraine était composé en grande majorité de russophones, mais un nombre croissant d'ukrainophones l'ont rejoint, soit individuellement, soit en y intégrant par fusion leurs propres partis communistes, qu'ils avaient formés pendant la guerre civile. Ainsi, en 1921, une composante importante du parti bolchevique d'Ukraine était composée de locuteurs ukrainiens et une partie importante de l'intelligentsia ukrainienne réclamait un gouvernement ukrainien indépendant qui s'unirait aux autres républiques soviétiques librement, de sa propre volonté.



Cette pression s'est traduite par le soutien de Lénine à l'idée de créer une confédération, une Union de républiques, ce qui signifie que les Ukrainiens auraient le droit de se gouverner eux-mêmes, de s'unir à d'autres républiques soviétiques et de partir s'ils le souhaitaient. Ainsi, l'URSS formée à la fin de 1922 était constitutionnellement une confédération des républiques de l'Union. Mais en réalité, sa structure politique était fortement centralisée et les bolcheviks russes au pouvoir ne permettaient pas le développement d'un État indépendant. Cependant, ils ont dû faire d'importantes concessions. Dans les années 1920, l'identité nationale ukrainienne s'est développée au sein de la classe ouvrière et, en 1928, la moitié des syndicats ukrainiens fonctionnaient en ukrainien, alors qu'avant la révolution, ils étaient en grande majorité russophones.

**David Broder :** *Qu'est-ce qui explique que la classe ouvrière s'identifie de plus en plus comme ukrainienne durant cette première période qui suit celle ouverte en 1917 ?*

**Marko Bojcun :** C'est un résultat paradoxal du développement de l'Union soviétique : l'industrialisation, l'alphabétisation universelle et l'urbanisation ont renforcé l'identité nationale ukrainienne. Ainsi, les communistes ukrainiens des années 1920 voulaient et exigeaient qu'il y ait, tout d'a-

bord, une reconnaissance de leur République socialiste soviétique en tant qu'unité économique unique, alors que les bolcheviks russes voulaient à l'origine voir la République ukrainienne divisée en deux – une zone agricole et une zone industrielle – et décider des priorités de ces deux régions depuis Moscou. Les communistes ukrainiens ont dit non, nous voulons qu'il y ait un seul plan pour notre république qui comprenne le développement industriel et agricole, et nous voulons le décider nous-mêmes. Cela a eu de graves répercussions sur l'éducation, la planification économique et toutes sortes de questions de développement.

Une lutte perpétuelle était en cours. Joseph Staline a mis fin au processus pacifique d'ukrainisation. Son pouvoir permettait l'expression de l'identité nationale en tant qu'identité ethnique : vous pouvez utiliser votre langue, vous pouvez chanter

\* Marko Bojcun est un socialiste ukrainien, auteur de *The Workers' Movement and the National Question in Ukraine 1897-1918* (Brill, Historical Materialism Book Series vol. 229, Leiden 2021). Il s'est entretenu avec David Broder, rédacteur européen de *Jacobin*, de la montée historique de l'identité nationale ukrainienne, de son développement paradoxal au cours de la période soviétique, et des perspectives de cohabitation pacifique entre les peuples d'Europe de l'Est aujourd'hui (<https://www.jacobinmag.com/2022/03/ukrainian-working-class-formation-ussr-nato-war-national-identity>). Nous avons traduit ici la partie de l'entretien concernant ces questions depuis 1921 (Traduit de l'anglais par JM).

## Russie & Ukraine

des chansons folkloriques, vous pouvez danser, mais vous ne pouvez pas vous gouverner vous-mêmes. Si vous voulez participer au gouvernement, vous devez aller à Moscou. De nombreux Ukrainiens talentueux sont allés à Moscou et à Leningrad et ont occupé des postes importants au sein du gouvernement soviétique : des gens comme Nikita Khrouchtchev et Leonid Brejnev et d'autres avant eux. Nous voyons aujourd'hui les descendants de ces personnes parler à la télévision depuis Moscou en tant que représentants de la Fédération de Russie.

**David Broder :** *Vous avez également montré que ce processus a continué pendant toute l'ère soviétique : des parties de plus en plus importantes de la classe ouvrière se sont identifiées comme ukrainiennes dans les années 1970. Mais s'agissait-il nécessairement d'une conscience politique ou même oppositionnelle ?*

**Marko Bojczun :** C'est certainement une question compliquée et complexe. Ce que je peux dire, tout d'abord, c'est que l'identité ukrainienne en tant que choix d'autodétermination, qui s'est renforcée dans les années 1920, dans des conditions qui permettaient aux Ukrainiens d'entrer dans la vie politique, a été brutalement mise à mal dans les années 1930 et poussée dans la clandestinité avec les purges staliniennes et la terreur. La grande majorité de tous les dirigeants politiques et culturels ukrainiens ont été éliminés : 140 des 142 membres du comité central du Parti communiste ukrainien en 1933 ont fini dans les camps et les prisons ou carrément exécutés. L'intelligentsia a été anéantie pendant la famine de 1932-1933, qui a brisé les reins de la paysannerie en tant que force politique autonome.

À la fin de la guerre civile, l'Ukraine était divisée entre quatre États différents : la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et l'Union soviétique. Adolph Hitler et Staline se sont partagé la Pologne en 1939, et deux ans plus tard, l'Allemagne nazie a envahi l'Union soviétique. Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne nazie a enrôlé quelque 250 000 Ukrainiens dans ses formations militaires et sa police auxiliaire, tandis que 4,5 millions d'Ukrainiens ont servi dans l'Armée rouge soviétique, soit 40 % de ses effectifs totaux. Ils ont participé aux grandes batailles qui ont permis d'expulser puis de vaincre l'Allemagne pendant la guerre. En conséquence, la République socialiste soviétique d'Ukraine a subi les plus lourdes pertes en termes de vies humaines et

de dégâts matériels de toutes les républiques soviétiques. En 1945, pratiquement tous les territoires de l'Ukraine ont été réunis pour la première fois sous un seul État. En 1954, les dirigeants de l'Union soviétique ont transféré la république autonome de Crimée de la république soviétique russe à la république soviétique ukrainienne, en grande partie pour des raisons économiques.

Dans la période après Staline, il y a eu une alternance de périodes de libéralisation de la vie politique et de retour de la répression. Pourtant, une conscience politique pour l'autodétermination était toujours présente, jusque dans les années 1980. Il existe de bons exemples de cette conscience au sein du mouvement dissident : l'Union ukrainienne des travailleurs et des paysans, créée à la fin des années 1970, et le Groupe Helsinki ukrainien. Mais il s'agissait de très petites expressions d'une conscience politique qui était réprimée sous la pression de la censure et de l'intimidation.

J'ai travaillé en Ukraine pendant vingt ans, voyageant dans tout le pays, à Odessa, Kharkiv, Dnipropetrovsk, Lviv. Partout, je parlais ukrainien, et presque partout les gens me répondaient en russe mais passaient à l'ukrainien. Je n'ai jamais connu, sauf une fois sur un marché de Kiev, d'expression de chauvinisme ou de racisme à mon encontre pour avoir parlé ukrainien. Aujourd'hui, les russophones et les ukrainophones se frayent un chemin dans la communication avec fluidité et dans le respect mutuel. En même temps, j'ai vu à quel point l'ukrainien était accepté et de plus en plus utilisé comme langue de la vie quotidienne, surtout après le Maïdan en 2014.

**David Broder :** *Il semble évident que la guerre de 2014, et surtout celle-ci, ont raffermi l'identité nationale ukrainienne, même au sein de la population russophone. Mais qu'en est-il de régions comme le Donbass ?*

**Marko Bojczun :** Tout d'abord, je dois dire que les russophones sont partout en Ukraine, et ce ne sont pas seulement des Russes. Ils sont Russes et Ukrainiens, Juifs et Tatars de Crimée, Arméniens et Grecs. La langue russe n'est donc pas en soi un marqueur significatif d'identité nationale ou d'allégeance politique, sauf pour les nationalistes d'extrême droite. Ce qui est important, c'est de savoir si vous vous identifiez à vos concitoyens qui vivent ici, dans ce pays, en tant qu'une seule nation.

Nombreux sont ceux qui, dans la gau-

che internationale, ne saisissent pas cela lorsqu'ils disent qu'il y a cette population russe mécontente parce qu'elle est victime de discrimination. C'est tout simplement faux. C'est une affirmation faite par les propagateurs de l'idéologie du *russkiy mir* (la civilisation du monde russe) à laquelle toute l'Ukraine, disent-ils, appartient de droit, y compris le Donbass.

Ceux qui invoquent une discrimination à l'encontre de la langue russe se sont récemment concentrés sur la loi de janvier 2021 qui exige que les services publics et commerciaux soient fournis en ukrainien, alors que, jusqu'à présent, le russe avait continué à prédominer, notamment dans les médias de masse et sociaux. Il s'agit, en fait, d'une loi de discrimination positive destinée à renforcer l'ukrainien, désormais langue officielle. Une telle mesure est jugée nécessaire après trois siècles de discrimination et d'interdiction de l'ukrainien et face à la concurrence des corporations médiatiques diffusant depuis la Russie voisine.

La loi est largement soutenue car elle correspond à ce que la plupart des gens veulent et choisissent de faire eux-mêmes. Mais elle a été introduite sans accorder beaucoup d'attention aux mesures nécessaires pour faciliter la transition du russe pour les russophones unilingues. Les plus grands détracteurs qui subsistent sont les médias et les maisons d'édition qui doivent désormais produire des services parallèles en ukrainien, s'ils continuent à les fournir en russe.

Voyons donc comment les choses se passent réellement dans le Donbass. C'était la partie la plus développée de l'Ukraine sur le plan industriel ; la région s'étend également au-delà de la frontière russe. Elle avait un niveau de vie très élevé, était économiquement étroitement liée à l'économie de la Fédération de Russie, était historiquement reliée à Moscou et à Leningrad par le rail et d'autres moyens de transport. À partir des années 1970 cette région a connu un déclin économique, et encore plus après l'effondrement de l'Union soviétique, lorsque les nouveaux capitalistes ont pillé et privatisé les actifs nationalisés. La classe ouvrière a connu ce qu'ont connu les travailleurs des « zones de rouille » aux États-Unis et en Grande-Bretagne : se marginaliser, se retrouver au chômage, être obligé d'émigrer à la recherche d'un travail. Leur environnement a été empoisonné et pollué par la production industrielle. Ils en souffrent de toutes sortes de façons, notamment au niveau de leur

santé et de leurs chances dans la vie.

Il y a donc ce ressentiment dont se sont emparés les nationalistes russes : l'extrême droite du Donbass et de la Russie. Ils affirment que les habitants du Donbass ont été privés de leurs droits politiques et qu'ils doivent donc avoir leur propre gouvernement, ou plutôt qu'ils doivent rejoindre la Fédération de Russie. C'est ainsi que ce processus a commencé, et si vous regardez attentivement, les républiques séparatistes ont été lancées en 2014 par des nationalistes russes d'extrême droite. Ce qui, à son tour, a généré une forte réaction nationaliste ukrainienne, y compris son extrême droite. Ces deux nationalismes se nourrissent l'un l'autre, façonnant des parties importantes de l'ensemble du processus politique et de la situation militaire.

La majorité de l'électorat du Donbass a soutenu l'indépendance de l'Ukraine lors du référendum de décembre 1991. Mais l'indépendance ne s'est pas accompagnée d'une rupture radicale avec le passé, ni d'un retrait de la vieille classe dirigeante soviétique des fonctions publiques ou de son contrôle sur l'économie. Plus que partout ailleurs en Ukraine, ceux qui ont gouverné le Donbass ont entretenu une relation autoritaire et paternaliste avec la population ouvrière et ont encouragé leur identité régionale distincte plutôt qu'une identité civique et nationale. Mais ils s'identifient aux autres habitants de l'Ukraine en tant que citoyens d'un même pays. C'était la situation avant 2014, mais elle a évidemment été polarisée et enflammée par les conflits qui ont éclaté.

Lorsque Viktor Ianoukovitch a été élu en 2010, il a amené avec lui au gouvernement de Kiev une faction d'oligarques du Donbass. Ils se sont rangés derrière lui parce qu'il contrôlait l'accès aux licences pour le commerce extérieur, par exemple le pétrole, le gaz et les produits chimiques traités en Ukraine. Ses ministres venaient essentiellement de la région de Donbass. Lorsqu'il a été chassé par le Maïdan en 2014, il a fui en Russie, mais son parti s'est établi comme une force croupion dans le Donbass. Ils ont tenté d'organiser une riposte à partir de là et de maintenir un pied en Ukraine. La Fédération de Russie, sous la direction de Poutine, est intervenue et les a soutenus militairement. La Russie s'est d'abord emparée de la Crimée en février 2014, puis les personnes à l'origine de cette saisie se sont déplacées dans le Donbass et ont créé, avec les partis nationalistes russes locaux et les restes du parti



Mikolayev, 29 mars

de Ianoukovitch, les républiques populaires de Donetsk et de Louhansk (1).

**David Broder :** *Certains pointent du doigt les négociations de paix qui ont suivi 2014, et notamment l'accord de Minsk II, comme base des pourparlers actuels. Quel type d'accord de paix l'Ukraine pourrait-elle accepter qui ne reviendrait pas à avaler une humiliation, même en dépit des succès actuels contre l'invasion ?*

**Marko Bojcun :** Si l'accord de Minsk II a jamais eu une quelconque utilité comme base de résolution du conflit, Poutine l'a détruit. Poutine n'a même pas voulu rencontrer Zelensky, mais a continué à insister sur le fait que le processus était conditionné par l'acceptation par l'Ukraine des dirigeants des républiques séparatistes comme parties aux négociations. Le gouvernement ukrainien a refusé de le faire. Et c'est devenu l'un des éléments déclencheurs de l'invasion russe, qui a détruit tout processus de ce type. Poutine a enfoncé une hache dans la table des négociations en envahissant l'Ukraine, en exigeant sa reddition et en bombardant les civils dans leurs maisons, dans les hôpitaux et à travers les soi-disant couloirs d'évacuation.

Le gouvernement ukrainien affirme désormais qu'il ne s'engagera pas dans des négociations globales si la Russie ne se retire pas complètement, y compris de Crimée et du Donbass. Il affirme qu'il ne peut pas négocier sous l'intimidation des bombes larguées sur la population civile. Mais il a envoyé ses représentants aux pourparlers où il pense pouvoir contribuer à protéger la vie des civils.

Selon moi, Poutine s'attendait à mener une guerre éclair, à entrer en Ukraine et à

l'occuper rapidement tout en infligeant un minimum de dégâts, afin que la population ukrainienne accepte plus facilement une domination russe, un gouvernement installé par Moscou. C'était la stratégie initiale de Poutine, qui a été contrecarrée par la résistance acharnée des Ukrainiens. De nombreux éléments montrent que les soldats russes manquent de motivation pour avancer au rythme souhaité ou pour affronter leurs adversaires de près une fois sur place. Il est donc difficile que l'invasion se déroule comme prévu.

Les puissances occidentales n'ont pas accepté d'imposer une zone d'exclusion aérienne, car cela risquerait de déclencher une guerre entre l'OTAN et la Russie. Cependant, le soutien occidental est assez important, et il est ressenti par l'État russe et ses alliés du monde des affaires. Il est de plus en plus connu de la population russe, qui ne manifeste pas non plus un soutien enthousiaste à l'invasion. Ce sont donc maintenant les Russes qui ont demandé des négociations, mais ils ne le demandent pas vraiment, ils exigent la reddition de l'Ukraine.

Nous sommes maintenant en pleine guerre. Les Russes en sont venus à terroriser la population civile et à la chasser de chez elle sous les tirs. Je pense que nous sommes dans une longue bataille ici – de plus en plus une situation de type syrien, j'en ai peur.

**David Broder :** *Alors comment éviter cela ?*

**Marko Bojcun :** À l'heure actuelle, la Russie cherche à vaincre les Ukrainiens ou, à tout le moins, à partitionner le pays. L'Ukraine est confrontée à des difficultés presque insurmontables, mais elle s'est retranchée et exige le retrait complet de la Russie de toute l'Ukraine d'avant 2014. Partition ou réunification et aucun compromis, si ce n'est de la part de ceux qui, à l'Ouest, appellent à la paix en échange de l'acceptation par l'Ukraine des conditions de la Russie. Ces partisans de la paix sont, je pense, sincères, mais confortablement installés chez eux, dans des démocraties encore pacifiques, ils n'ont guère l'autorité morale qui permettrait de proposer une

1. Simon Pirani, « The Russian Statelets in the Donbass Are No "Peoples's Republics" », *Jacobin* du 2 mars 2022 : (<https://jacobinmag.com/2022/03/donbas-donetsk-luhansk-ukraine-russia-putin>). En français on lira avec intérêt l'entretien de Hanna Perekhoda avec l'écrivain Serhiy Jadan « Dire la vérité sur la guerre du Donbass », paru dans *solidaritéS* n° 270 le 11 juin 2015 (disponible sur le site d'Europe solidaire sans frontières : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article35240>).

## Russie & Ukraine

telle solution. Je pense que nous ne pourrions progresser vers un cessez-le-feu et un accord de paix que s'il existe un mouvement anti-guerre de masse en Russie, et même en Occident, et si le pouvoir de Poutine est sérieusement ébranlé. Ni l'un ni l'autre ne sont imminents. Mais s'il y a un mouvement populaire plus fort qui exige que le gouvernement russe retire ses forces de l'Ukraine, cela commencerait à changer la situation.

Il doit y avoir une réponse politique de masse en Occident, ainsi qu'une nouvelle conception et une nouvelle stratégie pour la paix en Europe. Je ferais l'analogie avec la période de la fin des années 1970 et du début des années 1980, lorsque les Américains ont installé des missiles de croisière en Grande-Bretagne et que l'Union soviétique a répondu en installant des missiles SS-19 et SS-21 en Tchécoslovaquie. La réponse a été un mouvement de masse organisé et dirigé par la Campagne pour le désarmement nucléaire. E. P. Thompson (2) et d'autres membres du petit camp européen du désarmement nucléaire ont apporté à cette campagne de nouvelles idées importantes sur la guerre et les voies possibles vers la paix à notre époque de destruction massive. C'était un développement significatif en soi, et je crois qu'il a eu un grand impact sur le comportement des grandes puissances par la suite. Cela a informé et a fait des propositions importantes, qui ont joué un rôle dans le processus de désarmement, la limitation des missiles d'une certaine portée en Europe, et dans les discussions que Mikhaïl Gorbatchev a entamées avec les dirigeants européens et américains qui ont mis fin, du moins pour quelques années, à la guerre froide.

Nous avons donc besoin d'une nouvelle stratégie européenne de désarmement nucléaire et de paix, proposée par la société elle-même. Les gouvernements sont trop lents, et ils répondent à la guerre par la guerre. Ils comptent les pertes pour leurs propres grandes entreprises qui résultent de l'interconnexion entre le capital russe et le capital occidental par le biais des investissements, du commerce, de la dette, des oléoducs, etc. Il doit y avoir un message clair de la part d'un mouvement populaire, tant en Russie qu'en Occident, qui forcerait ces gouvernements à entamer de véritables négociations. Nous n'en

avons pas assez pour l'instant, mais il y a eu un moment de reconnaissance de la gravité de la situation et de l'importance stratégique de l'Ukraine pour la paix européenne.

**David Broder :** *Nous pouvons diffuser le message du mouvement pacifiste russe, et il est clair que la résistance militaire ukrainienne peut susciter une certaine dissidence parmi les troupes russes. Mais comment construire un mouvement pour la paix qui ne se contente pas de pousser à un nouvel accord entre Washington et Moscou sur la tête du peuple ukrainien et d'autres États plus petits ou plus faibles ? L'invasion de Poutine a apparemment renforcé le soutien à l'OTAN, non seulement en Europe de l'Est mais aussi en Finlande, par exemple.*

**Marko Bojunc :** Nous ne pourrions pas parvenir à une paix durable en réformant les blocs. Le droit à l'autodétermination nationale doit être au cœur de la paix mondiale. Considérer que la crise peut être résolue par une nouvelle relation entre la Russie et l'Occident n'est pas la bonne façon d'aborder le problème. Il y a beaucoup de pays entre l'Occident et la Russie. La Russie possède vingt et une bases et installations militaires en dehors de ses propres frontières, dont dix-huit dans des États ex-soviétiques indépendants. Ce sont des instruments du Kremlin en tant que gendarme de toute la région.

L'Ukraine se trouve prise entre deux puissances militaires régionales qui protègent leurs projets d'intégration régionale respectifs. Il y a l'Union économique eurasiennne de la Russie et son Organisation du traité de sécurité collective, une alliance militaire qui est entrée en action tout récemment au Kazakhstan. Il y a aussi les accords bilatéraux que la Russie a conclus avec toute une série d'autres pays, dont la Chine. L'alliance de l'OTAN, dirigée par les États-Unis, garantit la sécurité militaire de l'Union européenne et s'engage dans des guerres à l'est et au sud de la Fédération de Russie. Ces deux projets d'intégration régionale sont en expansion depuis longtemps ; on en est maintenant à la confrontation. C'est ici, en Ukraine, que se trouve le cœur de cet affrontement, car pour les multinationales russes et l'État russe la voie vers le statut transnational et vers le pouvoir passe par l'Ukraine en termes d'investissement, de commerce, de dette, de transport, de communications, etc. La Russie cherche à établir un lien fort et coopératif avec le capital allemand. Cela effraie les États-Unis, qui sont une puis-

sance en déclin, certainement en Europe, une puissance qui a perdu l'initiative. Il y a donc ces deux roues de grands projets d'intégration régionale qui broient l'Ukraine entre elles.

Je ne veux pas être un conseiller en politique étrangère pour les gouvernements. Je veux plutôt montrer qu'il existe une autre façon d'aborder la situation que par le biais des gouvernements. Nous devons commencer par les grands principes. Cela signifie d'abord que chaque pays a le droit de se défendre, mais qu'il doit retirer toutes ses forces militaires qui se trouvent à l'extérieur de son propre pays s'il les a placées là. Deuxièmement, cela signifie que nous devons désarmer, réduire et éliminer les armes offensives. Ces missiles massifs volent vers le centre des villes en ce moment même. Nous devons parler de la création d'un environnement coopératif et de la mise en relation des personnes, c'est-à-dire des mouvements civiques, sociaux et de défense des droits de l'homme, des collectifs productifs et des organisations syndicales par-delà les frontières, afin d'instaurer une confiance et un soutien mutuels plutôt que de s'en remettre entièrement aux gouvernements. Si nous commençons à construire une telle conception, nous pourrions peut-être montrer qu'il existe une autre façon d'aborder le problème plutôt que de s'intéresser à l'équilibre des pouvoirs entre les États. Cela ne nous empêche pas de faire pression sur les États et d'exiger des changements de politique publique.

Pour l'instant, cependant, les Ukrainiens ne peuvent pas prendre part aux discussions sur une paix future durable. Cela doit venir plus tard, à la fin de la guerre. Ils exigent la fin immédiate de l'agression dont ils sont victimes, demandant désespérément l'aide de ceux qui disent être à leurs côtés. Ils sont de plus en plus frustrés par l'incapacité des États occidentaux à leur venir en aide, mais ils ne se font aucune illusion sur l'OTAN ni sur les intérêts que ce traité servira en fin de compte. Ils sont tout à fait conscients et reconnaissants de l'aide pratique que leur apportent les organisations civiques, syndicales, de défense des droits humains et les organisations caritatives. Cette aide contribue à sauver des vies. Notre tâche est de rester avec eux, de créer et d'entretenir des liens avec eux, et d'exiger que le régime de Poutine mette fin aux massacres. Les liens que nous tissons avec eux jetteront les bases de discussions approfondies et de décisions ultérieures sur la paix à long terme. ■

2. Jeffery R. Weber, « E.P. Thompson's Romantic Marxism », *Jacobin* du 24 juillet 2015 : <https://www.jacobinmag.com/2015/07/making-english-working-class-luddites-romanticism>

# Les origines de la menace d'une guerre généralisée

Par  
Simon Pirani\*

Plus de trois semaines après le début de l'attaque de l'Ukraine par la Russie, les dangers d'un conflit prolongé et/ou de l'expansion de la guerre se profilent.

Afin d'évaluer correctement ces dangers et de construire un mouvement anti-guerre efficace, il est important de comprendre la nature de la guerre.

La guerre défensive menée par l'Ukraine est à la fois une guerre étatique et une « guerre populaire ». À mon avis, la guerre menée par la Russie est une guerre impérialiste, ciblant de plus en plus la population. J'ai développé cela ailleurs (1). Dans ce texte, je me concentrerai sur les puissances occidentales et leurs relations avec la Russie et l'Ukraine ainsi que sur la crise profonde du capital qui les sous-tend.

Ces puissances occidentales ont imposé à la Russie des sanctions économiques massives et sans précédent. Leurs dirigeants ont déclaré à plusieurs reprises que, même s'ils fourniraient des armes à l'Ukraine, ils craignent une escalade du conflit et refusent la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne. Ce refus a été dénoncé à plusieurs reprises par le président ukrainien Volodymyr Zelensky. Le président russe Vladimir Poutine insiste, quant à lui, sur la menace que l'OTAN représente pour la Russie. Ses objectifs de guerre, tels qu'il les a déclarés, incluent la « dé militarisation » de l'Ukraine et la fin de « l'expansion de l'OTAN ».

Dans le mouvement anti-guerre occidental, la question de l'expansion de l'OTAN se pose de deux manières.

① D'un côté, politiquement : les tendances post- ou proto-staliniennes, et d'autres qui soutiennent le Kremlin, non seulement acceptent que l'expansion de l'OTAN est une menace majeure (sans guère l'expliquer), mais soutiennent également que l'OTAN a une plus grande responsabilité que la Russie dans le déclenchement de la guerre (oui, vous avez bien lu). L'OTAN devient

ainsi une cible politique au moins aussi importante que le Kremlin. J'ai écrit ailleurs sur ces arguments viciés et nocifs, et les socialistes ukrainiens y ont répondu (2).

② De l'autre, il existe une véritable peur que la guerre se répande au-delà des frontières de l'Ukraine entraînant l'implication militaire des puissances occidentales, ce qui causerait un désastre encore plus grand que celui qui affecte actuellement des millions d'Ukrainien-es.

À mon avis, nous ne pouvons pas exclure la capacité du capitalisme à basculer dans cette voie, même si une analyse sereine de la situation suggère que c'est peu probable. Mais comment envisager cette possibilité terrifiante ? Je vois là une similitude avec les catastrophes sociales induites par le changement climatique. Il s'agit d'éventualités plausibles, mais qui pourraient être évitées par une action collective et sociale immédiate.

Afin de comprendre où se dirigent le capitalisme international, les puissances occidentales et la Russie, il est important d'analyser d'où ils viennent. Je commencerai par cela. Ensuite, j'aborderai la réalité de l'expansion de l'OTAN et les tendances plus larges dont elle fait partie. Et enfin je traiterai les éventuels débouchés et nos possibilités d'action collective.

## Que s'est-il réellement passé ?

Au commencement étaient l'Union soviétique, les États-Unis et la (les) guerre(s) froide(s) des années 1950-1980. Deux puissances nucléaires se défiant l'une l'autre à travers le monde, selon les livres d'histoire. Pourtant, certains marxistes ont toujours su qu'il s'agissait, avant tout, d'un double système de contrôle social.

Aux États-Unis, la peur d'un ennemi lointain a été utilisée pour renforcer le contrôle social sur les travailleurs et travailleuses. En Europe, la « menace soviétique » étant plus proche, il était plus facile de s'apercevoir que le bloc de l'Est était loin d'être un paradis ouvrier. En URSS, le

contrat social entre l'élite bureaucratique et les travailleuses/travailleurs, forgé après la Seconde Guerre mondiale, a également été renforcé par la présence d'un ennemi extérieur et la mobilisation idéologique contre lui. Dans tous les cas, la peur d'une guerre nucléaire et de ses conséquences avait la double fonction de soumettre les populations et de dissuader l'autre camp.

En 1986, dans une analyse de la guerre froide parue dans la revue marxiste *Critique*, Mick Cox écrivait : « Sans l'Union soviétique, la réhabilitation de l'ordre bourgeois à l'échelle mondiale aurait été impossible dans la période d'après-guerre. (...) Il ne s'agissait pas d'une simple trahison subjective de la révolution par l'URSS. Objectivement, l'Union soviétique est devenue un soutien indispensable de la position des États-Unis dans le monde, et le stali-

\* Simon Pirani (entre 2011 et 2021 pseudonyme Gabriel Levy), chercheur et historien de l'énergie, anime le site web écologiste *People and Nature* (<https://peopleandnature.wordpress.com>). Il a récemment publié *Burning Up, A Global History of Fossil Fuel Consumption*, Pluto Press, London 2018. Cet article a d'abord été publié par *People and Nature* (<https://peopleandnature.wordpress.com/2022/03/21/ukraine-the-sources-of-danger-of-a-wider-war/>), puis traduit en français par Elisa Moros et publié par *Europe solidaire sans frontières* (<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article61808>).

1. Par exemple : « Russia sacrifices economic goals for military aggression » (<https://peopleandnature.wordpress.com/2022/02/28/russia-sacrifices-economic-goals-for-military-aggression/>), « Workers activists call for solidarity against war » (<https://peopleandnature.wordpress.com/2022/03/03/worker-activists-call-for-solidarity-against-war/>), et « Putin's war is the face of 21st century capitalism. A podcast » ([https://soundcloud.com/user-737267994/episode-15-understanding-russia-today?utm\\_source=clipboard&utm\\_medium=text&utm\\_campaign=social\\_sharing](https://soundcloud.com/user-737267994/episode-15-understanding-russia-today?utm_source=clipboard&utm_medium=text&utm_campaign=social_sharing))

2. Par exemple Denys Pilash, Denys Gorbach, Nick Buxton, Shaun Matsheza, « We need a peoples' solidarity with Ukraine and against war, not the fake solidarity of governments » , *Commons*, 11 mars 2022 (<https://commons.com.ua/en/we-need-peoples-solidarity-ukraine/>) ; Volodymyr Artiukh, « US-plaining is not enough. To the Western left, on your and our mistakes » , *Commons*, 1<sup>er</sup> mars 2022 (<https://commons.com.ua/en/us-plaining-not-enough-on-your-and-our-mistakes/>) ; Olsana Dutchak, Taras Bilous, Jan Ole Arps, « "The Left in the West must rethink" – a conversation with Taras Bilous, *Commons*, 13 mars 2022 (<https://commons.com.ua/en/left-west-must-rethink/>).

## Russie & Ukraine

*nisme une condition nécessaire à l'hégémonie bourgeoise dans l'après-guerre.* » (3)

Évidemment, ce système de contrôle des populations n'était pas parfait, et, évidemment, il y avait des affrontements bien réels entre les puissances. Néanmoins, il y avait des limites. La guerre du Vietnam contre les États-Unis a tant duré du fait du caractère limité du soutien que lui ont apporté les élites soviétiques et chinoises, par exemple.

Dans les années 1980, alors que l'économie autarcique sous contrôle de l'État de l'Union soviétique se dirigeait vers l'effondrement, les populations d'Europe de l'Est, à commencer par le mouvement syndical indépendant polonais, ont exigé d'être libérées du joug soviétique. En 1989-91, avec l'effondrement du système soviétique, le système bipolaire de régulation internationale s'est effondré aussi. La réunification allemande a été un des premiers résultats qui a inquiété les dirigeants occidentaux.

L'expansion de l'hégémonie néolibérale dans l'espace post-soviétique ne s'est pas faite uniquement, ni même principalement, par le biais de l'OTAN. Les changements les plus dévastateurs ont été économiques. À partir de la chute de l'Union soviétique (décembre 1991), la Russie et l'Ukraine ont été plongées dans la plus grande crise économique qui ait jamais existé en temps de paix. Des pans entiers de l'industrie, y compris une grande partie de l'industrie militaire, ont été mis au rebut. Les systèmes de protection sociale se sont effondrés. Les populations d'Europe de l'Est souffraient en outre de la pauvreté et du chômage.

En Russie et en Ukraine, le capital occidental n'a pas toujours saisi la propriété,

ou essayé de le faire. Les industries russes des matières premières cruciales – pétrole, gaz, minéraux et métaux – ont été pour la plupart transférées aux mains de nouveaux groupes commerciaux nationaux. Tout comme l'acier, le charbon et les produits chimiques ukrainiens. La priorité de l'Occident était de briser la propriété de l'État et de détruire tout obstacle au fonctionnement des marchés. Même les banques, de manière générale, sont restées dans des mains locales.

La phase d'expansion de l'OTAN la plus importante a lieu durant cette première période post-soviétique. En 1999, la Hongrie, la Pologne et la Tchéquie l'ont rejoint et des plans d'adhésion ont été conclus avec la Bulgarie, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie et les trois États baltes, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie. Ils ont tous adhéré en 2004, et depuis il y a eu quatre adhésions de petits pays des Balkans (Albanie et Croatie en 2009, Monténégro en 2017 et Macédoine du Nord en 2020).

Un cliché récurrent du discours poutiniste est que ce processus a été conduit uniquement par les puissances occidentales. Il fait fi de la réalité, à savoir que les gouvernements des années 1990 de ces pays (qui ont tous eu l'expérience historique d'être envahis ou malmenés par la Russie, et certains d'être envahis par l'Allemagne ou des anciens empires du XIX<sup>e</sup> siècle, mais dont aucun n'a été envahi par les États-Unis) ont recherché une assurance contre le nouveau revanchisme russe. Certains d'entre eux peuvent maintenant se dire qu'ils ont eu raison (4).

Dans l'ancien espace soviétique, le capital ne cherchait pas seulement des adhésions à l'OTAN mais aussi à faciliter la livraison de matières premières, à pénétrer de nouveaux marchés de biens de consommation, etc. et il avait besoin de gouvernements capables de gérer le changement sociétal. En Russie, le régime Eltsine des années 1990 s'en est mal sorti.

Lorsque Poutine a accédé au pouvoir en janvier 2000, son équipe (qui réunissait des professionnels de la politique économique néolibérale et d'anciens officiers des services de sécurité, plus puissants que les premiers) a rétabli un État russe fort, d'abord avec la seconde guerre tchétchène meurtrière, puis en disciplinant les entreprises et en les forçant à payer des impôts. Le prix du pétrole a augmenté presque dès le moment où Poutine a pris ses fonctions et a atteint des niveaux records en 2008. L'économie a prospéré, les entreprises publiques et privées russes

ont accédé aux marchés financiers internationaux, les riches se sont encore enrichis et le niveau de vie des Russes ordinaires s'est remis du cauchemar des années 1990.

Quant à la géopolitique, malgré toutes leurs dénégations de diviser le monde en « sphères d'influence », les puissances de l'OTAN se sont servies de la Russie de Poutine comme gendarme pour contrôler certaines parties de l'ancien espace soviétique. Elles avaient une « guerre contre le terrorisme » à mener après le 11 septembre et les guerres en Irak, en Libye et en Afghanistan qui ont suivi, ainsi que la terreur saoudienne au Yémen. Cette politique a persisté non seulement jusqu'en 2014, lorsque l'annexion de la Crimée par le Kremlin a provoqué une réponse occidentale limitée, mais, pour l'essentiel, jusqu'au mois dernier.

En 2001-2003, l'OTAN a soutenu la guerre de la Russie contre la Tchétchénie. Lord George Robertson, alors secrétaire général de l'OTAN, a expliqué en 2002 (5) que le chef d'Al-Qaïda, Oussama ben Laden, avait été « l'instigateur d'un incroyable nouveau rapprochement » qui avait « mis définitivement fin à la guerre froide et rapproché si étroitement l'OTAN et la Russie ». (Robertson, membre de ce parti politique suprêmement pro-OTAN, le Parti travailliste britannique, s'est mis en quatre pour défendre les multiples crimes de guerre russes en Tchétchénie lors de cette même conférence de presse.)

En 2008, les États-Unis ont poussé leurs alliés de l'OTAN à recruter la Géorgie, mais la France, l'Allemagne et d'autres s'y sont opposés. La Géorgie, sans cesse provoquée par l'empiètement russe et encouragée par les États-Unis, a déclenché une guerre dans laquelle elle a été rapidement vaincue. Mais en quelques semaines, l'attention des puissances occidentales était ailleurs : l'effondrement de la banque Bear Stearns aux États-Unis a déclenché le plus grand krach économique et financier depuis 1929.

La version poutinienne de l'impérialisme russe est née pendant le boom des prix du pétrole, mais a pris forme pendant le ralentissement économique qui a suivi le krach. Une fois que le prix du pétrole est reparti à la baisse et que la Russie est entrée en récession, l'habileté de Poutine à compenser la faiblesse économique sous-jacente de la Russie par la force militaire est devenue évidente.

Le ralentissement économique d'après 2008 a constitué la toile de fond du renversement en 2014 du président ukrainien,

3. Mick Cox, « The Cold War as a System », *Critique* n° 17 (1986), pages 17-82 (ici page 36). L'article entier vaut d'être lu, comme beaucoup d'autres textes parus dans *Critique* dans les années 1970 et 1980, Hillel Ticktin, rédacteur en chef de *Critique*, a développé l'idée que l'Union soviétique était une des deux parties d'un système de contrôle social par le capital. On peut trouver une interview récente intéressante de lui ici : <https://commons.intervyu-z-gillelem-tiktinom/>

4. Sur le site Web de la coalition *Stop the War*, Ted Galen Carpenter pointe (sans ironie) l'adhésion « provocatrice » des États baltes à l'OTAN comme un signe du « comportement de plus en plus intrusif de l'OTAN » à l'origine de la guerre actuelle. Ces États avaient non seulement fait partie de l'URSS, mais aussi fait « partie de l'empire de la Russie à l'époque tsariste », écrit-il, insinuant que la domination par la Russie est leur état naturel. Il serait difficile de trouver un meilleur exemple de discours centré sur les États-Unis qui nie toute subjectivité [rôle de sujet] à « l'autre » colonisé.

5. Questions and Answers with NATO Secretary General, Lord Robertson : <https://www.nato.int/docu/speech/2002/s021209c.htm>

Viktor Ianoukovitch. Il avait hésité entre renforcer les liens avec la Russie ou se tourner vers l'UE. L'UE a proposé un accord d'association, mais le misérable programme de soutien qui l'accompagnait a laissé stupéfaits les responsables ukrainiens qui se sont alors tournés vers Moscou. Cela déclencha les manifestations qui devinrent quelques semaines plus tard la « révolution de Maïdan ».

Les analyses de ce processus mettent en lumière l'incompétence et l'indécision des puissances occidentales. L'historien économiste Adam Tooze concluait : « Au pire de

la crise en 2008-2009, l'Occident s'est franchement montré négligent à l'égard de l'Europe de l'Est, malgré le fait que les discussions sur l'expansion de l'OTAN avaient mené à une guerre avec la Russie en Géorgie à peine quelques semaines avant le déclenchement de la crise en août 2008. (...) Puis, en 2013, l'UE a somnolé dans une confrontation avec Poutine à propos de l'Ukraine. Et tout cela à un moment où l'administration Obama poussait l'Accord de partenariat transpacifique, considéré à Pékin comme une stratégie agressive d'endiguement, et alors que le Japon et la Chine s'affrontaient à propos des îles Senkaku en mer de Chine orientale. » (6)

Cette image de l'Occident « négligent et somnolent » ne concorde guère avec le récit selon lequel l'expansion de l'OTAN a été le principal moteur de l'évolution des relations russo-occidentales. La réponse occidentale à l'attaque de la Russie contre l'Ukraine en 2014 non plus. Les sanctions n'étaient pas liées à son soutien aux gangs armés qui ont créé les « républiques populaires » de Donetsk et de Louhansk, mais uniquement à l'annexion de la Crimée. Ils ont restreint le flux de financement vers les entreprises publiques et privées russes, mais se sont bien gardés d'avoir un impact sur les exportations de pétrole et de gaz.

La guerre de la Russie contre l'Ukraine à partir de 2014 était à la fois une aventure impériale visant l'État et un exercice de contrôle social. Le Kremlin craignait, à juste titre, que le renversement de Ianoukovitch puisse présager des agitations en Russie, où la baisse du niveau de vie et l'autoritarisme provoquaient déjà des réactions. Là aussi, Poutine a servi de gendarme au capital international, tout comme plus récemment avec ses interven-



Dans un magasin en Russie :  
« Contre l'impérialisme et le fascisme », « Non à la guerre »

tions en Biélorussie (2020) et au Kazakhstan (cette année).

Après le Donbass, il y a eu l'intervention militaire de la Russie en Syrie à partir de 2015. C'est avec le soutien russe que le dictateur Bachar al-Assad a noyé dans le sang l'une des plus grandes révoltes populaires de ce siècle. Il est utile de rappeler les remarques de Leila al-Shami dans cette interview publiée pendant le siège d'Alep en décembre 2016 : « La grande avancée est menée par des milices chiites, qui rendent des comptes à l'Iran, et les bombardements aériens ont été effectués par les forces aériennes russes et syriennes. (...) Les principaux défenseurs de la ville sont les troupes de l'Armée syrienne libre, et maintenant elles sont devenues les cibles, avec les civils. Il est très clair que ce bain de sang et ce massacre absolu du peuple ne feront qu'accroître l'extrémisme. Les habitants d'Alep voulaient se débarrasser de la dictature et maintenant ils sont en train d'être annihilés. (...)

« La Russie cible systématiquement les hôpitaux et les infrastructures civiles. Non seulement au cours de cette récente escalade, mais depuis le début de son intervention. (...)

« Cette idée [avancée par les poutinistes du mouvement ouvrier occidental] d'intervention et de changement de régime soutenu par les étatsuniens est sans fondement. Parce que [le président étatsunien Barack] Obama a adopté une position isolationniste, il n'est pas intervenu pour renverser le régime d'Assad et il n'a jamais exigé la fin du régime. Il a exigé le départ d'Assad à un moment donné, mais l'idée était de maintenir le régime en place, une solution à la yéménite. Obama s'est opposé à armer les troupes de l'ASL, il a empêché d'autres

pays de fournir les armes défensives dont ils ont besoin pour protéger les communautés des attaques aériennes, et il a de fait cédé la Syrie à la Russie, à un autre impérialisme sauvage, à la suite de l'attaque à l'arme chimique en Ghouta. (...)

« Le régime d'Assad aurait été renversé depuis longtemps s'il n'y avait pas eu les soutiens iranien et russe. Le régime était au bord de l'effondrement avant que l'Iran n'intervienne, puis il était à nouveau au bord de l'effondrement avant que la Russie n'inter-

viene. » (7)

Il n'y a pas eu d'expansion de l'OTAN. Il n'y a pas eu de réaction quand Assad, avec le soutien de la Russie, a franchi la « ligne rouge » qu'Obama avait annoncée sur l'utilisation des armes chimiques. Il y avait une division des sphères d'influence. Ce n'est qu'en février de cette année qu'elle s'est brisée.

### L'expansion de l'OTAN et la crise du capital

Le 25 février, au lendemain de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le socialiste ukrainien Taras Bilous a publié une percutante « Lettre de Kiev à la gauche occidentale » (8). Il y fait l'éloge de celles et ceux qui ont manifesté devant les ambassades russes et organisé d'autres types de soutien et il y dénonce « ceux qui ont imaginé "l'agression de l'OTAN en Ukraine" et étaient incapables de voir l'agression russe ». Il écrivait : « Combien de fois la gauche occidentale a-t-elle évoqué les promesses informelles des États-Unis à l'ancien président russe, Mikhaïl Gorbatchev, à propos de l'OTAN – "pas un pouce vers l'est"(9) – et

6. Adam Tooze, *Crashed: how a decade of financial crises changed the world* (Penguin Books, 2018), pages 611-612.

7. « Tyrants across the world know now they can maintain power through mass slaughter », interview de Leila al-Shami réalisée le 29 novembre 2016 par Ilya Matveev et Gabriel Levy, <https://peopleandnature.wordpress.com/2016/12/16/tyrants-across-the-world-know-now-they-can-maintain-power-through-mass-slaughter/>

8. Taras Bilous, « A letter to the Western Left from Kyiv », *Open Democracy*, 25 février 2022, <https://www.opendemocracy.net/en/odr/a-letter-to-the-western-left-from-kyiv/>

9. <https://nsarchive.gwu.edu/briefing-book/russia-programs/2017-12-12/nato-expansion-what-gorbachev-heard-western-leaders-early>

## Russie & Ukraine

*combien de fois a-t-elle mentionné le mémorandum de Budapest de 1994 [en vertu duquel l'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan ont renoncé aux armes nucléaires], qui garantit la souveraineté de l'Ukraine ? Combien de fois la gauche occidentale a-t-elle soutenu les "préoccupations légitimes en matière de sécurité" de la Russie, un État qui possède le deuxième plus grand arsenal nucléaire du monde ? Inversement, combien de fois a-t-elle rappelé les préoccupations en matière de sécurité de l'Ukraine, un État qui a dû échanger ses armes nucléaires, sous la pression des États-Unis et de la Russie, contre un bout de papier (le mémorandum de Budapest) que Poutine a définitivement piétiné en 2014 ? N'a-t-il jamais traversé l'esprit des critiques de gauche de l'OTAN que l'Ukraine est la principale victime des changements provoqués par l'expansion de l'OTAN ? »*

J'ai échangé à propos de cette lettre avec un bon ami ; appelons-le Errol Duck. Il disait dans un e-mail que, pour saisir la réalité de l'expansion ou de la non-expansion de l'OTAN, nous devons comprendre plus clairement comment la gestion néolibérale du capitalisme a échoué. Pour le citer (avec sa permission) : *« La question n'est-elle pas en réalité que la composante économique néolibérale du Nouvel Ordre Mondial n'a pas réussi à intégrer la Russie dans le système capitaliste mondial d'une manière qui la rendrait conforme aux normes édictées par le consensus de Washington ? À mon avis, l'origine de cet échec réside dans le fait que la thérapie de choc des années 1990 est allée beaucoup trop loin et que les bouleversements qu'elle a imposés à l'économie post-soviétique ont empêché un transfert des actifs de l'État aux nouvelles élites d'une manière qui puisse les rendre enclines à respecter les règles du marché. Au lieu de cela, le gangstérisme a prévalu, les vainqueurs cherchant à légitimer leurs gains en soutenant un dirigeant politique qui avait lui-même le soutien de la seule institution de l'État russe qui laissait espérer de la continuité, à savoir l'armée. »*

*« Tout cela n'aurait guère préoccupé l'Occident (de nombreux régimes mafieux existent dans le monde) si la Russie n'avait*

*pas une telle importance stratégique en Eurasie et de si vastes réserves d'énergie fossile. Tout cela a conduit à une étrange danse entre les élites occidentales et russes, qui sont passées d'un rapprochement impudique à la répulsion. Poutine ne se serait-il pas lassé de tout cela et, jugeant le moment présent comme un moment de faiblesse pour l'Europe et les États-Unis, n'aurait-il pas décidé de lancer les dés en espérant sortir vainqueur ?*

*« Le moment actuel montre que l'usage stratégique de l'OTAN par les puissances occidentales a fait partie du problème. L'OTAN a fonctionné comme le gros bâton, utilisé à chaque fois que les incitations économiques à se conformer ont échoué entretenant ainsi l'idée d'agression expansionniste. Mais cette stratégie très risquée qui repose finalement sur la crainte de la destruction mutuelle ne sert à rien quand il s'agit de défendre la démocratie et le droit à l'autodétermination nationale. »*

À mon avis, il s'agit d'une bonne contribution pour expliquer comment les relations entre les puissances occidentales et la Russie ont évolué. Ma question est : aurait-il pu en être autrement ? Errol dit que les puissances occidentales n'ont pas réussi à intégrer la Russie d'une manière conforme au consensus de Washington. Mais cela n'a pas été faute d'avoir essayé.

Le FMI, la Banque mondiale et les institutions européennes telles que la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) ont vraiment essayé d'intégrer les marchés financiers russes et ukrainiens, et d'autres marchés ex-soviétiques, dans le système mondial. Ils ont essayé d'encourager le développement de marchés de consommation semblables à ceux de l'Europe occidentale. Ils ont essayé de réformer les aides non monétaires aux populations (par exemple, les services municipaux à bas prix et les services sociaux gratuits) selon les principes néolibéraux. Et ils ont fait quelques progrès, qui ont été balayés par la crise financière de 1998, puis à nouveau par la crise financière de 2008-09 et leurs répercussions.

Le gangstérisme, au sens restreint, n'était qu'une phase temporaire de la forme de capitalisme émergent fondé sur la recherche de profit et à forte densité de milliardaires. Lorsque l'État russe s'est effondré au début des années 1990, la plupart des oligarques (10) ont certainement eu besoin de milices armées, souvent fournies par des gangsters, pour asseoir leurs droits de propriété. Avec Poutine, est apparu le gangstérisme dans un sens plus large : l'appareil répressif perfectionné à

l'époque soviétique a été refaçoné pour discipliner à la fois le travail et le capital privé. Tout le développement du capitalisme rapace post-soviétique a été facilité par l'architecture financière mondialisée qui a permis la fuite des capitaux (la transformation des actifs en argent liquide et leur transfert vers des sites offshore). Ces nouveaux capitalistes ont été intégrés au système financier international, mais sans se conformer au consensus de Washington ni à aucune autre règle.

Dès que les entreprises russes, et certaines ukrainiennes, sont devenues très rentables entre 2002 et 2008, cette intégration a été très fructueuse. Certains capitaux ont même commencé à revenir de leur refuge offshore. La Russie n'a cependant pas réussi à échapper à la « malédiction des ressources » c'est-à-dire à une dépendance excessive à l'égard des bénéfices des exportations de matières premières conjuguée à l'absence de développement industriel local. Les règles financières néolibérales, comme l'opposition supposée des puissances occidentales à la « corruption », ont toujours été opportunistes et limitées, elles n'étaient pas un principe essentiel. L'apparence de légalité que les pays riches se donnent tout en passant des accords avec des États gendarmes ailleurs, n'est pas l'exception, elle est la règle.

Je reviens maintenant au point soulevé par Errol, à savoir que les stratégies militaires de l'impérialisme ne peuvent être comprises séparément de ses stratégies financières et politiques. L'OTAN est un système ; la Réserve fédérale des États-Unis, le FMI et d'autres institutions financières en sont un autre ; et les alliances politiques en sont encore un troisième. Loin d'être coordonnés, ou tout-puissants, ces systèmes n'ont pas réussi à intégrer la Russie post-soviétique et s'affolent maintenant pour rattraper leur retard.

J'irai plus loin et dirai que l'action coordonnée de ces systèmes, comme les principes économiques néolibéraux qui les fondent, est une chimère idéologique. Le mieux qu'ils peuvent faire, c'est la gestion de crise. La crise du capitalisme du XXI<sup>e</sup> siècle, son effrayante tendance inhérente à enrichir les riches et à appauvrir les pauvres, son incapacité à gérer efficacement la pandémie ou à faire face à la menace du réchauffement climatique : tout cela est la règle, pas l'exception. Le régime de Poutine, et la guerre qu'il mène actuellement, est une expression de la vraie nature du capital, et non pas une aberration.

La stratégie militaire des puissances

10. J'utilise le terme oligarque pour indiquer un homme d'affaires avec une influence politique dans les pays post-soviétiques (et je le fais depuis les années 1990). Il a été suggéré qu'il s'agit là d'un jugement moral normatif, et qu'on utilise le terme oligarque pour les businessmen russes alors qu'on ne le ferait pas pour Jeff Bezos ou Bill Gates. Ce n'est pas mon cas.

occidentales, si on peut l'appeler ainsi, doit certainement s'inscrire dans ce contexte. Elles n'ont aucun problème avec les régimes mafieux et leurs crimes de guerre, que ce soit la Turquie au Kurdistan, l'Indonésie au Timor oriental ou l'Arabie saoudite au Yémen. Même dans le cas de la Serbie de Slobodan Milosevic, ils ont cherché à contenir, et non à empêcher, son massacre terroriste en Bosnie.

La Russie et la Chine sont différentes : des empires historiques avec leurs propres ambitions impériales. Aussi réelle qu'ait été l'opportunité d'intégrer plus efficacement la Russie dans les années 1990, elle ne s'est pas concrétisée. Cet échec est le résultat de la crise plus profonde du capital, l'attribuer au complexe militaro-industriel étatsunien et à l'expansion de l'OTAN est absurde.

Peu de temps après l'arrivée au pouvoir de Poutine, ce complexe a en effet déchaîné sa force, en Irak. Le Kremlin venait à peine de retrouver un peu de sa puissance, et seulement sur le territoire de la fédération de Russie (Tchéchénie). Après l'Irak, arriva le discours de Poutine à Munich, avertissant qu'il ne pouvait y avoir de « monde unipolaire » (2007), puis la guerre de Géorgie (2008). Ensuite, dans les années qui ont suivi la crise financière de 2008-2009, les puissances occidentales n'ont pas réussi à intégrer l'Ukraine : un péché d'omission (« *négligent et somnolent* ») selon Tooze, et non de commission (« *expansion de l'OTAN* »). Enfin la Syrie (2015-16, et après) où la Russie a supervisé une orgie de meurtres et de tortures pendant que les États-Unis se sont tenus à l'écart. Yassin al-haj Saleh, écrivain marxiste syrien, en a conclu : « *Pourtant, il n'y a guère eu de voix en Occident pour condamner la guerre de Poutine en Syrie. Pourquoi ? En raison de la longue et criminelle "guerre contre le terrorisme", qui a été au fondement d'une large coalition internationale contre les terroristes, c'est-à-dire les groupes islamiques nihilistes sunnites, où les États-Unis et l'Union européenne sont de facto alliés à la Russie, ainsi qu'à des types comme Assad, Abdel Fattah al-Sisi en Égypte, Mohammed ben Salmane en Arabie saoudite et Mohammed ben Zayed aux Émirats arabes unis et, bien sûr, à l'État d'apartheid israélien.* » (11)

Cela était l'essence des relations russo-occidentales entre 2014 et le mois dernier. La Russie a été sanctionnée pour avoir annexé la Crimée, elle a été exclue du G8, mais son emprise sur l'est du Donbass via ses mandataires a été renfor-

Une rue à Marioupol, fin mars



cée et elle a eu les mains libres en Syrie.

Réécrivant l'histoire de manière extraordinaire pour dépeindre la Russie et la Chine comme des victimes, Lindsey German, de la coalition *Stop the War*, affirme qu'elles « *ont eu le sentiment d'avoir été dupées pour soutenir un changement de régime* » après le bombardement occidental de la Libye en 2011. Selon German, l'exclusion du G8 a été un « *coup dur pour Poutine* », qui « *est alors intervenu en Syrie pour démontrer que la Russie avait encore un rôle important à jouer à l'international* » (12). Encore une fois, « *l'autre* » colonisé est dépossédé de toute subjectivité. La révolte syrienne, véritable cible de Poutine, n'existe tout simplement pas, et la guerre populaire actuelle en Ukraine non plus, à en juger par le site web de *Stop the War*.

L'approche unilatérale sur l'expansion de l'OTAN est pauvre politiquement pour la raison évidente qu'elle détourne de la responsabilité unilatérale du Kremlin dans l'assaut contre l'Ukraine. Mais elle est également pauvre analytiquement, car elle invisibilise les crises interdépendantes du système capitaliste et de son leadership néolibéral. Cette approche a plus à voir avec une théorie du complot déformée qu'avec une explication cohérente.

### Ce qui va se passer ensuite

Quelle que soit l'issue de la guerre, les sphères d'influence seront redivisées. L'équilibre post-soviétique n'est plus d'actualité. Les mesures prises par les puissances occidentales contre la Russie devraient ruiner son économie pendant des années. Les sanctions, y compris contre la Banque centrale, sont de grande envergure, sans comparaison avec celles de 2014. Les plus grandes compagnies pétrolières occidentales quittent la Russie. La politique allemande a fait un virage à

180 degrés, pour armer l'Ukraine. La perspective de réductions draconiennes des achats de pétrole et de gaz est évoquée.

Il semble également inévitable que l'Europe centrale et orientale soit davantage militarisée, à la fois par l'expansion de l'OTAN (qui sera sûrement revigorée à la suite de la guerre russe en Ukraine), par exemple en Scandinavie et dans l'ouest des Balkans, mais aussi par le biais de nouvelles formations telles que la Joint Expeditionary Force (force expéditionnaire interarmées) défendue actuellement par le gouvernement britannique.

Les conséquences pour l'économie mondiale sont également lourdes, et c'est dans ce contexte que naissent les craintes d'une guerre généralisée.

Les éléments déclencheurs les plus plausibles ont été discutés dans la presse : utilisation par la Russie d'armes chimiques ou nucléaires tactiques, action militaire russe contre la Pologne ou d'autres pays membres de l'OTAN, erreurs de calcul ou de communication militaires. Je ne vais pas reprendre ces discussions ici. *The Economist* (édition du 19 mars) conclut à ce sujet : « *Il est important de distinguer le risque relatif du risque absolu. Les risques d'une escalade du conflit conduisant à l'utilisation d'armes nucléaires en Europe sont plus élevés qu'à n'importe quel moment depuis 1962. Une telle issue n'est pas pour autant probable. Pour M. Poutine, aggraver la guerre au point de faire intervenir l'OTAN mènerait à une défaite décisive en Ukraine, et prévoir de conjurer cette défaite par des moyens nucléaires serait prendre le risque de représailles massives.* »

11. Yassin al-Haj Saleh, « Why Ukraine Is a Syrian Cause », *Dawn*, 4 mars 2022, <https://dawnmena.org/why-ukraine-is-a-syrian-cause/>

12. Lindsey German, « This changes everything », <https://www.stopwar.org.uk/article/this-changes-everything/>

## Russie & Ukraine

Mais, ajoute *The Economist* : « les enjeux sont plus importants – peut-être existentiels – pour M. Poutine que pour ses adversaires occidentaux ».

Les menaces proférées publiquement entre la Russie et les puissances occidentales suggèrent que tout le monde sait où sont les limites. Ces puissances peuvent fournir des armes à l'Ukraine, la déclaration russe selon laquelle les convois les transportant sur le territoire ukrainien seraient des cibles légitimes ne change pas grand-chose sur le terrain. Les appels du gouvernement ukrainien à la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne ont été refusés. La presse spéculé sur le fait que la Russie pourrait utiliser des armes chimiques pour pousser les puissances occidentales à réagir. Qui vivra verra.

Comment les mouvements sociaux et syndicaux peuvent-ils réagir à ces horreurs ? C'est une question immense, et je ne fournirai pas de réponse complète. Voici quelques réflexions à ce sujet.

**Premièrement**, nous devons nous fier aux méthodes par lesquelles notre potentiel peut être réalisé : l'organisation collective et la mobilisation au niveau des quartiers et des lieux de travail, à partir desquels nous pouvons former des réseaux de solidarité internationale. Ces méthodes sont d'ores et déjà utilisées par des milliers de militants pour soutenir des millions de réfugiés ukrainien-es.

**Deuxièmement**, l'activité solidaire ne s'arrête pas à la frontière ukrainienne ou à la frontière russe. Il existe de nombreuses façons de soutenir les Ukrainien-es, et de nombreuses organisations le font déjà. Nous pouvons également construire des liens avec le mouvement anti-guerre en Russie, comme le fait déjà le syndicat enseignant britannique NEU, par exemple.

**Troisièmement**, nous ne pouvons pas ignorer la résistance armée à l'invasion russe, l'action des Ukrainien-es pour protéger leurs communautés. Nous devons être conscient-es des énormes dangers : les conflits militaires favorisent intrinsèquement les machines d'État et autres hiérarchies, et défavorisent les collectifs et les



Arrestation d'une anti-guerre à Moscou

communautés. Il me semble que cela est une leçon de l'expérience syrienne. Néanmoins, notre mouvement doit soutenir nos ami-es ukrainien-es qui rejoignent les unités de défense territoriale, et les jeunes du milieu antifasciste à travers l'Europe (des centaines, je crois) qui se rendent en Ukraine pour rejoindre la résistance contre la Russie.

**Quatrièmement**, en tant que mouvement, nous pouvons avoir des revendications vis-à-vis de notre propre gouvernement ou tout autre gouvernement, mais nous n'avons pas à jouer le jeu de résoudre les problèmes des politiciens capitalistes à leur place. Prenons l'appel pressant de l'Ukraine pour la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne. Je sais pourquoi de nombreux ami-es ukrainien-es, dont les villes sont pulvérisées par les bombes russes, le soutiennent. Personnellement, cela me fait peur, car cela laisse entrevoir la perspective de l'élargissement du conflit, et j'aurais du mal à voter pour, bien que je soutienne la livraison d'armes à l'Ukraine dans les circonstances actuelles. Mais de toute évidence personne ne viendra me demander mon avis là-dessus.

Ce que je peux faire, et nous pouvons toutes et tous faire, c'est insister sur les mesures que notre gouvernement ignoble et opportuniste pourrait prendre, et dont il ne parle même pas : annuler la dette extérieure de l'Ukraine et lutter contre les paradis fiscaux, sans quoi les sanctions contre les oligarques russes auront toujours un effet limité. Et bien sûr, nous pouvons contester l'hypocrisie raciste à l'égard des réfugié-es, comme le font déjà de nombreuses personnes et organisations.

Notre mouvement doit-il être entraîné dans des débats sur ce qu'il faut faire avec l'OTAN ? Paul Mason, le journaliste socia-

liste dont je partage souvent les dénonciations contre le poutinisme dans le mouvement ouvrier, répond oui. Il y voit une opportunité pour « reconcevoir l'OTAN comme une alliance uniquement défensive » et « démocratiser les appareils professionnels sécuritaires et militaire occidentaux dominés par la droite » (13). Pour moi, cela ressemble à une variante de la proposition social-démocrate classique de démocratiser l'État capitaliste ; variante qui a beaucoup moins de potentiel au XXI<sup>e</sup> siècle qu'elle n'en avait lorsqu'elle a été évoquée pour la première fois à la fin du XIX<sup>e</sup>.

Depuis une perspective opposée, la coalition Stop the War se concentre également sur l'OTAN. Onze députés travaillistes ont été menacés de mesures disciplinaires par le dirigeant travailliste Keir Starmer, pour avoir signé une déclaration de *Stop the War* qui réfutait l'idée que l'OTAN était une alliance défensive et l'appelait à « arrêter son expansion vers l'est et à s'engager dans un nouvel accord de sécurité pour l'Europe ». Mais la déclaration proposait une équivalence morale sordide entre la guerre défensive de l'Ukraine et l'agression du Kremlin (14). Elle commençait par s'opposer à « toute guerre contre l'Ukraine » et à appeler à un accord « qui reconnaisse le droit du peuple ukrainien à l'autodétermination et réponde aux préoccupations de sécurité de la Russie » (comme si ces deux choses se valaient).

**Cinquièmement** et pour finir, nous ne devons pas être paralysé-es par la peur de l'extension du conflit. De telles peurs ont été utilisées pendant les trente glorieuses, à la fois par la classe dirigeante étatsunienne et par l'élite soviétique, pour rendre les travailleuses et les travailleurs politiquement soumis. Aujourd'hui, alors que les compromis sociaux de l'après-guerre ont depuis longtemps été déchirés, la stratégie de la peur peut être tentée à nouveau, par des dirigeants de tous bords. Cette peur est aggravée par la menace du réchauffement climatique, qui, comme le danger nucléaire, plonge ses racines dans la crise capitaliste.

Les méthodes que nous avons pour résister : la solidarité, l'organisation, l'action collective, ont fait tomber des dictatures, ont transformé des sociétés et bouleversé le monde par le passé. Elles peuvent le faire à nouveau. ■

21 mars 2022

13. Paul Mason, « Ukraine : Outlines of a Marxist position », <https://paulmasonnews.medium.com/ukraine-outlines-of-a-marxist-position-8410859acf7>

14. Voir : <https://www.stopwar.org.uk/article/list-of-signatories-stop-the-war-statement-on-the-crisis-over-ukraine/>

# L'horreur en Ukraine et après...

Par  
David Finkel\*

La nuit du 11 septembre 2001, j'ai appelé avec anxiété un ami et camarade qui, à l'époque, était agent de bord et travaillait à l'aéroport Logan de Boston. Je voulais bien sûr m'assurer qu'il allait bien, savoir ce qui se passait et ce qui pourrait se passer ensuite. Le camarade a répondu avec la meilleure et la plus concise des analyses marxistes de la situation étatsunienne et mondiale : « C'est un tout nouveau monde de merde ». Nous connaissons les horreurs qui ont suivi (1). Le moment présent ressemble au 11 septembre et à ses suites cauchemardesques, mais en bien pire. Le carnage provoqué par l'invasion de l'Ukraine par la Russie est une barbarie qui n'a pas encore atteint toutes ses dimensions.

Au-delà, cela ressemble au début d'une nouvelle lutte mondiale, « à une époque où les États, avec leur appareil militaire gonflé par la rivalité impérialiste, étaient devenus des bêtes militaires monstrueuses dévorant la vie de millions de personnes, afin de décider si... tel ou tel capital financier – devait diriger le monde » (Lénine, *L'État et la révolution*). Nous ne sommes évidemment pas en 1917, lorsque Lénine a écrit sur les « capitaux financiers » rivaux de la France et de l'Allemagne. Aujourd'hui, les principaux antagonistes sont les États-Unis et la Chine, avec leurs partenaires respectifs, et l'État russe qui, lorsque sa guerre désastreuse actuelle prendra fin, sera passé du troisième au cinquième rang impérial.

Avant d'en arriver là, nous devons voir toute l'horreur qui se déroule actuellement telle qu'elle est réellement. Certes, les vies des Ukrainiens tués ou fuyant en tant que réfugiés ne valent ni plus ni moins que celles de tant d'autres en Afghanistan, au Yémen, en Éthiopie, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, et ailleurs. En Ukraine comme dans ces autres cas, nous assistons à la destruction de pays et de leurs populations, en temps réel. Ce qui ressort, ce sont les implications mondiales auxquelles nous commençons seulement à penser.

Sans répéter de nombreux points de la position de Solidarity (2) sur la guerre, nous, la gauche socialiste et anti-impérialiste des États-Unis, devons commencer par saisir simultanément deux points centraux.

Pour le public des États-Unis, il est essentiel d'expliquer comment l'expansion de l'OTAN en Europe de l'Est après la dissolution de l'Union soviétique était une provocation continue, motivée par l'idéologie triomphaliste impériale américaine – « *l'ordre international fondé sur des règles* » signifiant que « *c'est nous qui faisons les règles et c'est nous qui donnons les ordres* ». Des observateurs intelligents, dont nul autre que George Kennan, l'architecte de l'« *endiguement* » de l'Union soviétique par l'Occident pendant la guerre froide, ont averti dans les années 1990 que rien de bon n'en sortirait. William Burns, qui est aujourd'hui le directeur de la CIA, le savait également lorsqu'il était un haut diplomate des États-Unis en Russie.

Pour la gauche, il est essentiel de comprendre que l'Ukraine mène une guerre de défense nationale tout à fait légitime. L'invasion de l'Ukraine par le président russe à vie Poutine est basée sur des mensonges monstrueux. L'Ukraine n'était PAS sur le point de rejoindre l'OTAN, ni maintenant ni dans un avenir prévisible – cela aurait divisé l'alliance occidentale, et l'Allemagne ne l'aurait pas permis. Les Ukrainiens russophones ne sont PAS confrontés à un « *génocide* ». En fait, les zones les plus russophones sont précisément les villes de l'est de l'Ukraine que la Russie est en train de détruire. Cette invasion est le produit de la haine de Poutine pour l'indépendance de l'Ukraine et du refus de son peuple d'accepter la domination russe. Ne pas reconnaître le premier point, c'est tomber dans le piège impérialiste avec sa narration pleine d'hypocrisie de « *défense des valeurs libérales et de la démocratie* ». Mais pour la gauche, qualifier l'invasion de la Russie d'action « *défensive* » revient à faire du social-patriotisme (« *socialisme en paroles, chauvinisme en actes* ») pour Poutine.

Un peu plus de contexte est utile. Surtout après 2008, les États-Unis et l'OTAN ont rendu un très mauvais service à l'Ukraine en indiquant que la « *porte ouverte* » de l'OTAN s'étendrait un jour à l'adhésion de l'Ukraine (et de la Géorgie). Cela ne pourrait jamais arriver – aucun gouvernement russe, et pas seulement le régime mafieux-capitaliste de Poutine, ne pourrait accepter qu'un pays aussi grand et d'une importance cruciale à sa frontière rejoigne une alliance militaire hostile. En outre, l'encouragement de l'Occident à la privatisation par la « *thérapie de choc* » – mise en œuvre selon l'idéologie dominante du début des années 1990, avec des résultats horribles partout, y compris dans les États post-soviétiques – a mis les actifs de ces pays en vente et a facilité la montée des oligarques et de la corruption spectaculaire qui ont dominé le capitalisme russe jusqu'à aujourd'hui (et celui de l'Ukraine aussi).

Rien de tout cela, ni le vicieux conflit de huit ans dans l'est de l'Ukraine après l'annexion par la Russie de la Crimée et des fausses « *républiques populaires* » de Donetsk et de Louhansk, n'explique pourquoi Poutine vient de lancer cette invasion annexionniste criminelle – et une gaffe catastrophique, une guerre que les Russes ne peuvent pas « *gagner* », quelles que soient les destructions et les morts qu'elle entraîne dans les centres de population de l'Ukraine, et qui laissera la Russie elle-même beaucoup plus pauvre et plus faible. Nous devons également reconnaître qu'il

\* David Finkel est rédacteur de *Against the Current* et dirigeant de l'organisation socialiste, féministe et antiraciste Solidarity (organisation sympathisante de la IV<sup>e</sup> Internationale aux États-Unis). Cet article a été publié sur le site de Solidarity (<https://solidarity-us.org/ukraines-horror-and-beyond/>), le 14 mars 2022. Traduction française de la rédaction À l'Encontre (<https://alencontre.org/ameriques/america-nord/usa/russie-ukraine-etats-unis-lhorreur-en-ukraine-et-apres.html>).

1. Et si vous avez besoin d'un rappel ou d'un rafraîchissement, regardez le nouveau livre étonnant de Spencer Ackerman, *Reign of Terror: How the 9/11 Era Destabilized America and Produced Trump*, Viking 2021.  
2. <https://solidarity-us.org/russia-out-of-ukraine-solidarity-with-ukraines-people-no-to-nato-now-or-ever/>

# Russie & Ukraine & États-Unis

existe actuellement dans le monde un mouvement anti-guerre digne de ce nom – des milliers de personnes dans les villes russes, descendues dans la rue et subissant la violence de l'État policier, pour s'opposer à l'invasion de l'Ukraine.

## Alors pourquoi cela s'est-il produit, et où cela va-t-il nous mener ?

De toute évidence, Poutine a cru à ses propres fantasmes selon lesquels l'Ukraine « n'est pas un vrai pays », les Russes et les Ukrainiens sont « un seul peuple » et l'Ukraine, du moins la moitié orientale, serait rapidement vaincue. Apparemment, il voyait aussi : ❶ l'administration Biden défaillante et démoralisée par le désastre afghan, ❷ la politique étatsunienne fracturée après l'émeute du 6 janvier 2021 et l'échec du programme législatif de Biden, ❸ l'OTAN divisée et faible, et ❹ le présentateur de télévision américain le mieux noté, Tucker Carlson sur Fox News, ouvertement favorable à la Russie, ainsi que le secteur nationaliste chrétien blanc du Parti républicain. Poutine avait également réussi à annexer la Crimée en 2014, à empêcher la chute du régime syrien de Bachar el-Assad et, plus récemment, à intervenir en Biélorussie et au Kazakhstan, faisant effectivement de ces gouvernements des dépendances russes. Tout cela semble avoir produit une erreur de calcul fatale. Nous ne pouvons pas savoir si les généraux russes ont averti Poutine qu'ils se dirigeaient vers un piège. Peut-être cette information sera-t-elle révélée ultérieurement. Même si la Russie parvient finalement à raser et à conquérir une grande partie de l'Ukraine, elle est déjà grande perdante.

Nous savons également que, qu'on le veuille ou non, le grand gagnant est déjà l'OTAN. On avait parlé de « neutralité » pour l'Ukraine, même si on n'avait pas nécessairement demandé l'avis des Ukrainiens. Au lieu de la « finlandisation » suggérée de l'Ukraine, on assiste aujourd'hui à « l'OTANisation » de la Finlande – qui peut ou non adhérer formellement, mais qui est déjà en collaboration plus étroite. Et c'est également le cas de la Suède. Ce n'est pas une bonne chose – en fait, cela plante les graines de futurs désastres – mais c'est de plus en plus populaire dans ces deux pays,

quoi qu'on puisse en penser. Les budgets militaires de l'OTAN atteindront et dépasseront l'objectif de deux pour cent du PIB que l'alliance s'était fixé, mais qu'elle n'a pas atteint. La guerre de Poutine a également fait ce que George W. Bush, Barack Obama et Donald Trump n'ont pas pu accomplir. Elle a restauré le « leadership étatsunien » sur le camp impérialiste occidental.

## Les horreurs de la guerre et au-delà

Cela ne doit pas occulter la réalité de ce que le peuple ukrainien endure. Aucun socialiste digne de ce nom ne peut nier le droit de l'Ukraine à la défense nationale contre cette horreur qui se déroule, ni l'obligation d'aider ceux qui fuient. Et précisément parce que la Russie ne parvient pas à détruire l'armée ukrainienne, elle s'est tournée vers le bombardement terroriste et le massacre de la population, le recrutement de « volontaires » mercenaires syriens qui n'auront aucune « sympathie » pour les civils ukrainiens, peut-être même la guerre chimique (pour une fois, les accusations étatsuniennes à ce sujet semblent crédibles).

Nous avons vu beaucoup de guerres de ce type contre des centres de population ces derniers temps. Poutine lui-même l'a fait auparavant – la destruction de Grozny en Tchétchénie, et d'Alep et Idleb en Syrie. Israël l'a fait à Beyrouth au Liban (1982 et 2006), à Jénine (2002) et à plusieurs reprises à Gaza en Palestine. Les États-Unis l'ont fait à Bagdad, Fallujah et l'est de Mossoul en Irak, sans parler de Raqqa en Syrie. Et presque personne ne se souvient du bombardement américain de la ville de Panama en 1989-90 sous George H.W. Bush, dont le bilan des victimes civiles reste obscur (3). Il existe d'autres exemples, chaque cas étant différent mais ayant pour dénominateur commun le carnage, le déplacement et la misère des civils. Il y aura au minimum plusieurs millions de réfugiés civils en provenance d'Ukraine. Nous ne pouvons pas savoir maintenant combien d'entre eux pourront rentrer, ni quand, ni vers quoi ils retourneront. L'expérience de la Syrie, de 2011 à aujourd'hui, est un exemple sinistre de la possibilité de destruction et de dispersion permanentes.

Ce qui est nouveau dans la situation actuelle, c'est l'ouverture non pas d'une simple crise locale ou régionale, mais de la nouvelle lutte pour la suprématie impériale mondiale. Les impacts potentiels immédiats vont du danger de rejets radioactifs massifs des centrales nucléaires ukrainiennes aux pénuries alimentaires mondiales qui s'annoncent en raison de la

perte du blé ukrainien et russe et de la production d'engrais russe et ukrainienne, en passant par une éventuelle confrontation directe OTAN-Russie entre États dotés d'armes nucléaires.

Les implications environnementales et climatiques sont effroyables. Comme le résume l'article de Daniel Tanuro (4) sur le nouveau rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, nous nous dirigeons déjà vers une catastrophe au cours de ce siècle. Accélérer la production de combustibles fossiles pour remplacer le pétrole et le gaz naturel russes est exactement la mauvaise direction.

Tout en soulignant que la guerre d'autodéfense de l'Ukraine est absolument nécessaire, inévitable et démocratique, nous devons également reconnaître la dimension du conflit inter-impérialiste. Ces armes efficaces et sophistiquées qui arrivent en Ukraine en provenance des États-Unis, d'Europe occidentale, d'Israël et de Turquie permettront de mesurer leur efficacité sur le champ de bataille. L'Ukraine elle-même deviendra plus dépendante de l'Occident, non seulement sur le plan militaire, mais aussi sur le plan économique, alors qu'elle s'efforce de se reconstruire.

L'impact total des sanctions économiques et financières sur la Russie ne peut pas encore être mesuré, mais il ne sera pas de courte durée. Après les très mauvaises performances des convois de chars de la Russie et le faible moral de ses soldats, qui indiquent un besoin de modernisation militaire, nous devons supposer que les sanctions des États-Unis et de l'OTAN s'étendront à une guerre économique pour empêcher la Russie de l'accomplir – ou de retrouver son influence en tant qu'exportateur d'énergie. Quoi qu'il advienne de la production et des marchés mondiaux du pétrole et du gaz naturel, la Russie sera probablement réduite à un pays plus pauvre et beaucoup plus dépendant de la Chine. Nous ne sommes qu'au début d'une reconfiguration du pouvoir mondial, dans laquelle la réaction de la Chine et d'autres variables ne sont pas encore connues.

Dans le cauchemar actuel, la gauche socialiste n'a pas la capacité « d'intervenir », mais nous avons des principes et des arguments à faire valoir, en particulier auprès de la population des États-Unis – qui compatit à juste titre avec l'Ukraine, mais ignore largement le rôle de « notre camp » dans la crise actuelle :

❶ Nous devons soutenir l'indépendance nationale de l'Ukraine, sa guerre d'autodéfense légitime contre l'invasion russe et son droit de chercher des armes partout où

3. Il s'agissait de l'« Opération juste cause » visant à destituer un dirigeant, Manuel Noriega, que les États-Unis n'approuvaient pas, une « opération militaire spéciale », pour emprunter le langage actuel de Poutine.

4. <https://alencontre.org/laune/impacts-du-rechauffement-plus-rapides-et-plus-severes-que-prevu-affirme-le-giec.html>

# Cynisme idéologique

elle peut les obtenir.

② Nous saluons les manifestants anti-guerre héroïques en Russie, et nous ferons tout ce qui est possible pour amplifier leurs voix. Leur prise de position aujourd'hui est un investissement dans un avenir décent pour le peuple russe, réfutant toute affirmation selon laquelle ils doivent être assimilés au régime criminel.

③ Nous sommes absolument contre l'expansion de l'OTAN, ne serait-ce que pour réduire le danger d'une troisième guerre mondiale. En tant qu'anti-impérialistes socialistes, nous sommes des opposants de principe non seulement à l'élargissement de l'OTAN, mais aussi à son existence, sans aucune illusion quant au fait que, à l'heure présente, ce soit une position populaire.

④ Nous appelons à un soutien total aux réfugié-e-s ukrainiens et à leur droit de rentrer chez eux. Nous demandons également le même droit pour les Palestiniens expulsés de leur patrie, et nous exigeons le droit des réfugiés et demandeurs d'asile centraméricains, haïtiens et autres de vivre aux États-Unis après des décennies de politiques américaines qui ont dévasté leurs pays.

⑤ La tourmente énergétique mondiale et la catastrophe climatique en cours exigent que l'on mette l'accent sur la transformation la plus rapide possible en énergie renouvelable et durable. Nous exigeons que le gouvernement des États-Unis renonce à sa politique écocidaire consistant à se tourner vers l'Arabie saoudite – un régime tout aussi meurtrier et coupable d'agression au Yémen que celui de Poutine en Ukraine – et d'autres États pétroliers pour augmenter la production de combustibles fossiles.

⑥ Le blocus économique sadique des États-Unis contre Cuba doit prendre fin. Il en va de même pour les sanctions contre le Venezuela, le Nicaragua et l'Iran, quelle que soit la nature de ces régimes. Et les États-Unis doivent revenir immédiatement et sans condition à l'accord multilatéral sur le nucléaire iranien.

⑦ Les dettes de l'Ukraine envers les institutions financières internationales doivent être immédiatement annulées. Il en va de même pour tous les pays du Sud, dont les dettes écrasent leurs peuples et leur avenir. (Sur cette question critique, voir le Comité pour l'abolition de la dette illégitime-CADTM).

Notre position de Solidarity a conclu que « la solidarité avec l'Ukraine et les voix anti-guerre russes, tout en résistant au militarisme chez nous, est une tâche complexe et urgente ». La défaite de l'invasion russe par la résistance ukrainienne et la fin de cette guerre sont essentielles, mais ce n'est qu'un début. ■

Entretien de Francisco Claramunt avec Ilya Boudraitskis\*

**Francisco Claramunt** : *On entend parler d'une sorte de « nostalgie soviétique » de Vladimir Poutine comme une tentative facile d'expliquer l'invasion de l'Ukraine, en particulier de la part de la droite anti-communiste montante. Dans le même temps, certains préfèrent désigner l'impérialisme tsariste comme le véritable antécédent historique de cette agression militaire. Que pensez-vous de ces commentaires ?*

**Ilya Boudraitskis** : La base idéologique de l'invasion de l'Ukraine par la Russie est clairement exprimée par Poutine lui-même dans son discours précédant l'attaque. Il y affirme que les frontières actuelles de l'Ukraine ont été créées par les bolcheviks, qui, selon lui, ont commis une énorme erreur historique à laquelle il veut en quelque sorte remédier. Il s'agit d'une conception, d'un discours clairement anticommuniste et antibolchévique, et c'est cette idéologie qui est à la base conceptuelle de l'invasion. Il n'y a pas vraiment de doute à ce sujet ; Poutine lui-même l'affirme. La rhétorique officielle russe dans cette guerre est clairement une rhétorique nationaliste et chauvine, sans la moindre réminiscence soviétique. Il y a sans aucun doute une évocation officielle de la rhétorique de l'empire russe, de ses arguments, notamment dans l'affirmation que les Ukrainiens ne sont pas une nation, mais simplement des Russes qui renieraient leur véritable essence. C'était un discours commun du conservatisme et de l'impérialisme russes du XIX<sup>e</sup> siècle.

**Francisco Claramunt** : *D'autre part, les commentateurs étrangers et les figures de l'opposition russe ont toujours insisté sur le fait que Poutine n'est pas vraiment un nationaliste au-delà de sa rhétorique des dix dernières années, mais simplement un leader pragmatique, un opportuniste qui a émergé sous l'aile de Boris Eltsine et de ses conseillers ultra-libéraux des années 1990. Quelqu'un de plus intéressé par le pouvoir et la préservation du statu quo*

*que par les rêves de gloire tsariste.*

**Ilya Boudraitskis** : On peut certainement parler d'un changement conservateur dans la politique de Poutine après 2012, suite à la vague de protestations à travers la Russie contre sa réélection. Dès lors, il est passé à une défense vigoureuse des soi-disant « valeurs traditionnelles », de la « grande nation russe » et d'autres clichés de ce genre. Mais, d'un autre côté, je ne vois pas de contradiction entre la logique libérale du marché et cette logique d'impérialisme et d'agression. On peut dire que l'attitude principale de Poutine et de l'élite russe actuelle est et a été depuis le début celle du cynisme. Les libéraux tombent toujours dans l'erreur d'opposer le cynisme au fanatisme, cette idée que le cynisme s'oppose à la défense des grandes idées, comme celles du nationalisme, par exemple. Pour eux, vous êtes soit un cynique, soit un adepte des grandes idées. Mais avec Poutine, on peut voir comment le cynisme se transforme finalement en une idéologie agressive, une approche d'anti-humanisme radical. Le néolibéralisme, la logique néolibérale fondée sur la domination totale de l'intérêt privé, sur la négation de toute forme d'universalisme, conduit lui-même à une politique d'anti-humanisme militariste ou autoritaire. Ce que vous voyez maintenant dans le poutinisme est la transformation finale de cette logique cynique du néolibéralisme de marché en autoritarisme violent. Je ne vois pas de rupture ici : je vois une continuité logique. Vous avez des exemples de la même chose en Amérique latine : il y a Bolsonaro et ses conseillers, néolibéraux pro-marché et en

\* Ilya Boudraitskis, professeur de théorie politique à l'École des sciences sociales et économiques de Moscou, enseigne également à l'Institut d'art contemporain de Moscou. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur l'histoire de la Russie et sur la tradition de la gauche critique et dissidente en Russie, tant pendant les années soviétiques que dans la période actuelle, dont le récent ouvrage *Dissidents between Dissidents : Ideology, Politics and the Left in Post-Soviet Russia* (Verso Books, 2022). Francisco Claramunt est journaliste de l'hebdomadaire uruguayen *Brecha*. Cet entretien a été d'abord publié le 8 avril 2022 par *Brecha* : <https://brecha.com.uy/cinismo-ideologizado-con-el-historiador-ruso-ilya-budraitskis/> (Traduit de l'espagnol par JM).

## Russie & Ukraine

même temps imprégnés de cette rhétorique politique ultra-conservatrice. Sans parler de ce qui s'est passé au Chili. En ce sens, Poutine n'est en aucun cas une anomalie dans le contexte du capitalisme mondial contemporain, pas plus que Trump ne l'a été.

**Francisco Claramunt** : *Quels sont les fondements qui ont néanmoins permis à Poutine de rester le leader incontesté de la Russie depuis plus de 20 ans ?*

**Ilya Boudraitskis** : Il suffit de se rappeler les origines du néolibéralisme et la célèbre phrase de Margaret Thatcher : « *La "société" n'existe pas, il n'y a que des individus* ». Le poutinisme a poursuivi, à sa manière, la destruction systématique de l'émergence du social en Russie – des institutions sous contrôle démocratique, du syndicalisme, des partis d'opposition, des réseaux de solidarité, des mouvements sociaux autonomes. Cette atomisation du social réalisée par le néolibéralisme conduit, à plus ou moins long terme, au fascisme, à des formes fascistes de gouvernement et de gestion de la vie publique. Parmi ceux qui, à gauche, ont commenté avec justesse l'émergence du fascisme et du totalitarisme au XX<sup>e</sup> siècle, nombreux sont ceux qui ont indiqué que l'atomisation et la destruction de l'espace social étaient une condition nécessaire et en même temps un objectif du fascisme. Briser le social, le fragmenter et l'atomiser en individus faciles à dominer et à encadrer dans une hiérarchie commandée depuis le sommet, intégrée « *harmonieusement* » dans les rouages de la production capitaliste. C'était l'objectif fondamental du fascisme historique. Ce que nous avons aujourd'hui dans les nouvelles formes de gestion de la vie, qui sont le résultat logique de la transformation néolibérale vécue au niveau mondial au cours des dernières décennies, n'est pas très éloigné. Pour comprendre le poutinisme, il est important de se rappeler ce qui s'est passé en Russie dans les années 1990, avec des réformes pro-marché extrêmement radicales et la paupérisation dramatique de la population russe qui en a résulté ; il est important de se rappeler le terrible héritage des deux guerres de Tchétchénie – n'oublions pas que Poutine a d'abord consolidé son pouvoir grâce à la deuxième guerre de Tchétchénie (1999-2009), en utilisant une rhétorique xénophobe et autoritaire pour asseoir sa popularité. Ce qui se passe aujourd'hui est lié à ce qui se passait alors ; il s'agit d'un tissu social complètement brisé dans lequel les individus sont des proies faciles pour l'autoritarisme.

**Francisco Claramunt** : *Cependant, les sondages continuent de montrer un fort soutien populaire pour le gouvernement russe...*

**Ilya Boudraitskis** : Dans un pays où, depuis des décennies, on fait comprendre aux gens qu'il n'y a pas de véritable alternative au pouvoir, un pays où dans le système politique il n'y a aucune possibilité d'élire une autre personne ou un autre parti, les chiffres de popularité, le niveau de soutien, doivent plutôt être considérés comme des indicateurs du niveau de conformisme qui prévaut. Le conformisme ou même la résignation à l'idée que les individus ne peuvent vraiment rien changer, ni dans leur propre vie ni dans celle de leur pays. Dans un scénario d'absence de toute institution dans laquelle il existe une véritable lutte de pouvoir entre des alternatives crédibles, ces cotes de popularité reflètent simplement une société brisée. Sans contestation politique, sans réelle conviction qu'une alternative est possible, ce soutien majoritaire à Poutine pourrait, théoriquement, durer éternellement. Par exemple, des soldats russes meurent actuellement en Ukraine alors qu'ils ont vécu toute leur vie sous le régime de Poutine. Ils ont passé toute leur vie sous ce régime, qui a tout fait pour empêcher tout changement de pouvoir.

**Francisco Claramunt** : *Au-delà des caractéristiques du front extérieur et des longues discussions sur les causes géopolitiques de la guerre, quels sont les éléments auxquels répond cette incursion militaire sur le front intérieur ?*

**Ilya Boudraitskis** : Si vous regardez les sondages aujourd'hui, vous voyez que la majorité de la population en Russie soutient la guerre. Mais il est important de préciser qu'ils le font dans une situation où toute expression publique de désaccord avec ce conflit est totalement criminalisée. Si vous vous opposez publiquement à la guerre, vous pouvez être arrêté. Sur le front intérieur, la guerre est venue en réponse à une crise croissante du régime politique et du modèle social du poutinisme. La guerre a été essentielle pour unifier l'appareil d'État et fournir l'excuse ultime pour écraser toute contestation restante du gouvernement. Dans le même temps, cependant, je pense que le lancement de cette invasion a été, au fond, une énorme erreur de calcul de la part de Poutine, fondée sur des attentes qui se sont révélées fausses, notamment en ce qui concerne la situation réelle en Ukraine en termes de niveau de résistance de la société ukrainienne. Poutine se trouve mainte-

nant dans une situation très difficile, où il doit présenter toute issue de cette guerre comme une victoire. Mais les faits sur le terrain montrent que la possibilité d'une victoire russe s'éloigne de plus en plus, du moins au niveau de la réalité plutôt que de la propagande.

**Francisco Claramunt** : *Quelles sont les chances de rupture avec l'hégémonie poutiniste en Russie ? Quel rôle la gauche peut-elle jouer dans la démocratisation du pays ?*

**Ilya Boudraitskis** : Les fondements de la construction de ce régime politique visent, bien sûr, l'exclusion de toute possibilité d'émergence de figures alternatives. Mais la crise que l'absence de victoire et l'impact économique de la guerre pourraient faire subir au poutinisme pourrait entraîner différentes ruptures, tant dans la bureaucratie d'État qu'au niveau des gouvernements régionaux et fédéraux en Russie, et même ouvrir certaines portes à de nombreux opposants, aujourd'hui en prison ou en exil, pour qu'ils jouent un rôle plus actif.

Quoi qu'il en soit, dans tout scénario de changement en Russie, la gauche, une perspective de gauche, jouera sans aucun doute un rôle prépondérant. L'un des principaux problèmes de la Russie d'aujourd'hui est l'énorme inégalité sociale. Même Alexei Navalny, un politicien clairement de droite, a intégré cette question dans ses récentes campagnes, en évoquant les énormes différences entre la majorité appauvrie et la petite élite des méga-riches dans ce pays. En ce sens, un programme de gauche, centré sur la justice sociale, peut jouer un rôle crucial. C'est une chose que l'on peut facilement constater non seulement dans les chiffres froids de l'économie et de la société russes, mais aussi dans les conversations avec les citoyens ordinaires.

Le problème, si tant est qu'il y en ait un, est de savoir comment la gauche va se reconstruire sur le plan organisationnel après cette guerre. La vague de répression contre ceux qui s'opposent à la guerre touche de manière particulièrement brutale la gauche et les mouvements sociaux progressistes et radicaux, du féminisme aux membres du parti communiste qui se dissocient de la ligne officielle de sa direction et s'opposent à la guerre. Actuellement, la gauche russe est profondément divisée entre les groupes et les personnalités qui s'opposent résolument à l'invasion et ceux qui tentent de trouver des excuses pour la relativiser, la tolérer. Cette division profondément traumatisante nécessitera une sérieuse reconstitution de la gauche russe actuelle. ■

# La conquête de l'Ukraine et l'histoire de l'impérialisme russe

Par  
Zbigniew Marcin Kowalewski\*

Dans cette guerre charnière à l'échelle mondiale, la nation ukrainienne lutte pour préserver son indépendance, obtenue il y a seulement 30 ans, après des siècles de domination et une russification acharnée. Elle devait faire d'elle une déclinaison de la nation russe « trinitaire » imaginée à l'époque tsariste et revendiquée par Vladimir Poutine. La classe dirigeante russe lutte pour la renaissance d'un impérialisme russe en plein déclin qui, sans contrôle sur l'Ukraine, risque de disparaître de la scène historique.

En 1937, lors d'une réception organisée à l'occasion du 20<sup>e</sup> anniversaire de la révolution d'Octobre, Joseph Staline a porté un toast « à la destruction de tous les ennemis – eux et leurs familles, jusqu'au dernier ! » Comme l'a noté dans son journal un témoin oculaire, Georgi Dimitrov, en portant ce toast, Staline a expliqué que les tsars avaient « fait une bonne chose : ils avaient rassemblé un immense État, allant jusqu'au Kamtchatka », et « nous, les bolcheviks, l'avons consolidé et affermi en un État, un et indivisible ». Par conséquent, « quiconque cherche à en détacher une partie ou une nationalité est un ennemi, un ennemi juré de l'État et des peuples de l'URSS. Et nous détruirons un tel ennemi, même s'il s'agit d'un vieux bolchevik ; nous détruirons toute sa parentèle, sa famille » (1).

De tout temps, l'impérialisme russe a reposé sur les idées du « rassemblement des terres russes » et de la construction de « la Russie une et indivisible ». Cet impérialisme a toujours été – et reste – aussi spécifique que la formation sociale de la Russie elle-même a été et reste particulière au cours des phases historiques successives de son développement, à commencer par le Tsarat de Russie (1547-1721). Vladimir Lénine, lorsqu'il a théorisé « l'impérialisme capitaliste moderne », a



souligné qu'il était faible en Russie, alors que « l'impérialisme militaro-féodal » y était plus fort (2). Qualifier ce dernier de féodal était une simplification excessive. Sans doute à partir du milieu du XVI<sup>e</sup> siècle, à l'époque d'Ivan le Terrible, la formation sociale russe était essentiellement une combinaison de deux modes d'exploitation précapitalistes différents. Le premier, féodal, était fondé sur le fait que les propriétaires terriens extorquaient un surtravail aux paysans sous la forme d'une rente. L'autre, tributaire, était modelé sur l'Empire ottoman, alors le plus puissant (3), et reposait sur l'extraction par la bureaucratie étatique de l'impôt aux paysans.

En Union soviétique, c'est le dogme stalinien du développement unilinéaire de l'humanité, avec seulement cinq stades, qui était de rigueur. Le mode d'exploitation tributaire n'y avait pas sa place, d'autant plus qu'il pouvait être associé (superficiellement, mais non sans raison) à la domination de la bureaucratie stalinienne. Certains historiens soviétiques, sans transgresser formellement ce schéma, ont habilement contourné l'interdiction en l'appelant « féodalisme d'État » ou féodalisme « oriental », différent du féodalisme « privé » et « occidental ». Depuis le milieu du XVII<sup>e</sup> siècle et presque jusqu'à l'abolition du servage en 1861, la troisième forme d'exploitation – et plus terrible pour la paysannerie – c'était l'esclavage, y com-

pris la traite des êtres humains, vers lequel le servage russe a dégénéré en réalité.

## Un surproduit minimal

Aucun de ces modes d'exploitation ne représentait (contrairement aux habitudes discursives prétendument marxistes) un mode de production, car il ne parvenait pas à se subordonner ni de manière formelle ni de manière réelle les forces productives, et ne garantissait donc pas leur développement durable et systémique. Cependant, c'est sur la base de ces modes d'exploitation que s'est formé l'État russe si particulier.

Comme l'a fait remarquer Rouslan Skrynnikov, l'un des principaux spécialistes de l'opritchnina d'Ivan le Terrible qui a déclenché la toute première Grande Terreur en Russie et qui se noya dans celle-ci, « certaines de ses pratiques contenaient, comme à l'état d'embryon,

\* Zbigniew Marcin Kowalewski est polonais et mène des travaux de recherche sur l'histoire des mouvements révolutionnaires et du mouvement ouvrier, sur la question nationale et sur les pouvoirs bureaucratiques. En 1981, il a été membre du présidium de la direction régionale du syndicat Solidarność à Łódź, délégué au premier congrès national du syndicat et dirigeant du mouvement pour l'autogestion ouvrière. Exilé en France, il a animé la campagne de solidarité avec Solidarność, publié *Rendez-nous les usines ! Solidarność dans le combat pour l'autogestion ouvrière* (La Brèche, Paris 1985) et pris part à la rédaction d'*Inprekor* – une revue en polonais de la IV<sup>e</sup> Internationale diffusée clandestinement en Pologne pendant les années 1980. Il est actuellement rédacteur en chef adjoint de l'édition polonaise du *Monde diplomatique*. On lira avec intérêt son précédent article sur l'impérialisme russe (*Inprekor* n° 609/610 d'octobre-décembre 2014) ainsi que son analyse de la bureaucratie soviétique et européenne (« Ouvriers et bureaucrates », *Inprekor* n° 685/686 de mai-juin 2021). Cet article a été publié dans l'édition polonaise du *Monde diplomatique* n° 2 (174) de mars-avril 2022. (Traduit du polonais par JM).

1. I. Banac (sous la direction de), *The Diary of Georgi Dimitrov, 1933-1945*, Yale University Press, New Haven-Londres 2003, p. 65.

2. Lénine, « La faillite de la II<sup>e</sup> Internationale-5 » : <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1915/05/19150500f.htm>

3. С.А. Нефедов, « Реформы Ивана III и Ивана IV: османское влияние », *Вопросы истории* [S.A. Nefedov, « Les réformes d'Ivan III et Ivan IV : l'influence ottomane », *Voprosy istorii*] n° 11, 2002, pp. 30-53.

tout le développement ultérieur de la monarchie absolue nobiliaire et bureaucratique » (4). De fait, non seulement d'elle, mais de tous les régimes despotiques russes jusqu'au XX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècles.

Un autre historien contemporain, Leonid Milov, avance des thèses très importantes sur les particularités du développement historique de la société russe. En partant de l'étude des conditions naturelles et climatiques de la production, il a développé une conception clé de « l'histoire de la Russie en tant que société à surproduit total minimal » (5). Les raisons en sont : par rapport à d'autres sociétés agricoles une très brève saison agricole en Russie centrale, déterminée par le climat, qui ne durait que de début mai à début octobre (en Europe occidentale, les paysans ne travaillaient pas dans les champs seulement en décembre et janvier) et la prédominance des terres pauvres en humus.

Cela a eu pour conséquences, « jusqu'à la mécanisation de ce type de travail, une faible fertilité et, donc, un faible volume du surproduit total de la société », ce qui « a créé dans cette région les conditions de l'existence, pendant des siècles, d'une société agricole relativement primitive ». Par conséquent, « afin d'obtenir un résultat minimum, il était nécessaire de concentrer le travail autant que possible dans un laps de temps relativement court. L'exploitation paysanne individuelle ne pouvait pas atteindre le degré indispensable de concentration des efforts de travail

au cours des saisons de travail agricole objectivement existantes », de sorte que sa fragilité « a été compensée pendant presque toute l'histoire millénaire de l'État russe par le très grand rôle de la communauté paysanne » (6).

### Unité des contraires

Le surtravail des paysans ne pouvait être extorqué – dans une large mesure ou même entièrement – qu'aux dépens du travail nécessaire à leur propre reproduction, c'est-à-dire par des méthodes d'exploitation absolue (plutôt que par une exploitation relative basée sur l'augmentation de la productivité du travail). Cela n'était pas possible sans leur imposer le régime de servage le plus dur possible, d'autant plus que, compte tenu des conditions générales de production, une forte organisation communale du travail était nécessaire. La nécessité « d'optimiser la taille du surproduit total » – de l'augmenter dans l'intérêt des appareils d'État et de la classe dominante – était pressante, mais « sur la voie de cette "optimisation", c'est-à-dire de la nécessité objective d'intensifier l'exploitation des paysans, se tenait cette même communauté paysanne, bastion de la cohésion locale et moyen de la résistance paysanne » (7).

De là est née « une sorte d'unité des contraires : ce qui contrebalançait l'existence inévitable de la communauté était un contrepoids sous la forme de la variante la plus brutale et la plus sévère de la dépendance personnelle de chaque membre de cet organisme ». L'impossibilité de surmonter cette contradiction sans un développement considérable des forces productives, que ne permettaient pas les rapports d'exploitation précapitalistes, fait que le rôle de l'État consistait à « créer une classe dominante monolithique et puissante, capable de déraciner ou de neutraliser les mécanismes de défense de la communauté agraire dans le processus d'exploitation quotidienne de la paysannerie ». En résumant, selon Milov : « l'inévitabilité de l'existence de la communauté, conditionnée par ses fonctions productives et sociales, a fini par donner vie aux mécanismes les plus sévères et les plus brutaux pour extraire autant que possible du surproduit. D'où l'émergence du régime du servage, qui a pu neutraliser la communauté comme base de la résistance paysanne. À son tour, ce régime du servage n'est devenu possible qu'en raison du développement des formes les plus despotiques du pouvoir d'État – le régime autocratique

russe » (8). C'est ce qui a soudé la classe dirigeante.

### Où commence la périphérie

Parallèlement cependant, « le caractère extrêmement extensif de la production agricole et l'impossibilité objective de l'intensifier ont fait que le principal territoire historique de l'État russe n'a pas pu supporter la croissance de la densité de population. D'où la nécessité constante, durant des siècles, pour la population de migrer vers de nouveaux territoires à la recherche de terres arables plus fertiles, de conditions climatiques plus favorables à l'agriculture, etc. » (9) De plus, « les processus migratoires sont allés de pair avec le renforcement de l'État absolutiste, prêt à contrôler et à défendre de vastes zones de pays », et donc avec la constitution d'énormes forces armées, bien que « la taille extrêmement réduite du surproduit total ait objectivement créé des conditions extrêmement défavorables à la formation de la soi-disant superstructure par-dessus les éléments de base » (10).

Cette expansion coloniale, militaire et étatique séculaire vers le sud, le sud-est et l'est a progressivement englobé de vastes zones, des territoires périphériques « allo-gènes » de plus en plus étendus et des pays voisins de plus en plus éloignés, victimes de la conquête. Cette expansion s'est accompagnée de plusieurs centaines d'années de lutte de la part du Tsarat de Russie puis de l'Empire russe (1721-1917) pour l'accès aux ports libres de glace sur les mers à l'ouest et à l'est. D'où les questions légitimes auxquelles il est si difficile de répondre correctement : « Quand la colonisation russe a-t-elle commencé – avec l'occupation de Kazan, ville ethniquement étrangère, ou de Novgorod, ethniquement proche ? » La République de Novgorod est tombée sous les assauts de l'armée de Moscou en 1478, et le khanat de Kazan en 1552. « Où se situent les frontières de la métropole russe, où commencent les colonies russes, et comment les distinguer ? » Car elles ont été si mobiles... « Les frontières de la Russie se sont étendues à la fois avant la montée du tsarisme et pendant l'ère tsariste avec une telle rapidité que la distinction même entre "externe" et "interne" était fluide et indéterminée » (11).

### Conquêtes militaro-coloniales

La formation historique de la Russie a été façonnée dans le processus de

4. P.G. Скрынников, *Царство террора*, Наука [R.G. Skrynnikov, *Règne de la Terreur*, Nauka], Saint-Petersbourg 1992, p. 512.

5. Л.В. Милов, *Великорусский пахарь и особенности русского исторического процесса*, РОССПЭН [L.V. Milov, *Le laboureur grand-russe et les particularités du processus historique russe*, ROSSPEN], Moscou 2001, p. 7.

6. Ibidem, pp. 554-556.

7. Ibidem, p. 556.

8. Ibidem, pp. 481-482, 556.

9. Ibidem, p. 566.

10. Л.В. Милов, « Особенности исторического процесса в России », *Вестник Российской Академии наук* [L.V. Milov, « Particularités du processus historique en Russie », *Revue de l'Académie des sciences de Russie*] t. 73 n° 9, 2003, p. 777.

11. А. Эткинд, Д. Уффельманн, И. Кукулин, « Внутренняя колонизация России: Между практикой и воображением », [A. Etkind, D. Uffelman, et I. Koukouline, « La colonisation interne de la Russie : entre pratique et imagination »], dans : А. Эткинд, Д. Уффельманн, И. Кукулин (ред.), *Там, внутри. Практики внутренней колонизации в культурной истории России*, Новое литературное обозрение [A. Etkind, D. Uffelman, et I. Koukouline (sous la direction de), *Là-bas, à l'intérieur. Pratiques de colonisation interne dans l'histoire culturelle de la Russie*, Novoe literatournoe obozrenie], Moscou 2012, pp. 10, 12.

conquêtes militaro-coloniales des campagnes et des paysans russes et de guerres paysannes, en fait anticoloniales, provoquées par elles, de colonisations internes et externes, de conquêtes, de pillages et d'oppressions coloniales d'autres peuples. Comme le dit à juste titre Alexandre Etkind, « aussi bien dans ses frontières lointaines que dans sa sombre profondeur, l'empire russe était un immense système colonial » (12). Contrairement à la mythologie russe, la conquête d'un pays aussi énorme que la Sibérie n'a pas « étendu le territoire moscovite jusqu'à la frontière avec la Chine », mais a transformé la Sibérie en une colonie typique. Pourtant il est devenu courant de percevoir la Sibérie comme une partie inséparable de la Russie, de même que plus tard la Pologne, la Lituanie, la Finlande, le Caucase, Boukhara et Touva – entre autres.

Certains historiens russes, apportant ainsi leur contribution théorique à la construction de « l'idée russe » dominante et, comme il est évident aujourd'hui, intemporelle, ont très habilement appelé ce phénomène « l'auto-colonisation de la Russie » : les terres successives dont elle s'est emparée ne sont pas devenues ses colonies, mais elle s'est « colonisée elle-même » (13), car elle était sans bornes (et le reste dans son idéologie dominante, de manière affirmée ou cachée). Après avoir pris l'Ukraine de la rive gauche du Dniepr au XVII<sup>e</sup> siècle, la participation de la Russie à la partition de la République des Deux Nations (Pologne-Lituanie) dans les dernières décennies du XVIII<sup>e</sup> siècle lui a permis de s'emparer de la majeure partie de l'Ukraine de la rive droite – soit au total 80 % des terres ukrainiennes. Cela s'est avéré être un gain stratégique fondamental, atteignant en profondeur l'Europe et déterminant la portée et le caractère eurasiatique de l'Empire russe.

Si la noblesse russe était un ordre dominant, la terre n'est jamais devenue entièrement la propriété privée du noble. Cela aurait été contraire aux intérêts primordiaux de cet État impérial, dans la construction duquel aucune classe sociale n'a joué un rôle aussi important que lui-même – ses appareils et son personnel bureaucratique. Ce n'était pas seulement la construction d'une armée colossale au prix même de 25 ans de service militaire de paysans et d'immenses infrastructures militaires et civiles financées par le travail forcé de centaines de milliers d'autres paysans, appartenant aussi bien à l'État qu'à des propriétaires terriens, mais aussi des brigades entières de maîtres envoyées au



travail réellement forcé dans différentes parties du pays. De plus, comme le dit Milov, « la machine étatique a été contrainte de faire avancer le processus de division sociale du travail, et surtout la séparation de l'industrie et de l'agriculture », contre les modes d'exploitation dominants qui entravaient ce processus.

### Servage industriel

En conséquence, « la participation de l'État à la création de l'industrie dans le pays a contribué à un bond gigantesque dans le développement des forces productives, bien que l'emprunt des "technologies occidentales" par la société archaïque au XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècle ait eu un effet social monstrueux : est apparue une masse de travailleurs attachés pour toujours aux usines et aux lieux de travail (les "soumis à perpétuité"), ce qui a stimulé le glissement de la société vers l'esclavage » (14). L'énorme complexe militaro-industriel russe, dont le noyau était la métallurgie ouralienne, n'a pas été établi sur la base du développement des relations capitalistes, mais dans le cadre des relations féodales et tributaires (15).

Il est vrai que le capital a fleuri, mais il était précapitaliste et entravait le développement du capitalisme – « le capital marchand se développait non en profondeur, non en transformant la production, mais en largeur, accroissant le rayon de ses opérations », en se déplaçant « du centre vers la périphérie, à la suite des paysans qui se dispersaient et, à la recherche de terres nouvelles et d'exemptions fiscales, pénétraient sur de nouveaux territoires » (16). Fondés sur la coercition non économique, les modes d'exploitation précapitalistes ont dominé le mode de production capitaliste en Russie jusqu'à la révolution de 1917,

non seulement dans l'agriculture mais aussi dans l'industrie, encore longtemps après la réforme de 1861.

Lorsque la social-démocratie russe s'est constituée en parti, le travail d'environ 30 % des ouvriers industriels était encore un travail de servage, et non un travail salarié, ce que cette social-démocratie, y compris *Iskra*, associant l'industrie (c'est-à-dire les forces productives, et non les relations de production) au capitalisme, n'a pas vu. « Même au début du XX<sup>e</sup> siècle, plus de la moitié des entreprises industrielles du principal noyau industriel (la sidérurgie) n'étaient pas capitalistes au sens strict du terme », affirme Mikhail Voeikov. Les méthodes précapitalistes d'extraction du surproduit du travail des producteurs directs qui prévalaient encore « ne permettaient pas au capital national d'effectuer l'accumulation nécessaire », c'est pourquoi « le capital étranger était si fort » (17). Là où le capital dominait déjà dans l'éco-

12. A. Etkind, *Internal Colonization. Russian Imperial Experience*, Polity, Cambridge-Malden 2011, p. 26.

13. Ibidem, pp. 61-71 ; A. Etkind, « How Russia "Colonized Itself". Internal Colonization in Classical Russian Historiography », *International Journal for History, Culture and Modernity* t. 3 n° 2, 2015, pp. 159-172.

14. Л.В. Милов, op. cit., p. 777.

15. В.В. Алексеев, « Протоиндустриализация на Урале » [V.V. Alekseev, « Proto-industrialisation en Oural »], dans : *Экономическая история России XVII-XX вв.: Динамика и институционально-социокультурная среда*, УрО РАН [Histoire économique de la Russie aux XVII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles : Dynamique et environnement institutionnel et socioculturel, OurO RAN], Ekaterinbourg 2008, pp. 63-94.

16. Trotski, *Histoire de la révolution russe, 40-La question nationale*, <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/hrusse/hrr40.htm>

17. М. Воейков, « Великая реформа и судьбы капитализма в России (к 150-летию отмены крепостного права) », *Вопросы экономики* [M. Voeikov, « La Grande Réforme et le destin du capitalisme en Russie (à l'occasion du 150<sup>e</sup> anniversaire de l'abolition du servage) »], *Voprosy ekonomiki* n° 4, 2011, pp. 135, 123, 136.

## Russie & Ukraine

nomie russe, c'était pratiquement immédiatement le grand capital et il y a eu rapidement des processus de monopolisation.

### Multiplicité de révolutions

En Russie, donc, « *l'impérialisme capitaliste du type moderne* » est en train de naître, mais il est « *enveloppé* » – écrivait Lénine juste avant la révolution de 1917 – d'un « *réseau particulièrement serré de rapports précapitalistes* », si dense que « *ce qui, d'une façon générale, prédomine en Russie, c'est l'impérialisme militaire et féodal* » (18). Le fondement de cet impérialisme est « *le monopole de la force militaire, l'immensité du territoire ou des commodités particulières de spoliation des allogènes, de la Chine, etc.* », c'est-à-dire des peuples non russes à l'intérieur de la Russie elle-même et des peuples des pays voisins. En même temps, écrit encore Lénine, ils « *suppléent en partie, remplacent en partie le monopole du capital financier contemporain, moderne* » (19). Pratiquement tous les exégètes des écrits de Lénine sur l'impérialisme ne mentionnent pas cette proposition théorique, qui est capitale pour l'étude de la formation russe (20).

L'effondrement de cet enchevêtrement de l'impérialisme « *militaire et féodal* »

russe avec l'impérialisme capitaliste n'a pas été l'œuvre d'une seule révolution, mais de diverses révolutions convergeant et divergeant, formant des alliances et s'affrontant violemment. La révolution russe était l'une d'entre elles. Au centre de l'empire, elle était ouvrière et paysanne ; dans la périphérie coloniale, elle était basée sur les minorités urbaines russes et russifiées et les colonies de peuplement. Elle avait un caractère colonisateur, tout comme le pouvoir russe des conseils qu'elle a instaurés, comme l'a démontré le bolchevik Georgi Safarov dans son ouvrage autrefois classique sur la « *révolution coloniale* » au Turkestan. « *L'appartenance au prolétariat industriel de la colonie tsariste était un privilège national des Russes. C'est pourquoi, ici aussi, la dictature du prolétariat a pris dès les premiers instants une apparence typiquement colonisatrice* » (21).

Mais parmi les peuples opprimés, la révolution russe a également déclenché des révolutions nationales. La plus territorialement étendue, la plus violente, la plus dynamique et la plus imprévisible d'entre elles a été la révolution ukrainienne. Son jaillissement, et encore plus l'élan qu'elle a pris, étaient inattendus. Une nation paysanne, sans « *ses* » propriétaires terriens et « *ses* » capitalistes, avec une mince couche de petite bourgeoisie et d'intelligentsia et une langue interdite, ne semblait pas destinée ou capable de la réaliser. Depuis que l'armée russe a anéanti en 1775 la Sitch zaporogue, le bastion des cosaques libres, le peuple ukrainien a pour la première fois revendiqué son indépendance. Effrayée par la révolution sociale qui avait porté les bolcheviks au pouvoir à Petrograd et à Moscou, la Rada centrale des partis ukrainiens petits-bourgeois l'a proclamée à Kiev, et s'est immédiatement impliquée dans une guerre avec eux.

### Révolution nationale ukrainienne

Une partie des bolcheviks ukrainiens (bien que le pourcentage d'Ukrainiens parmi les membres du parti bolchevique en Ukraine ait été négligeable) souhaitaient néanmoins aussi une Ukraine révolutionnaire, soviétique comme la Russie, mais indépendante. Mais surtout, dans la gauche radicale, le Parti communiste ukrainien (borotbiste), séparé des bolcheviks et formé par l'aile gauche du Parti socialiste-révolutionnaire ukrainien et par une partie de l'aile gauche de la social-démocratie ukrainienne, voulait l'indépendance. Allié avec les bolcheviks, ce parti avait une

base sociale incomparablement plus large que la leur.

L'alliance des borotbistes avec les bolcheviks était très difficile. Le chef du gouvernement bolchevique mis en place après la deuxième occupation de Kiev par l'Armée rouge en 1919, Khristian Rakovsky, venant de la Bulgarie, a ainsi proclamé que « *décréter la langue ukrainienne comme langue d'État serait une mesure réactionnaire dont personne n'a besoin* », car en général « *la question ukrainienne et l'Ukraine ne sont pas tant un fait réel qu'une invention de l'intelligentsia ukrainienne* » (22). Il n'était pas seul parmi les marxistes : Rosa Luxemburg affirmait que le nationalisme ukrainien relevait de « *bouffonneries insensées* », que c'était « *une simple lubie, une sorte de manie de quelques douzaines d'intellectuels petits-bourgeois* » (23). Estimant que « *l'Ukraine est à la Russie ce que l'Irlande est à l'Angleterre* », qu'il s'agissait d'une colonie et que son peuple opprimé devait obtenir l'indépendance, Lénine était en revanche une exception, mais il ne l'a dit publiquement qu'une seule fois (24).

À la politique du gouvernement Rakovsky sur la question nationale s'ajoutait une politique ultragauche sur la question agraire, qui, contrairement au décret bolchevique sur la terre, ne visait pas la parcellisation des propriétés foncières au profit des paysans, mais la transformation de ces propriétés en fermes collectives des ouvriers agricoles. Les réquisitions de céréales par l'État et le « *communisme de guerre* » en général ont jeté de l'huile sur le feu. Tout cela a entraîné une forte marée de soulèvements paysans antibolcheviks en 1919 (on en a compté 660, grands et petits), ce qui a coupé l'Ukraine de la Hongrie et empêché l'armée rouge ukrainienne de venir au secours de la République des conseils hongroise, alors que c'était son seul espoir de survie. En Ukraine même, ces soulèvements ont ouvert la voie à l'offensive des troupes de la Garde blanche du général Anton Denikin sur Moscou (25). Il est vrai que Rakovsky lui-même a rapidement tiré des conclusions sérieuses de la politique désastreuse de son gouvernement, mais il ne l'a fait qu'après son effondrement.

### Communistes indépendantistes

Dans une grande partie de l'Ukraine du Dniepr, la lutte contre l'occupation par la Garde blanche russe reposait sur les épaules de mouvements partisans et insurgés, dirigés par les communistes-

18. Lénine, « Le socialisme et la guerre » (<https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1915/08/vil19150800b.htm>) ; du même, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme » (<https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/vlimperi/vlimp6.htm>)

19. Lénine, « L'impérialisme et la scission du socialisme », <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/10/vil191610001.htm>

20. Cf. Z.M. Kowalewski, « Impérialisme russe », *Inprecor* n° 609/610, octobre-décembre 2014, pp. 7-9.

21. Г. Сафаров, *Колониальная революция (Опыт Туркестана)*, Госиздат [G. Safarov, *Révolution coloniale (L'expérience du Turkestan)*, Gosizdat], Moscou 1921, p. 72. Cette œuvre fondamentale pour le développement de la pensée anticoloniale, interdite et condamnée à l'oubli éternel par Staline, n'est ressortie qu'en 1996 au Kazakhstan. À l'échelle internationale, elle reste presque totalement inconnue à ce jour.

22. П. Христюк, *Замітки і матеріали до історії української революції 1917-1920 рр.* т. IV, Український соціологічний інститут [P. Khrystiouk, *Notes et matériaux pour l'histoire de la révolution ukrainienne de 1917-1920* t. IV, Institut ukrainien de sociologie], Vienne 1922, p. 173.

23. R. Luxemburg, *La Révolution russe* : <https://www.marxists.org/francais/luxembur/revorus/rus3.htm#ftn5>

24. Cité d'après П. Кравчук, « Під проводом благородних ідей (6) », *Життя і Слово* (Toronto) [P. Kravtchouk, « Sous la direction des idées nobles (6) », *Zhyttia i Slovo*] n° 26 (183), 1969, p. 18. Le texte de ce discours a été perdu et n'est connu que par les rapports de la presse de l'époque. Voir R. Serbyn, « Lénine et la question ukrainienne en 1914. Le discours "séparatiste" de Zurich », *Pluriel-débat* n° 25, 1981, pp. 83-84.

25. Cf. Z.M. Kowalewski, « L'indépendance de l'Ukraine : préhistoire d'un mot d'ordre de Trotski », *Quatrième Internationale* n° 32/33 de mai-juillet 1989, pp. 81-99.

borotbistes, qui étaient le parti le plus fort dans la clandestinité, et par les anarcho-communistes de Nestor Makhno. Après la défaite de Dénikine, l'Armée rouge a, pour la troisième fois consécutive, garanti le pouvoir aux bolcheviks. Ce n'est qu'alors, en février 1920, qu'ils décidèrent en Ukraine d'abandonner leur approche doctrinaire de la question agraire et de distribuer les terres aux paysans. Bien qu'étant minoritaires, ils ont fait des borotbistes leurs partenaires de coalition très minoritaires soumis de diverses manières.

Lénine avait très peur qu'une fois la guerre civile et l'intervention étrangère terminées, il y ait un soulèvement armé des borotbistes contre les bolcheviks si ces derniers s'opposaient à l'indépendance de l'Ukraine soviétique. Il a exigé de ses camarades : « *La plus grande prudence possible en ce qui concerne les traditions nationales, le respect le plus strict de l'égalité de la langue et de la culture ukrainiennes, l'obligation pour tous les fonctionnaires d'apprendre l'ukrainien* » (26). Car il savait très bien que si vous « *grattez tel communiste, vous découvrirez le chauvin grand-russe* » (27).

Il a affirmé publiquement : « *Aussi est-il évident et admis de tout le monde que seuls les ouvriers et les paysans d'Ukraine peuvent décider et décideront, à leur congrès national des Soviets, si l'Ukraine doit fusionner avec la Russie* » en une seule république soviétique, « *ou constituer une République autonome, indépendante* » unie par une union (fédération) avec la Russie, « *et dans ce dernier cas, quel lien fédératif doit l'associer à la Russie* ». Ce n'est pas pour cette raison, a-t-il déclaré, « *que les communistes se diviseraient* ». Il n'acceptait pas une confédération. Du fait que la nation ukrainienne était historiquement une nation opprimée par la Russie, expliquait-il, « [nous] devons[ ~~nous~~], nous les communistes grands-russes, être conciliants quand nous avons des divergences avec les communistes bolcheviks ukrainiens et les borotbistes, lorsque ces divergences portent sur l'indépendance de l'Ukraine, les formes de son alliance avec la Russie et, d'une façon générale, sur la question nationale. » (28)

### « Cette victoire vaut une paire de bonnes batailles »

Or, c'est exactement le contraire qui s'est produit, les seconds devant céder le pas aux premiers dans ces domaines – et ce sous la menace de la « liquidation ». À



huis clos, Lénine a postulé une Ukraine « *indépendante pour le moment* », « *en étroite fédération* » avec la Russie et un « *bloc temporaire avec les borotbistes* », ainsi qu'une « *propagande simultanée en faveur de la fusion complète* » de l'Ukraine et de la Russie en un État unitaire. Il a rapidement ajouté que « *la lutte contre le mot d'ordre d'union aussi étroite que possible* » avec la Russie est « *contraire aux intérêts du prolétariat* », de sorte qu'en Ukraine « *toute la politique doit systématiquement et sans relâche viser la liquidation des borotbistes dans un avenir proche* », et il « *demand[ait] instamment que les borotbistes soient accusés non pas de nationalisme, mais de tendances contre-révolutionnaires et petites-bourgeoises* » (29).

La « liquidation » n'a pas eu lieu parce que, que ce soit pour le bien de la cause de la révolution socialiste internationale ou simplement parce qu'ils se sont rendu compte qu'on leur avait mis un revolver sur la tempe, ils ont eux-mêmes dissous leur parti (30). Comme l'a expliqué Lénine, « *nous avons vu, au lieu d'un soulèvement des borotbistes devenu à peu près inévitable, les meilleurs éléments borotbistes adhérer à notre parti, sous notre contrôle, avec notre assentiment, tandis que les autres disparaissaient de la scène politique. Cette victoire vaut une paire de bonnes batailles.* » (31)

À la lumière des combats idéologiques d'une impressionnante conséquence, menés par Lénine pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes jusqu'à la séparation, et de sa politique réelle dans ce domaine, la manière dont il concevait réellement ce droit inhérent à sa pensée reste, sinon un mystère, du moins quelque chose de totalement inexploré. Toute la littérature marxiste ou se présentant comme telle consacrée à son interprétation de ce

droit a le caractère exégétique, apologétique ou épigone. Elle fait l'autruche face au fait historique que partout dans les périphéries coloniales de la Russie où le pouvoir de son parti s'est imposé, ou plus précisément là où l'Armée rouge l'a affirmé, cette loi n'a pas été exécutée et il n'y avait aucun moyen de tenter de la faire appliquer sans être accusé de contre-révolutionnaire.

### Contradiction au cœur de la révolution

La révolution en Russie n'a pas détruit l'impérialisme russe. Avec le capitalisme,

26. В.И. Ленин, *Неизвестные документы. 1891-1922 гг.*, РОССПЭН [V.I. Lénine, *Documents inconnus. 1891-1922*, ROSSPEN], Moscou 2000, p. 306.

27. Lénine, « VIII<sup>e</sup> Congrès du PC(b)R. Conclusions après la discussion du rapport sur le programme du parti, le 19 mars » : <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1919/03/d8c/vil19190300-05c8.htm>

28. Lénine, « Lettre aux ouvriers et aux paysans d'Ukraine à l'occasion des victoires remportées sur Dénikine » : <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1920/01/vil19200104.htm>

29. В.И. Ленин, *Неизвестные документы*, p. 306 ; В.И. Ленин, « Проект резолюции об украинской партии боротбистов » et « Замечания к резолюции исполнительного комитета коммунистического Интернационала по вопросу о боротбистах », *Полное собрание сочинений* t. 40, Политиздат [Lénine, « Projet de résolution sur le parti borotbiste ukrainien » et « Remarques sur la résolution du Comité exécutif de l'Internationale communiste sur les borotbistes », *Œuvres complètes* t. 40, Politizdat], Moscou 1974, pp. 122, 152.

30. Les circonstances et le déroulement de l'auto-dissolution du PCU(b) ont été examinés par Д.В. Стаценко, « Самоликвідація осередків Української комуністичної партії (боротбистів) у 1920-му році (на прикладі Полтавщини) », *Історична пам'ять. Науковий збірник* [D.V. Statsenko, « Auto-liquidation du Parti communiste ukrainien (borotbiste) en 1920 (sur l'exemple de la région de Poltava) », *Istoriychna pam'yat' . Naoukovyi zbirnyk*] t. 29, 2013, pp. 58-70.

31. Lénine, « Conclusions après le rapport du Comité central, le 30 mars » : <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1920/04/d9c/vil19200400-04c9.htm>

elle a renversé « l'impérialisme capitaliste moderne » et supprimé la base précapitaliste (féodale et tributaire) de l'impérialisme militaire. Mais elle n'a pas déraciné les conditions de reproduction du monopole non économique russe qui le constituait, « la puissance militaire, le territoire incalculable ou les conditions particulièrement commodes pour piller » les autres peuples des périphéries intérieures et extérieures de la Russie. Dans la mesure où la révolution a embrassé la périphérie et s'y est répandue, parmi les peuples opprimés, sous la forme de révolutions nationales, elle a obligé ce monopole à reculer. En même temps, elle l'a reproduite dans la mesure où elle s'est répandue du centre à la périphérie sur le mode de la conquête militaire. Cette contradiction, qui était au cœur de la révolution russe, lui était inhérente et impossible à résoudre dans son propre cadre. Beaucoup dépendait maintenant de quel côté de la contradiction allait s'imposer.

À la suite de l'effondrement de l'Empire russe, la Finlande, l'Estonie, la Lituanie, la Lettonie et la Pologne s'en sont successivement détachées, et à la suite de la défaite désastreuse subie lors de la guerre de 1920 avec la Pologne, la Russie soviétique a perdu une partie de l'Ukraine (et de la Biélorussie). Pour la survie de l'impérialisme russe, il était décisif de savoir si l'Ukraine soviétique se séparerait. Lorsque l'Union soviétique prenait forme en tant

qu'organisme étatique en 1922-1923, les bolcheviks ukrainiens parlaient ouvertement du fait que « les préjugés de grande puissance, nourris par le lait maternel, étaient devenus un instinct chez de très nombreux camarades », parce que « dans la pratique, aucune lutte contre le chauvinisme de grande puissance n'a été menée dans notre parti » (32). Rakovsky s'était alors farouchement opposé à Staline, à la tête de ceux qui réclamaient l'indépendance de l'Ukraine et la création d'une union d'États soviétiques indépendants (33). Ils ont perdu, mais leur défaite était alors incomplète.

### Les transformations de l'impérialisme russe

La direction centrale du parti bolchevique, dirigée par Staline, a opposé aux aspirations à l'indépendance une nationalisation linguistique et culturelle des républiques non russes. De manière inattendue pour ses promoteurs moscovites, l'ukrainisation s'est transformée en un prolongement de la révolution nationale ukrainienne, qu'elle a ravivée et remarquablement revitalisée. Elle a duré presque 10 ans, jusqu'en 1932. L'extermination par la faim (Holodomor) et l'écrasement de l'ukrainisation par la terreur (34) furent à la fois un acte constitutif de la bureaucratie stalinienne séparée de la bureaucratie thermidorienne qui régnait jusqu'alors (et allait bientôt être exterminée par elle) et un acte de renaissance – cette fois de l'impérialisme russe militaro-bureaucratique (35).

Ce dernier a été consolidé par l'unification des terres ukrainiennes (et biélorusses) à la suite de la partition de la Pologne par Hitler et Staline, et par l'annexion des États baltes, accomplie en 1939 et confirmée en 1944, au cours de la guerre victorieuse contre l'impérialisme allemand. Le pillage gigantesque du potentiel industriel de la zone soviétique d'occupation de l'Allemagne ainsi que la domination sur les États d'Europe de l'Est, maintenus en échec politique par la menace permanente d'une intervention militaire, ont consolidé cette renaissance de l'impérialisme russe (36).

La chute soudaine, totalement inattendue, de l'URSS en 1991 a révélé la nature de cet État, créé sur la base de la Grande Terreur de Staline. Ce que l'Ukraine n'a pas réussi à réaliser lors de l'effondrement de l'Empire russe, elle a pu le faire lors de l'effondrement de l'Union soviétique. Elle a ensuite réussi à se détacher, comme 14 autres des plus grandes nations non rus-

ses. En déclarant son indépendance, elle a porté un coup décisif à l'impérialisme militaro-bureaucratique russe.

Restauré sur les ruines de l'URSS, le capitalisme russe reste dépendant du même monopole non économique dont dépendaient les modes d'exploitation passés et, comme eux, il est dénaturé par cette dépendance. L'État russe protège la propriété privée capitaliste, mais en même temps il la restreint parce qu'elle est soumise à sa coercition, tout comme la fusion de son appareil avec les grands capitaux restreint et dénature la concurrence entre eux. C'est ainsi que sous le poids de ce monopole en Russie ont pris forme le capitalisme oligarchique d'État et l'impérialisme militaro-oligarchique.

### L'impératif de la reconquête

Cependant, ce monopole lui-même a subi une dégradation énorme, bien qu'extrêmement inégale. La Russie a conservé son « monopole de la force militaire » dans la mesure où, après l'effondrement de l'URSS, elle est restée la plus grande puissance nucléaire du monde avec une énorme armée. En revanche, son monopole de « l'immensité du territoire ou des commodités particulières de spoliation » des autres peuples a profondément décliné. Comme l'a observé Zbigniew Brzezinski après l'effondrement de l'URSS, les frontières de la Russie ont reculé de façon spectaculaire « aux limites dont elle était sortie dans un passé déjà lointain. Dans le Caucase, elle s'arrêtait aux frontières du début du XIX<sup>e</sup> siècle, en Asie centrale, à celles fixées au milieu du même siècle, et – plus douloureux encore – elle retrouvait à l'ouest les dimensions atteintes à la fin du règne d'Ivan le Terrible, vers 1600 ». Le pire de tout, « sans l'Ukraine, la Russie cesse d'être un empire en Eurasie. Et quand bien même elle s'efforcerait de recouvrer un tel statut, le centre de gravité en serait alors déplacé, et cet empire pour l'essentiel asiatique serait voué à la faiblesse ». Brzezinski avait raison lorsqu'il écrivait que « pour Moscou, en revanche, rétablir le contrôle sur l'Ukraine – un pays de cinquante-deux millions d'habitants doté de ressources nombreuses et d'un accès à la mer Noire –, c'est s'assurer les moyens de redevenir un État impérial puissant, s'étendant sur l'Europe et l'Asie » (37).

C'est pourquoi l'impérialisme russe s'est lancé dans la reconquête de l'Ukraine, où son destin même est en jeu. ■

32. Ce sont les propos de Mykola Skrypnyk, l'un des principaux dirigeants des bolcheviks ukrainiens. *Двенадцатый съезд РКП(б). 17-25 апреля 1923 года. Стенографический отчет*, Политиздат [Douzième Congrès du PCR(b). 17-25 avril 1923. Rapport Verbatim, Politizdat], Moscou 1968, pp. 571-572.

33. Г. Чернявский, М. Станчев, М. Тортика (Лобанова), *Жизненный путь Христиана Раковского. 1873-1941. Европеизм и большевизм: неоконченная дуэль*, Центрполиграф, [G. Tcherniavsky, M. Stantchev, M. Tortika (Lobanova), *Le parcours de vie de Christian Rakovsky. 1873-1941. Européanisme et bolchevisme : un duel inachevé*, Tsentrpoligraf], Moscou 2014, pp. 165-191.

34. L'analyse la plus précise de cet événement a été fournie par A. Graziosi, « Les famines soviétiques de 1931-1933 et le Holodomor ukrainien. Une nouvelle interprétation est-elle possible et quelles en seraient les conséquences ? », *Cahiers du monde russe* t. 46 n 3, 2005, pp. 453-472.

35. Cf. Z.M. Kowalewski, « Ouvriers et bureaucrates. Comment les rapports d'exploitation se sont formés et ont fonctionné dans le bloc soviétique », *Inprecor* n° 685/686, mai-juin 2021, pp. 35-61.

36. Cf. D. Logan [J. van Heijenoort], « L'explosion de l'impérialisme bureaucratique », *Quatrième Internationale*, février 1946, pp. 5-10.

37. Z. Brzezinski, *The Grand Chessboard. American Primacy and Its Geostrategic Imperatives*, Basic Books, New York 1997, pp. 88, 82 [en français: *Le grand échiquier : l'Amérique et le reste du monde*, Bayard, Paris 1997].

# Expériences des Comités de Résistance et du mouvement révolutionnaire

Par  
Muzan Alneel\*

La couverture médiatique de la révolution soudanaise dans les chaînes d'information régionales et les grands titres regorge ces jours-ci de formulations telles que « *absence de perspectives* », « *solutions vaines* » et « *crise politique* », qui reflètent la vision des événements du point de vue des régimes et des élites au pouvoir. La classe dirigeante soudanaise est représentée par la direction de l'armée et les partis bourgeois – au mieux réformateurs – complices de la répression ainsi que leurs alliés internes et externes. Tous sont dans l'incertitude et confrontés à une situation inédite qui ne leur permet pas d'utiliser leurs méthodes et manœuvres habituelles.

Plus de quatre mois après le 25 octobre 2021, la direction du coup d'État n'a pas été en mesure de former un gouvernement ou d'arrêter les manifestations permanentes dans les rues soudanaises. L'accord qu'elle a signé avec le Premier ministre, qui a été renversé pour rallier par la suite le coup d'État, s'est révélé un échec. Il n'a eu aucun impact sur le mouvement de rue, si ce n'est par l'apparition du slogan « *Démision ou pas, le calendrier s'applique* », faisant référence au calendrier des manifestations décidé par les coordinations de Comités de Résistance des quartiers.

Si les régimes totalitaires vivent cette situation comme une crise, il en va différemment pour les personnes en quête de libération. Vu à travers les yeux du peuple, le Soudan fait une percée sans précédent dans l'horizon révolutionnaire. Et il connaît un haut niveau d'organisation qui appelle à la poursuite des manifestations, voire le développement des formes de résistance et d'organisation, de leurs orientations et de leurs objectifs. Tout cela est le produit naturel des événements qui ont aiguillonné le mouvement depuis 2018 pour déboucher sur un festival révolutionnaire dont le protagoniste est un peuple qui s'organise pour défendre son droit à l'existence.



## Comités de Résistance, origine et constitution

Des manifestations sont organisées dans les villes et villages du Soudan en fonction des plannings décidés par les Comités de Résistance de quartier. Des Comités de Résistance ont été constitués lors de la vague révolutionnaire de décembre 2018 dans le but d'organiser des manifestations décentralisées. Le Comité était une organisation d'habitants d'un même quartier s'engageant à œuvrer à l'époque pour renverser le régime de Béchir.

L'idée en avait germé lors des manifestations de 2013, d'une manière limitée qui n'est en rien comparable à son foisonnement au début de 2019, lorsque l'argument en faveur de manifestations simultanées décentralisées s'est imposé de façon pressante pour faire face à la répression du régime. Les Comités ont été constitués dans un grand nombre de quartiers à travers les États du pays, par des jeunes de moins de 20 ans essentiellement, organisant des manifestations dans les quartiers, répartissant les tâches de surveillance des forces gouvernementales, équipant les dispensaires de campagne, organisant et protégeant des manifestations, des sit-in de quartier, des réunions politiques et d'autres méthodes de résistance.

Les pages Facebook officielles des comités se sont multipliées. Les gens les

suivaient pour connaître les parcours, s'informer sur les manifestations, les blessés et autres nouvelles de la résistance, à partir de décembre et des mois suivants de manifestations. Les Comités ont gagné en popularité et en légitimité grâce à leur contact direct avec les quartiers et à leur soutien à la révolution. Ces Comités de quartiers ont organisé la résistance dans leurs zones géographiques jusqu'en avril 2019 avec la tenue des « *sit-in du Commandement* » autour du quartier général des forces armées dans 14 villes soudanaises, dont le plus important est resté le celui du Commandement général à Khartoum, où les Comités se sont donné aussi pour tâche d'y faire converger les cortèges, d'organiser et de protéger le sit-in.

Le second changement dans les tâches des Comités est survenu après le massacre du 3 juin 2019, lorsque les forces gouvernementales ont simultanément attaqué des sit-in, tué, violé et même noyé des centaines de personnes en une seule

\* Muzan Alneel est cofondatrice du groupe de réflexion sur l'innovation, la science et la technologie pour le développement centré sur les personnes (ITSinaD) du Soudan et chercheuse non résidente à l'Institut Tahrir pour la politique du Moyen-Orient (TIMEP), axé sur une approche de l'économie centrée sur les personnes, l'industrie et l'environnement au Soudan. Cet article a été d'abord publié par le site web des Socialistes révolutionnaires d'Égypte *Médias pour la révolution* : <https://revsoc.me/arab-and-international/44759/> (Traduit de l'arabe par Luiza Toscano).

# Soudan

journée. Le massacre a été suivi de plus d'un mois de violences perpétrées par les forces gouvernementales dans les rues et de la coupure totale de l'internet à travers le pays. Le gouvernement du Conseil militaire visait par cette violence à détruire et à mettre à genoux la résistance, mais elle a incité les Comités à approfondir leur activité sur le terrain et à s'organiser en réseau pour poursuivre la résistance, organiser la désobéissance civile, protéger la population et subvenir aux besoins de cette dernière. Les Comités de Résistance ont annoncé la Marche du Million de juin contre le régime militaire, soit moins d'un mois après le massacre perpétré lors de la dispersion des sit-in du Commandement général. Ils sont passés outre la coupure d'internet en écrivant sur les murs, en distribuant des tracts, en tenant des discours sur les marchés, et d'autres moyens innovants. Le 30 juin en a été l'apogée, qui a vu des millions de manifestants dans diverses villes du Soudan qui ont scandé « *civil* », rejetant le régime militaire.

À l'inverse de la résistance qui a tenu bon, les dirigeants politiques ont abdicué. Ils ont suivi la « *Marche du Million* » du 30 juin 2019, pour tomber d'accord pour négocier avec le Conseil militaire. Un mauvais document en est issu, prévoyant un partenariat de gouvernance entre les dirigeants politiques de l'opposition de 2018 et le Conseil militaire. Cet état-major politique et ses partisans se sont fendus de justifications et n'ont pas ménagé leur temps et leurs efforts pour convaincre les Soudanais, notamment ceux qui manifestaient, de la possibilité de parvenir à la liberté, à la paix et à la justice – les slogans de la révolution soudanaise – à travers ce partenariat sous prétexte que « *c'était de la politique* » et qu'il était nécessaire de négocier avec l'armée. Ils l'ont présenté comme une victoire, alors que la révolution soudanaise n'avait pas encore triomphé. Mais elle a rebondi.

## Évolutions politiques

Dans le sillage de ce changement majeur de la situation politique, les Comités ont fait des expériences qui leur ont permis de réfléchir à la nouvelle situation. Au début de la période de transition, il était courant de représenter les Comités comme le bouclier du gouvernement semi-civil. Les états-majors politiques présentaient le maintien du partenariat comme une tâche relevant des Comités de Résistance pour se prémunir contre un éventuel coup d'État militaire.

Cela a placé les Comités de Résistance dans une position délicate : partagés entre la défense des objectifs de la révolution et l'équilibre de leur relation avec le gouvernement semi-civil par crainte que ne soit utilisée toute opposition à ce dernier comme prétexte à un coup d'État militaire. Cette relation délicate a été perturbée à plusieurs reprises, notamment par les manifestations organisées par des Comités de Résistance de Talodi (dans l'État du Kordofan du sud), moins de deux mois après la nomination du gouvernement de transition, contre la poursuite de l'exploitation minière polluante sur son territoire par des sociétés appartenant à des milices officielles et à des appareils de sécurité de l'État. Les Comités ont déployé des banderoles s'adressant directement au Premier ministre civil, affirmant : « *Nos vies valent plus que l'or, Hamdok* ». Ils ont affronté les balles des forces protégeant ces entreprises. Le gouvernement a réagi à la manifestation par une déclaration le soir même condamnant l'attaque contre le siège et les biens de l'entreprise.

Des événements similaires se sont répétés qui ont vu des Comités de Résistance faire le choix de défendre les objectifs de la révolution et les revendications des habitants de leurs régions. À chaque fois, le gouvernement s'est aligné contre ces objectifs, dans l'intérêt des investisseurs, de l'armée, de ses milices ou des alliés régionaux et internationaux.

La période de transition a donc été une période d'intenses tiraillements pour déterminer la position politique des Comités, entre le soutien aux objectifs de la révolution, comme nous l'avons mentionné plus haut, et la protection de la moitié civile du gouvernement, qui n'a pas tardé à s'éloigner de ces objectifs. La position politique des Comités n'était évidemment pas toujours la même. Ces structures géographiquement configurées reflétaient dans une large mesure les intérêts, les aspirations et les positions des habitants de leurs régions avec leurs différences de classe et historiques, leurs différentes sources de revenus, leurs priorités, leurs problèmes sociaux, etc. Néanmoins, il était clair que leur grande majorité était unie derrière la revendication de justice pour les martyrs de la révolution. Cette revendication a unifié la plupart des manifestations centrales des Comités et a été suivie de celle de formation d'un parlement – toujours absent jusqu'au coup d'État du 25 octobre. Les Comités considéraient que ce Parlement serait pour le peuple un moyen de voir aboutir leurs revendications.

La revendication de justice pour les martyrs, notamment ceux du massacre du 30 juin, a placé le nœud de la négociation sous la scie de la révolution. Le gouvernement, auquel participe le Conseil militaire, dont les forces ont perpétré le massacre, ne pouvait pas se traduire lui-même en justice, une exigence de la révolution. D'autre part, les revendications d'amélioration de la situation économique se sont multipliées au début de 2020, créant un autre « *nœud* » en raison de la dépendance du gouvernement aux intérêts des acteurs internationaux et régionaux, y compris la poursuite des politiques économiques d'austérité qui ont déclenché la révolution contre le régime de Béchir.

Le gouvernement de transition a tenté de faire des Comités de Résistance des auxiliaires de l'État en les affublant de la dénomination de « *comités de services et de changement* », travaillant sous ou en coordination avec les localités dans des tâches de satisfaction des besoins du quartier. Les Comités de Résistance de quartier ont fait le choix de ne pas renoncer à la résistance, mais de prendre en charge les tâches de gestion de la vie dans les quartiers en parallèle. Certains Comités ont formé des bureaux pour le changement et les services, en leur sein ou en parallèle, ont contrôlé la distribution des rations de farine dans les boulangeries et de l'essence aux stations, et ont même organisé l'entretien des écoles et des équipements avec leurs propres forces, tout en continuant d'organiser des manifestations et de poser des revendications révolutionnaires. Les dernières manifestations centrales annoncées par les Comités de Résistance avant le coup d'État ont eu lieu le 21 octobre, soit quatre jours avant le coup d'État militaire, exigeant justice pour les martyrs et le Parlement, et de nombreux Comités ont même scandé le slogan « *Laissez tomber le partenariat du sang* », rejetant le partenariat avec les militaires.

## Les Comités sur le devant de la scène

Les Comités ont totalement occupé le devant de la scène après le coup d'État du 25 octobre. Ils sont à l'origine du slogan des trois « *ni* » contre le conseil putschiste : « *Ni négociation, ni partenariat, ni légitimité* ». Ils ont publié des plannings mensuels et hebdomadaires de manifestations et de résistance, faisant avorter les tentatives de légitimation du coup d'État, le laissant jusqu'à présent sans gouvernement ni Premier ministre.

L'organisation des Soudanais-es dans les Comités de Résistance a décuplé la riposte au coup d'État. Ils se sont servis des expériences d'auto-organisation accumulées pendant les années de la transition, d'organisation de manifestations et de débats entre les habitants du quartier, de coordination entre les Comités au niveau des régions et des villes. Cette période a vu l'émergence de « *Coordinations de Comités de Résistance* » ayant des tâches autres, car répondant au besoin d'organisation à un niveau plus large que le seul quartier, à la rupture de la relation avec la direction politique qui avait négocié précédemment et, partant, au besoin d'une nouvelle direction.

Ici il est important de relever que la période post-coup d'État a vu aussi les élites gouvernementales et leurs porte-voix à l'intérieur comme à l'extérieur continuer de feindre d'ignorer l'existence de ces organisations populaires et de conter des histoires fantaisistes sur la situation. Les chaînes d'information par exemple ont répété en boucle tout le mois de novembre et décembre que les manifestations incessantes étaient organisées par le Rassemblement des Professionnels Soudanais ou les Forces de la Liberté et du Changement – le participant civil de la période transitoire – soit des entités qui n'avaient aucun poids dans la rue alors tandis que les appels à manifester étaient lancés par les Comités.

L'élan révolutionnaire post-coup d'État a eu des répercussions sur la situation politique et sur la constitution des Comités. La force des coordinations régionales s'en est trouvée accrue. Des Comités ont organisé leurs structures internes pour faire face à la nouvelle situation et aux tâches qui en découlent. Des Comités dont la composition s'était relâchée ont été relancés. De nouveaux Comités ont été créés dans les zones où les habitants souhaitaient jouer un rôle actif dans la lutte contre le coup d'État. Les membres des Comités étaient alors majoritairement jeunes et la majorité d'entre eux étaient de sexe masculin. Mais, du fait de la présence remarquable des femmes dans la résistance dans la rue et de la mémoire de la leçon de 2019 – leur présence dans la rue n'a pas eu d'effet sur le gouvernement de transition, ni sur son soutien aux intérêts des femmes – la campagne #Rejoins le Comité a été lancée. Elle appelait les femmes à rejoindre les Comités pour s'assurer que leurs revendications et leurs intérêts seraient entendus. Elles ont affronté et ont refusé les comportements et les structures qui font obstacle à l'adhésion, comme les

réunions nocturnes où les jeunes femmes ont du mal à être présentes à cause des obstacles sociaux. Diverses franges de la société se sont attelées pendant cette période à être représentées par les Comités de Résistance.

Dans les mois suivants, les outils organisationnels et les idées de base des Comités de Résistance ont pu être utilisés par d'autres organisations de masse créées par nécessité face à la multiplication des fronts de conflit avec le coup d'État militaire et des coups portés à différentes franges de la population. Les agriculteurs de l'État du Nord ont fait appel aux outils que sont les Comités qu'ils utilisaient déjà depuis longtemps, pour organiser leurs manifestations et s'organiser, dès que le gouvernement putschiste a annoncé une augmentation des prix de l'électricité. L'augmentation était fatale pour les agriculteurs qui dépendaient des pompes électriques pour leur agriculture. Ils lui ont opposé leur refus et leur résistance à travers le Nord, dont ils ont fermé en plus de 25 points la route menant en Égypte et qui traverse leurs villes et villages. Ils ont mis en place des Comités de barrages à chaque point pour les protéger, finaliser leurs revendications et organiser les discussions entre agriculteurs sur leurs prises de position politiques et leurs revendications économiques. Les Comités de barrages se sont mis en réseau pour unifier leurs revendications, qui allaient au-delà du tarif de l'électricité pour inclure des problèmes profonds tels que les effets de l'exploitation minière sur leurs régions et leur revendication d'une part de l'or extrait de leurs terres. Ils exigeaient aussi des structures de santé et l'entretien de la route pour réduire les accidents qui tuent en permanence des habitants de l'État. Les barrages du Nord ont continué malgré la décision du gouvernement putschiste de geler l'augmentation et ont appelé à son annulation complète. Des Comités ont affirmé ne reconnaître aucune augmentation ou annulation provenant du gouvernement putschiste, et ont fait du régime civil leur revendication de base.

La composition des Comités des barrages du Nord était nettement différente de celle des Comités de Résistance de quartier, y compris des Comités de l'État du Nord. Les Comités de barrages étaient principalement composés d'hommes de plus de 30 ans, essentiellement des travailleurs agricoles. Cette différence met en exergue que les structures de résistance sont l'émanation des groupes les plus touchés par les politiques auxquelles ils résistent. La révolution soudanaise n'a pas été une révolution de la jeunesse, mais une

révolution contre les politiques qui affectent davantage les jeunes et les femmes, d'où la prédominance des femmes et la progression des jeunes parmi les résistants. Dans le Nord, les hommes de plus de 30 ans ont été les plus touchés par l'augmentation du coût des intrants agricoles, et ils ont pris la tête des rangs des Comités de barrages pour stopper le pillage des richesses extraites de leurs terres, et ce par une route passant sur leurs terres, et dont les revenus vont à un gouvernement qui les appauvrit par ses politiques économiques hostiles.

Nous avons également assisté à l'utilisation de la forme organisationnelle du Comité lors du sit-in des étudiantes internes – à la résidence universitaire de Hajjar – où un crime de viol a été commis et a été suivi de l'omerta de l'administration. Les étudiantes ont annoncé un sit-in, et constitué un comité de sit-in de la résidence Hajjar depuis le 25 janvier 2022, exigeant une enquête juste et transparente, leur droit aux services de base, et la construction d'un nouveau système de logements et de services accessibles à tous les étudiants-es au Soudan pour protéger leur droit fondamental de l'accès à l'enseignement. Cette forme d'organisation louable s'est répandue parmi des franges du peuple soudanais qui l'ont mise à leur service de façon innovante, selon les besoins et les revendications.

## Manœuvres politiques... et nouveaux pactes

L'évolution organisationnelle s'est accompagnée de développements des prises de position politiques. Les Comités de Résistance ont été écartelés depuis le coup d'État entre leur refus du partenariat ou de la négociation avec le coup d'État et la position des élites internes et externes cherchant de nouvelles négociations avec l'armée. Les manœuvres des élites dirigeantes incluaient un accord entre le Conseil militaire et le Premier ministre du gouvernement renversé. En dépit du soutien international, cet accord n'a pas été en mesure d'arrêter les manifestations contre le régime militaire et pour un gouvernement totalement civil. Il a été rendu caduc lors de la démission du Premier ministre moins de deux mois plus tard et en l'absence de gouvernement.

Il y a eu aussi maintes manœuvres de parties contre-révolutionnaires au niveau régional ou international, notamment la mission des Nations unies au Soudan, qui a encouragé les Comités à entamer un

## Soudan

processus de dialogue avec l'armée. La mission des Nations unies a appelé à des réunions et à des consultations. La plupart de ces appels ont essuyé des rejets, ou des doutes, ou encore des demandes de retransmission en direct de ces réunions, que la mission s'est fait fort de refuser, révélant son rejet de la transparence et son appui aux manœuvres à huis clos loin du public. Cette série de pressions ont conduit à des discussions à tout va dans la sphère publique sur une charte politique et une feuille de route nouvelles qui encadreraient les revendications et les structures de résistance. Des Comités ont commencé à rédiger des chartes politiques.

Au cours des derniers mois, plusieurs propositions de chartes politiques ont été émises par des Comités de Résistance dans plusieurs États. Les Comités de Résistance de Mayerno dans l'État de Sennar au sud-est du pays ont publié une proposition de feuille de route en décembre 2021, qui prône la constitution de conseils locaux de Comités de Résistance et de syndicats pour passer aux conseils d'État puis au conseil national, qui choisit un Premier ministre. Cette proposition a été suivie le même mois par la proposition du Comité du quartier Al Saliha dans la capitale, qui a élaboré une charte politique qu'il a présentée en public afin de la soumettre au débat et aux amendements. En janvier 2022, les Comités de Résistance de Madani, dans l'État de Al Jazira, dans le centre du pays, ont publié une proposition plus détaillée de charte politique, qui contenait une analyse des problèmes économiques et historiques du Soudan résultant des structures économiques coloniales rentières et soulignant la nécessité d'un programme de développement révolutionnaire pour parvenir à la justice économique et mettre en œuvre le pouvoir du peuple et son droit à la richesse réelle. La proposition des Comités de Résistance de Madani a été acceptée et louée pour son analyse, qui reflétait la réalité et les priorités économiques des masses, et a été dénoncée aussi pour son utilisation de termes « *rapelant les propos des communistes* ».

Des accusations ont été portées contre les Comités de Résistance de Madani dans l'espace public, selon lesquelles leur proposition aurait été rédigée par le Parti communiste soudanais. Les Comités de Résistance de Madani ont refusé ce dénigrement de leurs capacités et l'accusation qui leur était portée « *d'être les muscles d'une résistance sans tête* ». Cette accusation à l'encontre des Comités de Résistance de Madani découle en réalité

de l'histoire passée et présente du Parti communiste soudanais lui-même, qui n'est en réalité pas assez radical pour présenter une proposition comme celle de Madani. L'histoire récente et ancienne du Parti communiste soudanais épouse le modèle des alliances avec la bourgeoisie dirigeante ou « *le capitalisme national* » au lieu de travailler à établir le pouvoir alternatif des masses. C'est une orientation que le Parti communiste soudanais n'a toujours pas dépassée, y compris après ses divergences avec le gouvernement de transition et la coalition au pouvoir dont il est sorti au cours de la première année de transition, et même après le coup d'État. Nous croyons maintenant que la nouvelle position du Parti communiste sur les élites bourgeoises est de refuser de considérer ces dernières en tant qu'alliance ou blocs mais d'accepter de négocier avec elles séparément. Cela révèle que le Parti communiste a peut-être appris de la période de transition de nouvelles tactiques de négociation, mais qu'il est encore loin d'avoir revu sa position de principe consistant à reporter à plus tard les revendications des masses et la restructuration de l'État dans l'intérêt de ces dernières, pour conserver la direction du « *capitalisme national* ». Accuser la proposition des Comités de Madani d'avoir été rédigée par le Parti communiste revient à lui décerner des éloges immérités.

La proposition du Comité de Madani a été acceptée par des comités de Résistance de plusieurs États. Début février, ils ont annoncé une proposition intitulée « *Charte révolutionnaire du pouvoir populaire* » incluant la proposition des Comités de Madani, la feuille de route de Mayerno et un projet de code d'honneur des Comités de l'État du Kordofan. La charte amendée a été signée par les coordinations des Comités de Résistance de sept États.

Les Comités de Résistance de Khartoum ont également rendu publique une proposition de déclaration politique fin février 2022, intitulée « *Charte de fondation du pouvoir du peuple* ». Beaucoup de membres des Comités de Résistance de la capitale considèrent l'expérience de préparation de cette proposition comme importante et centrale pour la formation à la discussion et à la coordination entre les Comités, qui sont plus de 800 dans la capitale. Khartoum abrite plus d'un quart de la population du pays. La nature de la capitale, sa forte densité, sa proximité avec le gouvernement central et l'hétérogénéité des intérêts économiques selon les tranches de sa population, se sont reflétées dans les faiblesses de la déclaration, la

rendant moins cohérente dans les solutions proposées, moins radicale face aux problèmes structurels et manquant d'une analyse intégrée de la question soudanaise en comparaison avec la proposition de la Charte révolutionnaire, en particulier son analyse économique et la nomination du gouvernement du haut vers le bas, qui commence par celle du Premier ministre.

Une fois de plus, cela met en évidence la question de la nature géographique des Comités, qui restreint la capacité de ces derniers à adopter des positions révolutionnaires aux limites de leur implantation, de leur population et des circonstances environnantes. Néanmoins, les Comités de Khartoum s'efforcent de remédier à ces faiblesses en ouvrant leurs propositions à la discussion et aux amendements – tout comme aux propositions en amont – et en appelant à des débats publics et à des avis spécialisés pour participer aux critiques et aux formulations. Se vérifie aussi lors de ces discussions l'impact important de la multiplicité des propositions sur l'élargissement de l'horizon révolutionnaire des masses et l'approfondissement de la capacité à voir l'impact des formules de gouvernance sur leur vie et à réfléchir à des formulations alternatives plus proches de la réalisation du principe de « *Tout le pouvoir et toute la richesse pour le peuple* ».

Les discussions sur les propositions de chartes politiques se poursuivent en parallèle aux discussions sur la façon d'entretenir la flamme de la contestation qui continue au quotidien, comme devant le Palais de la République et les secrétariats des États à un rythme hebdomadaire, avec des affrontements avec les forces de répression, au cours desquels la révolution perd des martyrs, des blessés, voit des personnes se faire arrêter, mais ne cesse pas. Parallèlement à cela, il y a les grèves des travailleurs et des masses soudanaises et leurs sit-in de refus du régime militaire répressif, des bas salaires et les politiques économiques menant à l'appauvrissement. Citons : les mobilisations des travailleurs de l'Inspection générale de l'irrigation égyptienne exigeant une augmentation de leurs salaires, la grève des enseignants dans l'État de Kassala, le refus des employés de l'hôpital Ibrahim-Malik de la capitale de mettre en œuvre les augmentations des tarifs de prise en charge annoncées par le gouvernement putschiste, le refus par le Comité de Résistance du quartier d'Al Taif dans la capitale de la suppression du marché de quartier par la localité et sa défense des travailleurs informels, de leur droit au travail et à une vie décente, ainsi que d'au-

# Éléments sur la situation géostratégique mondiale

tres fronts de résistance organisés qui se multiplient avec l'augmentation des politiques oppressives et injustes.

L'enseignement fondamental et articulé que la révolution soudanaise s'emploie à développer maintenant répond aux deux questions : quelle est notre charte, c'est-à-dire notre voie politique révolutionnaire ? Et comment continuer la résistance pacifique face au putsch armé ? La réponse à ces deux questions réside dans le renforcement des organisations sur les lieux de résidence et de travail dans toutes les régions et tous les secteurs de l'État soudanais. Il y a des limites à ce qui peut être réalisé en discutant de propositions de chartes qui ne seraient pas issues de l'expérimentation. Nous devons les soumettre au test du terrain, commencer à mettre en œuvre leurs principes, les modifier et les développer en fonction des expériences. L'organisation sur les lieux de résidence et de travail ouvre le champ à différentes formes de résistance à travers l'exercice du pouvoir populaire sur le terrain et la transformation de la résistance d'un moyen de pression sur l'autorité à un moyen d'arracher le pouvoir dans l'intérêt du peuple.

Si la révolution soudanaise empruntait cette voie – et c'est réjouissant de voir qu'elle va dans cette direction – elle serait capable non seulement de vaincre le coup d'État, mais aussi de mettre en échec un système de rente élitiste qui existe depuis la colonisation anglo-égyptienne et s'est maintenu sous plusieurs gouvernements. Elle pourrait établir une nouvelle forme d'organisation de la vie dans l'intérêt des masses, un domaine dans lequel les armes des soldats sont vaines et où seul le pacifisme populaire révolutionnaire triomphe.

Cela nécessite sans aucun doute la mise sur pied d'une organisation révolutionnaire reposant sur la méthode d'une analyse révolutionnaire de la réalité. C'est le second pilier indispensable de la résistance, à côté des organisations sur les lieux de résidence et les lieux de travail, pour faire progresser les prises de position révolutionnaires et bénéficier du développement des organisations de masse, ainsi que pour proposer des solutions qui ne soient pas restreintes du fait de l'organisation géographique ou catégorielle. Cette relation symbiotique, à laquelle fait défaut aujourd'hui un élément, est essentielle à la montée de la révolution soudanaise. Nous croyons, au vu du développement du processus d'auto-organisation et des prises de position politiques, que l'organisation révolutionnaire émergera inévitablement. ■

9 mars 2022

**N**ous reproduisons ici trois textes (1) présentés lors de la réunion du Comité international (CI) de février 2022 pour ouvrir une discussion sur la situation internationale et dont nous avons convenu qu'ils constitueraient ensemble la base de notre élaboration future. Il s'agit donc là de contributions au débat, qui se poursuit, et non de résolutions adoptées.

*Cette première discussion se déroulait en ligne quelques heures avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Nous renvoyons donc également à la déclaration du 1<sup>er</sup> mars 2022, adoptée après cette attaque par le Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale (2). Cette agression impérialiste prouve que la situation géopolitique mondiale est très volatile, ce que nous avons analysé dans ce texte. La priorité stratégique de Joe Biden était la Chine et la région indo-pacifique. Il est obligé à présent de se concentrer sur la Russie et l'Europe. En tout cas, la place centrale occupée par l'Eurasie dans les grands rapports de force et les différends se confirme.*

*La discussion au sein du CI a souligné la nécessité d'approfondir la réflexion :*

- (a) sur l'articulation entre les crises économique-sociale et géopolitique (en plus de la crise écologique), notamment après la crise économique-financière décisive de 2007-2008 ;*
- (b) sur la question de savoir si, depuis la pandémie, cette combinaison de crises sans précédent a ouvert un nouveau moment, bien que défensif, dans la situation mondiale ;*
- (c) sur la reprise par la IV<sup>e</sup> Internationale de l'idée de la crise de la reproduction sociale, du care (d'où l'importance à accorder aux thèmes du social care dans notre programme).*

La défaite internationale que les mouvements révolutionnaires ont subie dans les années 1980 dans tous les grands secteurs géopolitiques a ouvert la voie à la contre-révolution néolibérale, à la mondialisation et financiarisation capitalistes de l'économie, à la réintégration dans le marché mondial de la Chine et de la Russie, initiant une nouvelle phase d'expansion du capital.

La phase triomphante de la mondialisation a été accompagnée d'une succession de soubresauts financiers, jusqu'à la grande crise dite des subprimes en 2007-2009, dont les conséquences perdurent aujourd'hui encore. L'impact économique et social de ces crises, et en particulier de la dernière, a été considérable, contribuant notamment à une redistribution internationale du capital aux dépens des pays les plus touchés (rachat d'entreprises à prix cassés) et à l'appauvrissement brutal de couches sociales. Dans plus d'un pays, les classes moyennes, ruinées, ont basculé à cette occasion dans la réaction.

Sur fond de crises pandémie (Covid-19), climatique et, plus généralement, écologique, la phase triomphante de la mondialisation capitaliste a laissé place à une mondialisation conflictuelle, lourde de contradictions. Un arc de crises anciennes (dette, gouvernance internationale, etc.) s'imbrique dorénavant de façon particulièrement dynamique et explosive, ouvrant une crise globale, multidimensionnelle, et imprimant un cours nouveau à la lutte géopolitique pour l'hégémonie entre les États-Unis et la Chine.

Le grand capital impérialiste (Occident, Japon) était convaincu de pouvoir se subordonner la Russie et la Chine (devenue l'atelier du monde) – et il aurait pu en être ainsi. Il n'avait pas prévu que les nouvelles classes bourgeoises en Chine, particuliè-

1. Les deux autres textes sont : « Contribution à l'élaboration d'un programme écosocialiste dans le cadre de la nécessaire réduction de la production matérielle globale » (en p. 40) et « L'économie mondiale dans une planète en crise » (en p. 36).

2. Voir en p. 3.

# Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale

rement, pourraient s'appuyer sur l'héritage de la révolution (à commencer par l'indépendance) pour utiliser à leur profit la liberté de circulation des marchandises et du capital instauré dans le marché mondial. Bien que la formation sociale chinoise présente effectivement des traits de subordination, le pays est devenu la deuxième puissance mondiale, bouleversant les rapports géopolitiques. Quant à la Russie, elle réaffirme son intention de maintenir sa zone d'influence autour de ce qui était autrefois l'empire tsariste et l'Union soviétique.

Le cadre général d'analyse développé par la IV<sup>e</sup> Internationale depuis le dernier Congrès mondial reste valide, mais la situation évolue rapidement. Nous devons prendre pleinement la mesure de l'accélération de la crise globale ouverte par le capitalisme, une question qui irrigue les trois textes en discussion au CI.

## 1. Approfondissement, aggravation des dynamiques antérieures

Après 40 ans de mondialisation néolibérale sous l'égide des États-Unis, les chaînes financières, de production et de services sont internationalisées. La « logique » du capital mondialisé exige une liberté de spéculation et d'investissement sans frontières. Elle entre en contradiction avec la « logique » d'États qui, non seulement, limitent la libre circulation des travailleurs, mais s'opposent aujourd'hui au nom d'intérêts géostratégiques. Les conflits entre puissances conduisent en effet à découper des « camps » dans un monde marqué par un très haut degré d'interdépendance économique, interférant de plus en plus négativement avec le « bon fonctionnement » du système économique capitaliste (développement de technologies concurrentes et incompatibles...). Parmi les derniers exemples en date : Washington impose un durcissement des contrôles étatsunienne (incluant un audit) sur les entités étrangères cotées à Wall Street et en réponse, au nom de la souveraineté nationale, Pékin commence à imposer à certaines des entreprises chinoises concernées par cette menace leur « rapatriement » à Hong Kong, ce qui pourrait conduire à un « découplage financier » international, de concert avec un « découplage technologique » partiel...

Dans le même temps, l'idée d'une « nouvelle guerre froide » entre une alliance occidentale (entendue dans son sens politique : incluant le Japon, la Corée du

Sud, l'Australie...) et la Chine (avec ou sans la Russie) est de plus en plus propagée. À l'époque des « blocs Est et Ouest », la formule de la guerre froide était déjà inadéquate, car symptomatiquement euro-péocentrique : la guerre en Asie était fort chaude, il suffit de se rappeler l'escalade américaine au Vietnam. À ce stade, l'analogie avec la situation de l'après-guerre est trompeuse, car la situation mondiale diffère profondément, la Chine et la Russie étant intégrées dans le même marché mondial que les États-Unis ou l'Union européenne. La mondialisation capitaliste est un fait essentiel.

Dans le domaine militaire, deux points chauds sont apparus : Taïwan entre les États-Unis et la Chine ; l'Ukraine et la mer Noire entre la Russie et l'Occident. Plus généralement, la course aux armements entre dans une nouvelle étape qui pourrait voir la mise au point d'armes (hypersoniques...) bouleversant les systèmes de missiles et boucliers antimissiles. La « miniaturisation » de l'arme nucléaire vise à rendre son utilisation sur un théâtre d'opérations politiquement acceptable. Les attributs de Grandes Puissances se complexifient. La Navale, avec ses armadas porte-avions et sa flotte de sous-marins, doit être aujourd'hui complétée par une recherche d'hégémonie dans l'espace, ainsi qu'en matière d'intelligence artificielle (permettant notamment la manipulation de l'information et des communications).

## 2. Une situation sans précédent

Pour répondre politiquement aux enjeux présents, nous devons donc partir de l'existence d'une convergence ou d'une articulation des crises, en un moment de bifurcation de l'histoire qui constitue un défi majeur pour tous les acteurs politiques.

● La crise écologique globale dont les peuples subissent déjà les effets et dont la réalité devient perceptible, provoquant des prises de conscience et le développement de nouveaux mouvements de résistance. Il s'agit bien évidemment du réchauffement climatique, mais aussi de l'effondrement de la biodiversité, de l'érosion des sols, de la raréfaction des ressources en eau potable...

● La crise de la mondialisation capitaliste qui ne se manifeste pas par une démondialisation ordonnée, mais par des contractions croissantes au sein d'un ordre néolibéral dominant qui n'est pas fondamentalement remis en cause, alors précisément qu'elle manifeste les désordres engendrés par le mode de régulation capi-

taliste néolibéral qui a commencé à être imposé voilà une cinquantaine d'années.

● La crise de la gouvernance capitaliste internationale (le « multilatéralisme ») dont Donald Trump a été le détonateur, mais que l'élection de Joe Biden ne permet pas de surmonter aisément. Elle exprime en effet une fracture du projet politique stratégique bourgeois, qui dure depuis le début du siècle, mais s'est aggravée ces 15 dernières années, entre les secteurs qui parient sur le vieux néolibéralisme démocratique cosmopolite et ceux qui, au vu de la perte de légitimité des « démocraties » dans le monde, parient sur des voies post-fascistes (nationalistes, xénophobes, racistes, obscurantistes) dont Trump, Bolsonaro, Duterte, Modi, Erdogan et tant de mouvements à l'Est comme à l'Ouest, au Nord comme au Sud, sont des exemples.

● La crise sanitaire provoquée par les particularités de la pandémie Covid-19. Contrairement à de précédentes épidémies de coronavirus, elle a pris une dimension proprement mondiale et s'est inscrite dans la durée du fait, notamment, d'une capacité de mutations de Sars-Cov-2 bien supérieure à ce qui était initialement prévu et de l'intensité des échanges dans le cadre de la mondialisation. Nous étions déjà entrés dans une nouvelle période d'épidémies répétées, nous savons maintenant à quel point il s'agit d'un enjeu central à l'échelle internationale ! L'ampleur de la présente pandémie est sans précédent depuis la Première Guerre mondiale (la grippe dite « espagnole »).

● La crise sociale alimentée par les politiques néolibérales et l'ampleur des dettes publiques ou privées débouchant sur les processus de précarisation générale de secteurs sociaux entiers et au déchirement du tissu social dans diverses parties du monde. Exacerbées par le degré d'enrichissement des plus riches, par les épidémies et pandémies, les inégalités se creusent de façon exponentielle, tant sur le plan international entre diverses régions, que sur le plan national au sein de la plupart des pays.

● La crise démocratique avec une tendance dominante aux attaques généralisées contre les libertés démocratiques ou les droits des personnes et des secteurs sociaux populaires, à la radicalisation de régimes autoritaires et la montée d'extrêmes droites et de courants fascistes de nature variés (y compris de références religieuses, et ce dans toutes les religions d'extension internationales).

● La crise de la citoyenneté avec l'accen-

tuation des oppressions de classe, de genre, de « race », la remise en cause du droit de vote pour toutes et tous dans un nombre croissant de pays, et la perte de substance de la « *démocratie bourgeoise* » d'antan jusqu'en Occident.

Ces crises se combinent, se nourrissent les unes les autres, provoquant de multiples résistances sociales, parfois massives, y compris avec d'importantes répercussions politiques (voir l'élection présidentielle au Chili), mais qui ont du mal à s'inscrire dans la durée et à se coordonner.

### 3. Les conflits inter-impérialistes de grandes puissances

La situation politique internationale est dominée par le conflit Washington/Pékin, la puissance établie (les États-Unis) faisant face à l'expansion de la puissance montante (la Chine), avec la Russie cherchant dans ce contexte à renforcer sa main. Il serait aventureux de prétendre prévoir l'avenir de ces conflits qui dépendra, notamment, de l'évolution de la situation interne dans ces pays.

Joe Biden a réussi ce qu'Obama avait voulu, mais n'avait pas pu : redéployer le dispositif étatsunien dans l'océan Pacifique, tout en s'appuyant sur des puissances régionales au Moyen-Orient (Israël, Arabie saoudite, Égypte...) pour défendre ses intérêts dans cette partie du monde. Face à la Chine, il veut renégocier le Partenariat transpacifique. Il a formalisé ses alliances dans le théâtre d'opérations indo-pacifique en donnant un contenu plus opérationnel à l'accord Quad (États-Unis, Inde, Japon, Australie) et en signant l'accord Aukus avec l'Australie et la Grande-Bretagne. C'est un succès du point de vue de l'impérialisme étatsunien qui, par ailleurs, possède la première armée au monde (de loin), et bénéficie d'un réseau sans pareil d'alliances étatiques et de 750 bases militaires réparties dans 80 pays.

La Chine en revanche ne possède qu'une seule véritable base militaire à l'étranger, même si elle possède de nombreux ports dans le monde où sa flotte peut mouiller. En dehors de l'Eurasie, elle n'a pas d'alliés de poids, même si elle a des États clients. Notons cependant que :

- Si la débâcle afghane n'a pas signifié le retrait étatsunien de la zone asiatique, elle renforce la main de la Chine en Asie cen-

trale.

- Des alliés des États-Unis, comme l'Inde ou le Japon, ont leurs propres intérêts à défendre face à la Chine qui ne correspondront pas nécessairement toujours avec les priorités de Washington.

- Les États-Unis sont moins présents sur le continent eurasiatique que la Chine dont l'expansion est considérable. L'Union européenne a joué hier un rôle important pour consolider l'ordre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), mais elle ne pèse que fort peu dans les principales zones de conflit. Elle n'offre même pas aux États-Unis un allié efficace sur le continent, en particulier quand la Chine et la Russie s'allient. L'Europe de l'Ouest, berceau des impérialismes traditionnels, n'est pas le centre de gravité de l'Eurasie.



- Malgré leur suprématie militaire globale, les États-Unis ne sont pas en position de force en mer de Chine que Pékin a militarisée aux dépens des pays limitrophes. La puissance de feu chinoise dans cet espace est décuplée par sa proximité géographique, jamais bien loin de ses côtes, et par un dispositif de transport continental qui lui permet un déploiement rapide de ses forces. Un conflit militaire autour de Taïwan tournerait à son avantage.

Bien entendu, Washington aurait la possibilité de contre-attaquer ailleurs en coupant militairement les lignes d'approvisionnement de Pékin, en réduisant ses possibilités d'utiliser les échanges bancaires internationaux, etc. Mais cela voudrait dire s'engager dans un conflit mondial avec des risques d'effondrement du système économique. Objectivement, ni la Chine ni les États-Unis n'ont intérêt à un tel conflit. La guerre est improbable, mais elle n'est pas impensable. Un accident est tou-

jours possible, ainsi qu'une crise politique ou sociale dans l'un des pays concernés. La position de Joe Biden est très fragile, le trumpisme reste très puissant aux États-Unis. La position de Xi Jinping n'est pas consolidée, peut-être plus fragile qu'il n'y paraît.

La **Russie** bénéficie de sa position géostratégique en Eurasie, de ses ressources énergétiques, de sa production d'armements, de son savoir-faire en matière de logistique militaire, de sa flotte de sous-marins (bien supérieure à celle de la Chine), de solides points d'appui au Moyen-Orient (notamment en Syrie), de ses réseaux de pirates informatiques. Elle ne constitue pas à proprement parler une troisième puissance mondiale, mais elle s'est renforcée dans son espace géopolitique en soutenant la répression brutale des manifestations en Biélorussie ou au Kazakhstan, en maintenant la Géorgie divisée, en jouant le bras de fer sur l'Ukraine et la question de l'OTAN... Elle peut de même concurrencer ses rivaux en Afrique, grâce notamment à l'exportation de ses mercenaires (l'organisation Wagner) en contrepartie d'avantages économiques et politiques.

La Russie et la Chine se font concurrence, tout particulièrement dans les anciennes Républiques soviétiques d'Asie centrale, mais elles font aussi bloc contre l'Alliance atlantique et l'OTAN. Dans la situation présente, l'alliance entre Pékin et Moscou tend à se consolider, en faisant peser la menace d'un conflit militaire simultané autour de Taïwan et aux frontières est-européennes.

Le **Japon** est directement concerné par les deux points « *chauds* » que sont la péninsule coréenne et Taïwan. Tokyo vise, en profitant de ce contexte, à achever sa politique de réarmement complet, à s'émanciper définitivement de la clause pacifiste de la Constitution japonaise et à neutraliser la pression d'une opinion publique anti-guerre. Le rôle de l'impérialisme nippon croît dans le Pacifique Nord.

Les **puissances impérialistes européennes**, l'Allemagne et la France en premier lieu, se trouvent en position de marginalité par rapport au conflit États-Unis/Chine. Plus généralement, elles se trouvent en situation de faiblesse face aux enjeux internationaux. L'Union européenne est affaiblie à la fois par le Brexit et le poids maintenu de la pandémie en Europe de l'Ouest, qui compromet sa place dans

## Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale

la reprise économique. De plus, une série de ses contradictions se révèlent être un obstacle pour jouer un rôle politique correspondant à son poids économique de troisième pôle mondial.

L'Union européenne est, elle aussi, largement dépendante des chaînes de valeurs internationales et, de plus, l'Allemagne est dépendante de la Russie pour son approvisionnement en énergie (renforcé par la réalisation du gazoduc Nordstream 2) et la Chine détient une place importante dans ses exportations.

Les préoccupations principales des dirigeants européens, avant tout allemands, se situent à l'Est et dans le bassin oriental de la Méditerranée, avec à la fois la question ukrainienne, les relations au sein d'une UE affaiblie avec le groupe de Visegrad (Pologne, Hongrie, République tchèque et Slovaquie) dont les régimes jouent la carte de la contraction nationaliste avec des régimes autoritaires.

De plus, les dirigeants européens cherchent à avoir une politique indépendante vis-à-vis de la Russie avec laquelle ils doivent gérer la question ukrainienne.

Les États-Unis, tout en ayant, avec l'administration Biden, encore augmenté l'aide militaire à l'Ukraine (elle arrive en 3<sup>e</sup> position de l'aide militaire américaine, après Israël et l'Égypte), appuient, pour l'instant, la politique de modération demandée par l'Allemagne en refusant la prolongation des sanctions visant la mise en service de Nordstream 2.

À la question ukrainienne, s'ajoute celle de la politique turque. Tout en pesant au maximum comme membre de l'OTAN, notamment dans le soutien au gouvernement ukrainien, et en cherchant le soutien de l'Allemagne, la Turquie joue sa propre partition dans le bassin oriental de la Méditerranée. Ce pays joue un rôle de verrou policier contre l'accès des migrants en Europe, et cherche à développer sa propre indépendance énergétique et son rôle régional, par ses accords avec la Libye et ses prospections gazières sous-marines, concurrente du projet EastMed Grèce/Israël/Chypre qui a le soutien de la France.

De plus, la France, notamment, qui a beaucoup moins de poids économique vis-à-vis de l'Europe de l'Est, de l'Ukraine et de la Russie, essaie de compenser cette faiblesse par son poids diplomatique et son statut de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies. Mais elle a déjà perdu beaucoup de son poids dans le Maghreb ; elle est aussi affaiblie par la situation dans les Antilles fran-

çaises et son coup de force en Kanaky et se retrouve de même en situation de faiblesse dans sa zone d'influence traditionnelle en Afrique subsaharienne. Le retrait du Mali fait ressortir l'incapacité de ses forces militaires de sécuriser les intérêts impérialistes dans une zone importante d'approvisionnement en matières premières. L'Allemagne, d'ailleurs, a accru ces dernières années ses efforts pour elle aussi prendre part au dispositif militaire dans une région qui, malgré des enjeux économiques importants dans les années à venir, n'est plus une zone préservée pour les intérêts économiques européens.

De façon générale, les puissances régionales peuvent jouer leur propre jeu et pas seulement servir de relais qui aux États-Unis, qui à la Chine, qui à la Russie, qui au Japon. Si les rapports de domination de type « nord-sud » n'ont pas disparu, ni le Nord ni le Sud ne sont aujourd'hui des réalités homogènes.

### 4. L'Eurasie et la zone Indo-Pacifique

Le conflit États-Unis/Chine se joue sur tous les continents, mais pas sous les mêmes formes ni avec la même intensité. Suivant les continents et les zones océaniques, les autres impérialismes et les puissances régionales jouent des rôles plus ou moins importants. L'histoire politique et l'héritage des mouvements populaires façonnent diversement les résistances à l'ordre néolibéral.

L'ensemble formé par l'Eurasie et la zone Indo-Pacifique occupe cependant aujourd'hui une place nodale dans l'économie et la géopolitique mondiale.

C'est dans cet ensemble que toutes les grandes puissances se retrouvent face à face, y compris sur le plan militaire. La crise coréenne concerne très directement les États-Unis, le Japon, la Russie et la Chine. La mer de Chine est l'une des principales voies de communication économiques du monde, où le droit de navigation est l'objet de constants conflits. Des arcs de bases étatsuniennes visent à contrôler de déploiement au grand large des forces navales chinoises. Les États insulaires du Pacifique sud sont l'objet d'une intense lutte d'influence entre États-Unis, Australie, Chine (et France grâce au maintien de la Kanaky-Nouvelle Calédonie dans le giron colonial).

**Moyen-Orient.** La stabilité relative de la situation au Moyen-Orient n'est peut-être que temporaire. Elle peut laisser rapidement place à une crise « chaude », en

tout cas en ce qui concerne la question de l'Iran [à développer].

En **Amérique latine**, les États-Unis maintiennent le blocus économique-financier des gouvernements de Cuba et du Venezuela, avec lesquels ils mènent la traditionnelle lutte idéologique. Ils préservent leurs bases militaires en Colombie, maintiennent la Quatrième Flotte dans l'Atlantique Sud, effectuent des manœuvres militaires conjointes avec l'armée brésilienne de Bolsonaro et poursuivent leur présence économique et politique traditionnelle en Amérique centrale continentale.

Dans l'ensemble, cependant, les grandes multinationales américaines partagent de plus en plus le marché de l'« arrière-cour » avec des banques, des industries et des sociétés de télécommunications d'Europe, de Chine, de Corée et même d'Inde. M. Biden utilise les négociations avec le gouvernement mexicain pour tenter de faire en sorte que ce partenaire subalterne ralentisse la vague de migration en provenance d'Amérique centrale, des Caraïbes et du Sud. Sous sa direction, les États-Unis ont mis un terme aux escarmouches directes avec la Bolivie, le Chili et l'Argentine, bien que les situations instables au Pérou, probablement au Chili et au Brésil polarisé, puissent les conduire à de nouvelles poussées interventionnistes.

[Il manque une synthèse africaine]

### 5. Pour un renouveau internationaliste

L'internationalisme est l'expression d'une solidarité qui constitue l'un des fondements essentiels à notre engagement dans le combat pour le socialisme. Il est aussi une nécessité stratégique. Nos adversaires opèrent mondialement. Les défis auxquels nous sommes confrontés ne peuvent être relevés qu'à l'échelle internationale.

Contribuer à un renouveau internationaliste constitue ainsi l'une des principales responsabilités de notre Internationale. Il faut, à cette fin, collaborer avec toutes les forces qui y sont disposées en s'opposant partout à l'impérialisme, en luttant partout pour une « démocratie réelle », en défendant partout les peuples opprimés.

● Le « campisme » représente un obstacle majeur à la mise en œuvre d'un tel internationalisme. En se situant sur le plan des rapports entre États, avant celui de la solidarité entre peuples, il conduit en effet à sacrifier des populations victimes d'une grande puissance (en l'occurrence la Chine et la Russie) et de régimes représ-

sifs (ou de mouvements contre-révolutionnaires), du moment qu'ils seraient peu ou prou anti-américains.

À l'époque de la guerre froide, et jusqu'à la fin des années 1980, le campisme amenait des courants de gauche à oublier ou justifier les crimes des bureaucraties soviétiques et chinoises par la défense de régimes issus de révolutions socialistes. Dans les deux dernières décennies, la nécessaire mobilisation face aux interventions impérialistes amena aussi certains à taire la nature réactionnaire des régimes de Saddam Hussein, Bachar el-Assad ou de Kadhafi, ignorant la nécessaire solidarité avec les courants démocratiques de résistance à ces régimes et érigeant des dictateurs en champions de la lutte anti-impérialiste. Aujourd'hui, l'histoire se répète sous forme caricaturale et les régimes de Poutine et de Xi Jinping trouvent dans les pays occidentaux de véritables ambassadeurs au sein de la gauche, gommant la nature inter-impérialiste des conflits qui opposent États-Unis, Chine et Russie et excusant la nature oppressive et dictatoriale de ces régimes, comme si ne se posait pas, dans ces pays comme ailleurs, la nécessité d'imposer les droits démocratiques.

• Avec la pandémie Covid-19, le coût exorbitant que nous payons du fait de l'ordre néolibéral et de l'emprise de Big Pharma a été mis en pleine lumière. Cette leçon de choses est valide pour toutes les épidémies, notamment là où le Covid-19 n'est pas le plus meurtrier. Le combat pour le droit à la santé a véritablement pris une dimension internationale autour de l'exigence de la levée des brevets sur les vaccins contre le coronavirus et pour permettre aux pays du Sud de produire les vaccins et d'assurer des campagnes de vaccination efficaces. À l'autoritarisme prévalent dans la gestion de la crise par les classes dominantes, il faut opposer les principes d'une politique de démocratie sanitaire associant les populations à la définition et la mise en œuvre de la santé communautaire. Aux courants obscurantistes qui se nourrissent de cette crise, il faut opposer notre politique alternative, mais aussi contribuer à assurer une information rationnelle, où l'analyse est fondée sur l'état (autocritique) des connaissances scientifiques.

● Il est urgent de se mobiliser pour la reconstitution d'un mouvement anti-guerre mondial. Même si l'on peut aujourd'hui penser que la guerre entre grandes puissances est improbable, elle n'est pas inimaginable. La menace de guerre est en elle-

même inacceptable, en particulier quand elle prend une dimension nucléaire, ce qui est le cas aujourd'hui. À l'heure de la crise climatique, il est totalement irresponsable de déployer des centaines de milliers de soldats et toute la logistique qui va avec – le fait que l'armement fasse partie des secteurs qui ne sont pas pris en compte dans le calcul prévisionnel du réchauffement climatique est d'une hypocrisie sans nom ! S'en remettre à la diplomatie pour sauver la paix, c'est hypothéquer l'avenir et avaliser l'idée selon laquelle les peuples ne pourraient être, au bout du compte, que des spectateurs passifs.

Le sentiment anti-guerre a été ravivé dans divers pays (dont les États-Unis), notamment par la crise afghane, mais la capacité d'actions anti-guerre coordonnées sur le plan international reste bien en deçà des nécessités. Nous devons retrouver et raviver les meilleures traditions des puissants mouvements anti-guerre des années 1970. Les puissants mouvements anti-guerres des années 1960 et 1970 aux États-Unis et en Europe, les mobilisations contre le déploiement des Pershing dans les années 1980, ont joué un rôle essentiel dans l'arrêt des escalades militaires et vivifié, à l'époque, les mouvements populaires et les mobilisations de la jeunesse. Des forces militantes vives se mobilisent aujourd'hui dans beaucoup de pays contre les injustices sociales, le réchauffement climatique et les discriminations sexistes et raciales. Il devient aussi une tâche militante urgente de construire un mouvement international anti-guerre qui édifie une solidarité et mette au premier plan le droit des peuples menacés par les interventions des impérialismes concurrents.

● La question des migrations et des frontières a pris une ampleur sans précédent. Des murs physiques ne cessent de s'ériger en Europe, en Amérique du Nord, ainsi que des murs juridiques (détention de migrant·es au large de ses côtes par l'Australie, accords entre l'Union européenne et la Turquie...).

L'Europe forteresse n'a jamais si bien mérité son nom avec Frontex, une agence disposant aujourd'hui de pouvoirs exorbitants et opaques.

La solidarité doit s'affirmer de part et d'autre des murs, pour la sauvegarde des populations déplacées, pour le respect de la liberté de déplacement ainsi que du droit d'asile que les gouvernements concernés ignorent de façon délibérée (voir notamment le sort fait aux réfugié·es syriens ou afghans).

Les déplacements forcés de popula-

tion sont une conséquence inévitable de la crise globale que nous traversons et qui est, pour une grande part, de la responsabilité de l'ordre dominant (nourrissant la crise écologique et la précarité généralisée). La très grande majorité des migrations sont régionales (entre pays dit du Sud), voire nationales (au sein d'un même pays). Une réalité que le discours anti-migrants dans les pays du « centre » masque volontairement.

● Les « murs » ne se construisent pas que sur les continents. Le droit maritime façonné par l'intérêt des puissances multiplie des frontières maritimes qui privatisent et contribue à militariser les mers et les océans. L'avenir écologique de la planète et les conséquences du réchauffement climatique se jouent pour une part importante dans les océans. Les océans doivent (re)devenir un bien commun, des espaces de coopération internationale au bénéfice des populations riveraines vivant de la pêche et de la sauvegarde de la biodiversité.

● À la politique de sécurité imposée par les autorités, opposons une politique de sécurité fondée sur la solidarité entre peuples et la primauté des droits. À cette fin, contribuons à renforcer les alliances entre mouvements progressistes dans toutes les zones de conflits pour affirmer les solidarités par-delà les frontières – comme cela se fait entre Pakistanais et Indiens, par exemple, contre la menace nucléaire, en déployant des structures de coopération régionales (en Asie du Sud), en Europe orientale...

● Contribuons à renforcer les traditions de soutiens réciproques entre ces réseaux régionaux et à les mobiliser en commun face à des crises particulièrement importantes (Birmanie).

● Contribuons aussi à renforcer les mouvements de solidarité envers les populations victimes de catastrophes plus ou moins naturelles (ouragans, tremblements de terre...), de crises sanitaires (pandémies...), de régimes dictatoriaux... voire des trois à la fois en assurant une aide matérielle et un appui politique.

Par-delà les prises de position de principe, le renouveau internationaliste ne peut se réaliser qu'au travers de multiples mobilisations et actions concrètes. C'est en s'engageant dans ces campagnes concrètes que le l'internationalisme redeviendra un bien commun. ■

23 février 2022

# L'économie mondiale dans une planète en crise

## Perturbations logistiques, inflation, fébrilité financière, inégalités croissantes, résistances et exigences populaires

### 1. Persistance d'une crise sanitaire aux effets inégaux

● La crise générale du capitalisme est associée à une crise du métabolisme de la société humaine et du système terrestre. On assiste à un enchaînement de crises : l'apparente sortie d'une crise nous amène rapidement dans une nouvelle.

● Le Covid-19 est loin d'être derrière nous, l'étape actuelle peut être caractérisée comme une crise mondiale de la santé. La maladie semble prendre un caractère endémique (1), tendant à augmenter de façon permanente la mortalité des populations les plus vulnérables. Ceci confirme les analyses qui lient l'apparition de nouvelles maladies aux conditions de vie de l'humanité sur une planète finie et à la biodiversité dégradée.

● Le taux de vaccination reste très inégal, avec plus des deux tiers en moyenne dans les pays développés, mais moins de 10 % dans les « *pays les moins avancés* ». Cela met en lumière l'irrationalité du système pharmaceutique, soumis à l'intérêt des grandes corporations pharmaceutiques et non pas à des critères de santé publique mondiale. L'apparition de nouveaux variants est aussi le résultat de cette vaccination inégale. Cet écart de vaccination

implique des inégalités de croissance et de reprise de l'emploi, inégalités sociales et écarts de productivité du travail (2).

● Il faut ajouter à cela la destruction, par l'offensive néolibérale mondiale de ces dernières décennies, des systèmes nationaux publics de soins, et en particulier hospitaliers, que ce soit dans les principaux pays capitalistes ou dans le Sud global. Cette dégradation qualitative a amplifié largement les effets sanitaires et sociaux de l'épidémie de coronavirus. Le bilan humain de la pandémie de Covid ne sera en fait réellement connu qu'une fois compilées les comparaisons de la mortalité dans les différentes parties du monde, avant, pendant et après la période de la pandémie.

### 2. Explosion des inégalités

● La période pandémique a été aussi une période de profits extraordinaires pour quelques fortunes et pour les plus grandes compagnies, ce qui en partie a contribué à une fulgurante montée des cotations boursières (3). Le S&P 500 a augmenté de 27 % en 2021, avec 11 compagnies qui ont doublé leur valeur en bourse.

● Selon Oxfam, « *la fortune des milliardaires a plus augmenté en 19 mois de pandémie que pendant la dernière décennie* ». « *Tandis que la fortune des 10 milliardaires les plus riches du monde a doublé durant la pandémie, 160 millions de personnes sont tombées dans la pauvreté* ». Cette explosion des inégalités sévit partout dans le monde. Les femmes, les personnes racisées, et les habitant-es des pays en développement sont les plus impacté-es par la violence des inégalités.

● La pandémie a également fait reculer l'objectif de parité femmes-hommes à 135 ans si l'on prolonge le rythme actuel, contre 99 ans auparavant. 252 hommes se partagent aujourd'hui plus de richesses que le milliard de filles et de femmes vivant en Afrique, en Amérique latine et aux Caraïbes réunies (4).

● La précarité renforcée par les fermetures partielles des centres de travail, l'arrêt de l'activité économique, l'engorgement partiel ou total des systèmes de santé, a touché en priorité les populations plus vulnérables, les travailleurs, les femmes et les populations racisées. Ainsi les populations africaines qui ont été accablées par la paralysie des secteurs productifs, du tourisme et du très important secteur informel qui les entoure, ont aussi été étranglées par l'endettement sans fin, de plus en plus imposé aux créanciers particuliers – non concernés par les suspensions du paiement de la dette occasionnellement mises en scène par les organismes internationaux – et sont toujours plus ciblées par la fermeture des frontières européennes aux circulations humaines.

● La pandémie et la crise climatique et environnementale ont donc massivement accentué les inégalités ainsi que la perception et l'expérience réelle de ces inégalités. Du fait de leur sous-financement et de leur attribution non démocratique, l'inadéquation des ressources de la société en termes de soins à sa population a été fortement mise en évidence. Nous entendons par soins l'ensemble des ressources sociales – santé, éducation, logement, loisirs et culture, emploi et revenus, droits politiques – qui permettent à la population de jouir d'un niveau de vie décent.

● Cette perception de l'inégalité a provoqué des luttes et des protestations, même aux moments de la pandémie où les restrictions sur l'activité sociale étaient les plus sévères. Bien que certains succès limités aient été obtenus, ces luttes ne se sont pas transformées en une remise en cause générale de la société existante, malgré quelques mouvements de masse pour la démocratie.

● Entre-temps, le contexte est toujours celui d'une crise migratoire permanente, avec en 2021 près de 82 millions de personnes déplacées par la force (comme les effets de la victoire des talibans en Afghanistan) et cela sans compter les réfu-

1. Nicky Phillips, « The coronavirus is there to stay – here's what that means », *Nature*, 16 février 2021 : <https://www.nature.com/articles/d41586-021-00396-2>

2. Pour un développement de cette analyse, voir Eric Toussaint, « La pandémie du coronavirus a renforcé le fossé entre Nord global et Sud global », *CADTM*, 23 décembre 2021 : <https://www.cadtm.org/La-pandemie-du-coronavirus-a-renforce-le-fosse-entre-Nord-global-et-Sud-global>

3. « *Il y a des pénuries de toutes les marchandises imaginables, une inflation galopante, des conflits politiques, des guerres de races et de classes, mais il y a aussi certains des meilleurs bénéfices d'entreprise jamais enregistrés* », a déclaré Jim Paulsen, stratège en chef des investissements chez Leuthold Group cité par le *Financial Times* (<https://www.ft.com/content/e510d763-3864-421c-ba32-8653152c01c6>).

4. « Les inégalités tuent. Face aux inégalités records engendrées par la Covid-19, l'urgence de mesures sans précédent », *Oxfam*, 17 janvier 2022 : <https://www.oxfam.org/fr/publications/les-inegalites-tuent>

giées climatiques, que l'on estime à 20 millions par an. Ce qui est particulièrement en crise, ce sont les politiques d'accueil des migrants, que ce soit en Europe, en Amérique du Nord ou en Australie, qui renoncent à tout principe humanitaire de base. Il n'est en fait pas possible de faire la différence entre les demandeurs d'asile pour des causes politiques, pour des raisons socio-économiques ou du fait des catastrophes climatiques. Les restrictions aux voyages instaurées à cause de la pandémie, et l'instauration du pass-Covid dans les pays développés, deviennent de nouvelles entraves au libre mouvement des personnes.



### 3. Une reprise économique pleine de problèmes et de contradictions

● Au cours des derniers mois de 2021, une certaine reprise économique mondiale s'est manifestée. Cependant, les derniers pronostics économiques du FMI, publiés le 25 janvier 2022, revoient encore à la baisse les prévisions de croissance pour 2022, du 4,9 % annoncé en octobre 2021 à 4,4 % (5). Dans le contexte actuel, la reprise se traduit par de nombreuses contradictions, différenciations et problèmes.

● L'inflation est en hausse et dans des records décennaux pour 2021, tels que mesurés par l'indice des prix à la consommation, principalement dans les pays avancés (+3,6 %) mais aussi dans les économies émergentes (+6,8 %). La hausse des prix explose dans le secteur de l'énergie, les prix de marché du gaz (+130 % sur 12 mois) et du charbon ont atteint des sommets historiques. Le pétrole et l'électricité suivent, les niveaux reviennent à ceux de 2014 voire 2008. La hausse des prix se manifeste fortement dans l'alimentation (+30 % à +40 %) : céréales, huiles, lait, viande, et dans les secteurs industriels.

● Ce qui est aussi notable dans la conjoncture actuelle en cours, c'est la raréfaction de certains produits manufacturés en raison de la pénurie de produits intermédiaires essentiels. Les microprocesseurs sont un exemple bien connu, qui freine les chaînes de production comme celle de l'automobile. De nombreux produits intermédiaires font défaut dans l'industrie tels que les plastiques, le bois et le papier, etc.

● Dans ces conditions de reprise économique très problématique, la question politique doit être posée de qui paiera le prix de l'inflation et de l'instabilité : les travailleurs et les masses populaires, ou bien les gran-

des entreprises qui ont fait des profits extraordinaires dans cette période pandémique ? Aujourd'hui, la réponse semble claire : les classes dominantes font peser tout le poids de l'instabilité mondiale sur les travailleurs et particulièrement les travailleuses, et sur l'ensemble des couches populaires.

### 4. Politiques financières

● On constate que dans toute l'histoire du capitalisme des deux derniers siècles, jamais les grandes entreprises financières n'ont joui d'une manière aussi longue du soutien des banques centrales et des gouvernements en particulier en Amérique du Nord, en Europe occidentale et au Japon. Ce soutien sans faille a commencé au Japon au milieu des années 1990 comme réponse à la crise financière et immobilière, il est devenu généralisé dans l'hémisphère occidental depuis 2008. Depuis cette date, la Réserve fédérale, suivie rapidement par la Banque d'Angleterre et ensuite par la Banque centrale européenne, ont adopté des politiques de « *quantitative easing* » apportant un flux permanent de liquidités aux banques, en particulier, et aux marchés financiers en général.

● L'injection massive et permanente de liquidités combinée à une politique laxiste en matière de régulation financière a eu pour objectif et a servi à éviter les pertes massives qu'auraient dû subir logiquement les grands actionnaires si une autre politique avait été appliquée. Les conséquences sont notamment les suivantes :

1. Il n'y a pas eu de destruction de capital tant dans le secteur industriel que financier ou commercial. Contrairement aux crises du passé, il n'y a pas eu de grandes faillites à l'exception de Lehman Brothers en septembre 2008. Dans cer-

tains cas, il y a eu des nationalisations de banques avec sauvetage des grands actionnaires et la volonté de privatisation dès que ces entreprises financières sont assainies aux frais du Trésor public. Lors de crises périodiques, la destruction de capital constant, qui est normalement la conséquence de fermetures d'entreprises, permet au capitalisme de relever le taux de profit au moment de la reprise économique car il y a une modification du rapport entre capital variable et capital constant, ou du rapport entre capital vivant et capital mort. Une autre conséquence des politiques de « *quantitative easing* » étant l'absence de destruction de capital fictif, le volume de celui-ci a continué d'augmenter très fortement.

2. Par ailleurs, l'apport massif de moyens financiers aux grandes entreprises financières et d'autres secteurs ne s'est pas transformé en investissement dans le secteur productif notamment parce que le taux de profit est considéré par le capital comme insuffisant. L'écrasante majorité des moyens financiers mis à disposition du grand capital privé par les gouvernements et les banques centrales s'est dirigée vers les capitalisations boursières, vers le marché immobilier et vers les matières premières, y compris les produits agricoles car la rentabilité à court et moyen terme y est nettement supérieure à ce que produirait un investissement dans le secteur productif. Mais il est clair que cette rentabilité du secteur financier est difficilement soutenable dans la durée car il s'agit de gains tirés de la spéculation et du développement de bulles de capitaux fictifs.

● Les conditions objectives de l'éclatement d'une nouvelle crise financière de grande ampleur sont réunies. Celle-ci peut arriver à n'importe quel moment d'autant que des banques centrales comme celles des États-Unis et du Royaume-Uni commencent à relever progressivement les taux d'intérêt et à réduire leurs achats d'actifs financiers, c'est-à-dire de capitaux fictifs. Tant que les banques centrales achètent massivement des capitaux fictifs ceux-ci sont dans une grande mesure sécurisés car ils sont dans le bilan de ces banques centrales mais à partir du moment où les banques centrales réduisent leurs achats, les grands capitalistes acheteurs de titres financiers vont commencer à mieux vérifier

5. « Perspectives de l'économie mondiale : Augmentation du nombre de cas, reprise entravée et inflation en hausse », FMI, Janvier 2022 : <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2022/01/25/world-economic-outlook-update-january-2022>

## Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale

la qualité de ceux-ci et les risques de perte que cela peut impliquer.

● La Banque mondiale a averti en janvier 2022 que les pays « *en développement* » vont prendre encore plus de retard sur le monde riche alors qu'ils peinent à se remettre de l'impact économique de la pandémie en raison de la propagation des variants du coronavirus et de leur capacité limitée à mettre en place des mesures de relance. Dans de nouvelles prévisions économiques publiées mardi 11 janvier 2022, la Banque mondiale a indiqué qu'elle s'attendait à ce que l'économie mondiale connaisse une reprise à deux vitesses en 2022, ce qui alimentera le creusement des inégalités. Alors que, selon la Banque mondiale, la production des pays riches retrouvera son niveau d'avant la pandémie en 2023, celle des pays « *en développement* » restera en moyenne 4 % en dessous de son niveau d'avant la pandémie. Selon la Banque, la faible reprise après l'impact du coronavirus sera particulièrement grave dans les pays les plus vulnérables ; d'ici l'année prochaine, la production des pays « *fragiles et touchés par un conflit et celle des petits États insulaires sera encore inférieure de 7,5 % à 8,5 %* » à leur niveau d'avant la pandémie.

● Dans les économies des pays les plus industrialisés, deux ans après le début de la pandémie, certaines grandes économies n'ont pas encore retrouvé le niveau de PIB qu'elles avaient atteint à la fin de l'année 2019, c'est le cas de l'Espagne, de l'Italie et de l'Allemagne. L'Allemagne et l'Autriche ont d'ailleurs connu une baisse de la production et du PIB au quatrième trimestre 2021. Les proclamations des médias dominants et des gouvernements sur la prétendue reprise de la croissance sont donc nettement exagérées voire infondées dans certains cas (6).

Selon le *Financial Times*, les pays les plus pauvres doivent faire face à une hausse de 11 milliards de dollars des remboursements de leur dette en 2022 (7). La Banque mondiale met en garde contre le risque de « *défauts de paiement désordonnés* ».

● Un groupe de 74 pays à faible revenu devra rembourser environ 35 milliards de dollars aux prêteurs officiels bilatéraux et

du secteur privé en 2022, soit une hausse de 45 % par rapport à 2020 selon la Banque mondiale. Le Sri Lanka étant considéré comme l'un des plus vulnérables. Les pays les plus pauvres du monde sont confrontés à une augmentation de 10,9 milliards de dollars des remboursements de leur dette cette année, après que nombre d'entre eux ont rejeté l'aide internationale et se sont tournés vers les marchés financiers pour financer leur réponse à la pandémie de coronavirus.

● La politique financière depuis la crise de 2007-2009 a consisté en des taux d'intérêt très bas qui ont permis de maintenir un grand nombre de compagnies à flot malgré leur manque de profits, uniquement grâce à la possibilité de se refinancer à bas coût. Pendant la crise du Covid-19, des injections massives de liquidités ont été destinées à l'achat de titres financiers aux banques. Cette grande liquidité a souvent été destinée à la spéculation, notamment sur des titres sur matières premières et aliments, ce qui a contribué naturellement à l'inflation.

● Il faut faire attention aux explications selon lesquelles l'essentiel ou la totalité de la hausse seraient dues à une pénurie de matières premières, ou à des problèmes d'approvisionnement, même si cela joue un rôle. Les problèmes d'approvisionnement sont d'ailleurs aussi partiellement le résultat de gros investisseurs qui préfèrent stocker et non livrer afin de pousser les prix vers le haut. Cependant il y a des facteurs plus liés à l'économie matérielle, les uns conjoncturels liés à la crise du Covid, les autres liés davantage au contexte général de la période.

### 5. Reprise de la demande et perturbations de la chaîne logistique

● Selon une approche « *optimiste* », les problèmes de la croissance et la montée des prix s'expliqueraient simplement par des écarts entre l'offre et la demande, causés par la réactivation soudaine après les confinements et les restrictions sanitaires. La montée des prix inciterait le marché à s'ajuster et tout serait de retour à la normale d'ici le deuxième semestre 2022. Cependant il semble que les perturbations ont des causes plus profondes, moins conjoncturelles. D'abord parce que les perturbations liées à la pandémie, elle-même causée par des facteurs structurels, ne sont pas encore derrière nous.

● La situation actuelle montre la complexité et vulnérabilité de la chaîne logistique

internationale, très intégrée mondialement, orientée vers le « *juste à temps* » et dépendante du transport longue distance, dont les prix et les délais sont montés en flèche. On l'a déjà vu avec la crise du canal de Suez et la situation dans les ports chinois confinés, situation qui se reproduit encore récemment. Les porte-conteneurs sont désorganisés, bloqués devant certains ports surchargés, manquants ailleurs.

● Devant les pénuries créées, certains sous-traitants ont acquis, peut-être provisoirement, un poids nouveau pour négocier les prix des produits intermédiaires. On peut s'attendre à ce que les nombreux facteurs de l'instabilité mondiale reproduisent de plus en plus souvent des situations de désorganisation des chaînes logistiques. On doit opposer à tout cela un projet de société qui passe par la relocalisation de la production et réduise ainsi la dépendance du transport.

### 6. Des tendances plus profondes dans le système productif

● Il y a aussi un changement plus structurel de la demande entre les secteurs, en raison de pénuries structurelles des principales matières premières (comme les combustibles fossiles) et des « *transitions vertes* » : l'investissement dans les énergies solaires et éoliennes, les batteries électriques, etc., entraînent une augmentation de la demande pour certaines matières premières qui ne sont pas facilement disponibles (minéraux rares), pendant que la pression sur les énergies fossiles pèse sur d'autres secteurs industriels. Cette montée des prix signifie déjà une intensification de la pression extractiviste sur les territoires où ces matériaux sont potentiellement disponibles.

● L'intégration des différents procès productifs lie l'évolution des prix des différents secteurs. Les prix de l'énergie affectent l'ensemble des secteurs productifs. Aussi, il y a maintenant une concurrence par l'occupation du sol entre l'industrie de l'énergie (pour l'utilisation comme biocarburants ou l'installation d'éoliennes ou de panneaux solaires) et l'alimentation.

● Les tendances inflationnistes sont structurelles et remontent au début du siècle, notamment en ce qui concerne les matières premières, manifestant les limites et les difficultés que la croissance de la production retrouve aujourd'hui à l'échelle planétaire. Dans l'alimentation, de mauvaises années de récolte de céréales, liées à des perturbations climatiques, deviennent de plus en plus fréquentes. Les catastrophes

6. « Eurozone regains pre-crisis GDP level despite winter slowdown », *Financial Times*, 31 janvier 2022 : <https://www.ft.com/content/294c604e-05af-4b4c-b799-287a54f844e4>

7. « Poorest countries face \$11bn surge in debt repayments », *Financial Times*, 17 janvier 2022 : <https://www.ft.com/content/4b5f4b54-2f80-4bda-9df7-9e74a3c8a66a>

climatiques sont en général un facteur de crises et d'instabilité permanente (8).

● Une partie des fonds déboursés par les États sont censés cofinancer des transitions vers des énergies renouvelables. Cependant les projections pour une transition verte sont basées sur des technologies de capture de carbone qui n'existent pas pour l'instant. Du fait du manque de prévision pour une transformation réelle de la structure de production et de transport vers des modèles réellement soutenables, la soi-disant transition verte semble l'excuse pour une relance capitaliste basée sur la spéculation et la privatisation des biens communs. Il devient donc central de dénoncer la fausse solution qui suppose le déploiement massif d'énergies renouvelables si cela ne va de pair avec une réduction réelle de l'extraction de combustibles fossiles et une transformation profonde des systèmes de production, transport et consommation.

## 7. Mobilisations et exigences populaires

Des luttes importantes se sont déployées depuis un an contre les politiques des classes dominantes sous différents aspects. Parmi celles-ci, les plus emblématiques :

- En Inde, l'énorme mouvement paysan a tenu bon sur une durée extraordinaire, et a réussi à faire plier le gouvernement de plus en plus autocratique de Modi sur son projet de libéralisation totale de l'agriculture.
- Aux États-Unis, les salariés précaires, en particulier les jeunes dans les services, n'ont cessé de revendiquer la hausse des salaires horaires et de meilleures protections au travail, pendant que dans les secteurs plus structurés, de nouvelles luttes se développent. On a vu apparaître une vague de démissions sans précédent de salariés comme mode de contestation des conditions de travail et de revenus. Cette combativité est une source d'espoir alors que la dynamique Biden s'étiolle aussi vite que celle du trumpisme se reconstitue.
- Au Chili, la droite pinochétiste a entrepris de casser la dynamique du soulèvement d'octobre 2019 contre les prix des services publics et le vieux monde politique, qui s'est réinvestie dans le processus de la Constituante et de recherche d'un nouveau projet de société qualitativement plus démocratique, féministe et égalitaire. Mais dans la rue et dans les urnes, le peuple chilien a réussi à repousser ces assauts ultra-réactionnaires.
- Au Soudan, les grandes puissances et



organismes internationaux avaient réussi à imposer l'extension des politiques néolibérales, de ré-endettement et de hausse des produits de base au bancal gouvernement civil-militaire issu de la révolution bloquée de 2019. C'est ce qui a facilité le coup d'État permettant aux militaires de reprendre sauvagement tout le pouvoir. Mais, cinq mois après, le peuple soudanais continue d'occuper les rues, le soulèvement ne se rend pas, s'auto-organise et la junte est dans une certaine impasse.

● En Birmanie, au lendemain du putsch militaire du 1er février 2021, la junte a dû faire face à un mouvement de désobéissance civile d'une ampleur exceptionnelle, provoquant un arrêt général de travail sur tout le territoire. Face à une répression particulièrement sanglante, la résistance a aussi pris des formes militaires, y compris dans la plaine centrale, en conjonction avec des rébellions ethniques de la périphérie montagnarde. Bien que l'armée n'hésite pas à utiliser l'aviation contre la population et qu'elle soit soutenue par les gouvernements des pays voisins, elle n'a pas réussi à consolider son pouvoir et elle a subi d'importants revers diplomatiques, l'opposition affirmant sa légitimité et recevant l'appui d'un mouvement de solidarité multiforme.

Mais plus globalement, si les mouvements féministes maintiennent un niveau de combativité et de visibilité important, en revanche les mouvements sociaux, démocratiques (et même écologistes malgré une mobilisation significative à la COP26 de Glasgow) ont été en grande partie étouffés depuis deux ans par la combinaison d'une crise sanitaire prégnante et par la détermination des pouvoirs politiques et économiques à écraser toute contestation. Cela a affecté particulièrement les dynamiques démocratiques en Birmanie, à Hong Kong, le soulèvement algérien et les mou-

vements populaires du Maghreb et du Moyen-Orient, le soulèvement au Kazakhstan et les mobilisations en Russie et Biélorussie, plus ou moins sauvagement réprimées. Et cela a affecté aussi, à un autre niveau, les mouvements sociaux en Europe occidentale et centrale.

Dans ce contexte de perte significative de légitimité des couches dominantes qu'elles compensent par leur brutalité répressive, les bouillonnements populaires renaissent sans cesse en s'articulant. Il est pour nous essentiel d'élever des exigences combinant le social, l'écologique et le politique. Face aux dimensions sociales de la crise, nous devons mettre l'accent sur :

- la garantie de l'accès de la population à des biens de consommation essentiels, vers la gratuité des systèmes de santé, d'éducation et de recherche, notamment à travers leur mise sous gestion publique et démocratique, l'expropriation et la socialisation des compagnies énergétiques, pharmaceutiques, de gestion de l'eau... et avant tout des sociétés financières ;
- l'imposition de contrôles des prix face à l'inflation, des hausses des salaires et des revenus de remplacement, des réformes fiscales radicales qui s'attaquent aux profits et réduisent les inégalités ;
- des programmes de construction, réhabilitation et réquisition de logements sous gestion publique et leur planification écologique, permettant l'accès à des logements décentes à des prix abordables y compris aux plus pauvres ; des mesures de lutte contre la spéculation immobilière et pour le retour des maisons de retraite dans le secteur public ;
- la diminution massive du temps de travail et l'abaissement de l'âge de départ en retraite, l'interdiction des licenciements et l'ouverture des livres de comptes des entreprises, leur mise sous contrôle démocratique. Nous voulons donner du travail à toutes les privé-es d'emploi, permettre l'accès de toutes et tous au temps libre, aux loisirs et à la vie publique démocratique, et réorienter la production vers ce qui est socialement utile et écologiquement assumable. Nos vies valent plus que leurs profits ! ■

23 février 2022

8. Pour un développement de ces derniers points, voir François Chesnais « Un nouveau régime de croissance faible s'annonce où la pression sur le travail et la nature va s'accroître », *À l'encontre*, 30 novembre 2021 : <https://alencontre.org/economie/economie-mondiale-un-nouveau-regime-de-croissance-faible-sannonce-ou-la-pression-sur-le-travail-et-la-nature-va-saccroitre.html>

# Contribution à l'élaboration d'un PROGRAMME ÉCOSOCIALISTE dans le cadre de la nécessaire réduction de la production matérielle globale

## 1. Tirer le frein d'urgence

L'accumulation écocidaire du capital menace les conditions mêmes de la vie humaine sur la planète. La pandémie de Covid le confirme, dans la mesure où l'augmentation des zoonoses depuis quarante ans est imputable aux destructions des écosystèmes. Les limites écologiques planétaires d'un développement humain soutenable sont franchies dans plusieurs domaines (climat, biodiversité, azote et utilisation des sols). Elles sont en train de l'être en matière de pollution chimique et plastique, tandis que de grandes incertitudes planent sur d'autres facteurs clés de la soutenabilité (ressources en eau douce, pollution aux particules fines, cycle du phosphore...). Le progrès capitaliste a toujours été en contradiction avec la gestion rationnelle des échanges de matière entre l'humanité et le reste de la nature, mais la situation actuelle est sans précédent. Le productivisme foncier du système (qui implique forcément le consumérisme) est devenu une force tellurique destructive qui a fait entrer la Terre dans une nouvelle ère géologique – l'Anthropocène. Les dangers sont énormes, mais le Capital poursuit sa course, en dépit des avertissements scientifiques. La catastrophe s'approfondit. D'un côté, elle frappe de plus en plus durement les classes populaires, en particulier dans le Sud global. De l'autre côté, les possédants profitent de la crise écologique pour accroître leurs privilèges au-delà de toute mesure, en recourant de plus en plus à la violence pour les défendre. Une nouvelle extrême droite mise sur l'élimination des pauvres comme « *issue* » à la crise écologique. Le spectre malthusien d'une plongée dans la barbarie grandit. Seules les luttes convergentes des exploité-es et des opprimé-es pourront y faire barrage. Mais ces luttes sont et seront de plus en plus surdéterminées par la crise écologique qui impose objectivement de réduire radicale-

ment les prélèvements de matière et la consommation finale d'énergie. Celles et ceux qui luttent pour l'émancipation doivent en tirer toutes les conclusions. La vieille perspective qui consistait à « *lever les entraves capitalistes au développement [quantitatif] des forces productives* » doit donc être abandonnée explicitement. Dans le cadre anthropocène, l'anticapitalisme requiert de briser la force destructive du productivisme capitaliste, son extractivisme, son colonialisme et son idéologie patriarcale de « *domination de la nature* ». Il faut tirer le frein d'urgence à la fois pour combattre les inégalités sociales et pour ouvrir la voie à un développement qualitatif centré sur le soin aux personnes par la satisfaction des besoins humains réels, désaliénés de la marchandise, démocratiquement déterminés dans le respect prudent des écosystèmes.

## 2. Le fiasco des politiques capitalistes

Le réchauffement de la planète articule la plupart des destructions écologiques capitalistes. Il s'accélère et fait planer la menace d'un bouleversement rapide mettant en danger la vie de centaines de millions d'êtres humains, les conditions d'existence de quelques milliards d'autres et la survie d'écosystèmes qui sont le produit de millions d'années d'histoire naturelle. Les climatologues sonnent le tocsin depuis plus de trente ans, mais les décideurs capitalistes n'ont rien entrepris qui permettrait de juguler la catastrophe, ou même de la limiter. Pire, leur politique climatique creuse les inégalités entre le Nord et le Sud et entre riches et pauvres au sein des pays. Les émissions de gaz à effet de serre continuent de croître. Elles ont augmenté de 60 % depuis 1990. Plus de CO<sub>2</sub> fossile a été émis en trois décennies (1990-2019) – lesquelles comptent pas moins de 25 « *sommets sur le climat* » –

qu'au cours des 240 années écoulées de 1750 à 1990. La Convention-cadre sur les changements climatiques (UNFCCC) avait été adoptée à Rio (1992) dans le but de « *prévenir des perturbations anthropiques dangereuses du système climatique* ». Il a fallu attendre 2015 (Paris, COP21) pour que les gouvernements adoptent sur papier le plafond de 1,5°C de réchauffement par rapport à l'ère préindustrielle. Le principe des responsabilités et des capacités communes mais différenciées est au cœur de la Convention-cadre. Il aurait dû guider le partage équitable du « *budget carbone* » encore disponible entre Nord et Sud, mais les États-Unis et l'Union européenne l'ont fait abandonner de facto à Copenhague. Du coup, chaque gouvernement est encouragé à en faire moins que les autres, de sorte que les engagements communiqués lors de la COP26 (Glasgow) mettent la planète sur la voie catastrophique de 2,4°C de réchauffement, au moins. La présidence britannique de la Conférence essaie d'entretenir le mythe que le dispositif des COP peut encore aboutir à respecter l'objectif de 1,5°C, mais personne n'est dupe. La COP26 n'a même pas pu décider l'arrêt immédiat de l'usage du charbon (un arrêt pourtant prôné même par la très capitaliste Agence internationale de l'énergie). Glasgow est en réalité un échec complet : échec de la présidence ; échec du processus « *bottom up* » concocté à Paris pour « *relever les ambitions* » des États ; échec des tentatives néolibérales de combattre le réchauffement par des mécanismes de marché ; et échec des économistes du climat qui dissimulent leurs dogmes néolibéraux dans des modèles mathématiques, afin de les maquiller en Science. Plus fondamentalement, cet échec est celui du capitalisme qui prétend que l'économie mondiale pourrait à la fois continuer à croître donc à consommer toujours plus d'énergie – pour produire toujours plus – et se décarboner en rempla-



çant le système énergétique basé à 80 % sur les fossiles par un nouveau système énergétique basé sur les renouvelables. Or, toutes choses étant égales, la construction du nouveau système nécessite forcément un surcroît de consommation d'énergie fossile, donc d'émissions de gaz à effet de serre : on ne peut donc pas simultanément « relancer la croissance » et annuler les « émissions nettes » dues à la combustion des fossiles, c'est une impossibilité physique. Mais la loi du profit passe avant celles de la physique pour les responsables capitalistes. L'échec de leur politique climatique est l'illustration la plus claire et la plus dramatique de la faillite de ce système productiviste, de son irrationalité monstrueuse et de sa nature de classe criminelle.

### 3. Fausses solutions dangereuses

Dans sa logique d'accumulation de valeur, il ne reste plus au capital, en guise de « solution », qu'à tenter de repousser les barrières physiques par la fuite en avant technologique. En pervertissant l'objectif de « neutralité carbone » ou « zéro émissions nettes », il dévoie la possibilité réelle mais limitée d'absorber la part des émissions de carbone qui restera inévitable. Pour réduire vaille que vaille les émissions et tenter d'éponger le CO<sub>2</sub> excédentaire, tout en continuant à extraire des profits et à empiler du capital mort, les apprentis sorciers productivistes rivalisent de recettes. Du point de vue technique, chacune de leurs pseudo-solutions est porteuse de contradictions spécifiques : considérer le gaz naturel comme « énergie de transition » est évidemment une farce ; outre les accidents toujours possibles et le danger de prolifération d'armes atomiques,

la seule « durabilité » du nucléaire civil est celle de ses déchets ; la capture-séquestration géologique implique des travaux pharaoniques et un pari hasardeux sur l'é-tanchéité des réservoirs ; l'hydrogène très énergivore est surtout un moyen pour peindre en vert l'industrie chimique, pétrolière et nucléaire ; pis-aller temporaire et relativement dérisoire, la plantation massive d'arbres accroît les pressions déjà trop fortes sur l'utilisation des sols et sur les réserves d'eau douce, mettant du coup en concurrence alimentation humaine, biodiversité et protection du climat ; reproduire sur Terre la fusion nucléaire que le Soleil réalise à distance et en toute sécurité (en recyclant ses déchets), n'a de sens que du point de vue de la concentration et de la centralisation croissantes du capital et de son pouvoir (de toute manière, cette technologie, le cas échéant, viendrait trop tard pour répondre à l'urgence climatique).

Du point de vue social – néolibéralisme oblige – la mise en œuvre de ces recettes est confiée intégralement à la finance « verte » qui, au nom du « zéro net en 2050 », se voit offrir d'énormes opportunités de spéculation, de greenwashing et d'appropriation par dépossession, aux dépens en particulier des peuples indigènes et des communautés rurales. En parallèle, les gouvernements recourent de plus en plus à des mécanismes néolibéraux (incitants, taxes, etc.) pour pénaliser les comportements de consommation des masses et ouvrir ainsi des débouchés au capitalisme vert, ce qui approfondit les inégalités.

D'une manière générale, l'urgence et l'ampleur des réductions d'émissions à réaliser très vite pour rester sous 1,5°C sans dépassement (d'ici à 2030, 5 % par an en moyenne mondiale pour une chance sur deux de rester sous 1,5°C ; 10 % par

an pour deux chances sur trois...) sont telles que ces pseudo-solutions sont vouées à l'échec. C'est pourquoi le danger augmente de voir le système se lancer dans la pire des folies technocratiques : la géo-ingénierie, autrement dit le déploiement de dispositifs pour réduire le rayonnement solaire qui entre dans l'atmosphère. Cette géo-ingénierie ne réduirait pas la concentration atmosphérique de CO<sub>2</sub> (elle n'arrêterait donc pas l'acidification des eaux qui menace la vie marine), mais ouvrirait un nouveau champ de valorisation au capital. Elle aiguiserait aussi la rivalité entre les puissances impérialistes, qui pourraient manipuler le climat en fonction de leurs intérêts géostratégiques, sur le dos des peuples les plus pauvres.

### 4. La nécessité objective de la révolution

Toutes les conditions semblent réunies pour que la catastrophe se transforme en un cataclysme. Seule une révolution écosocialiste mondiale pourrait l'arrêter, mais elle n'est pas à l'ordre du jour. Le capital renforce partout son emprise, les syndicats se cramponnent à la relance capitaliste comme à une planche de salut, les mouvements sociaux sont sur la défensive, les droits démocratiques et sociaux reculent, le champ politique glisse vers la droite et vers l'extrême droite dans la plupart des pays...

Le capitalisme a déjà plongé l'humanité dans une situation aussi sombre, particulièrement à la veille du premier conflit mondial. Alors que l'hystérie nationaliste s'emparait des masses et que la social-démocratie, trahissant ses engagements de répondre à la guerre par la révolution, donnait le feu vert à la boucherie, Lénine définissait la situation comme « *objectivement révolutionnaire* » au sens où seule la révolution pouvait mettre fin au massacre. D'où le mot d'ordre « *Le pain, la paix, la terre* ». L'histoire lui a donné raison : la révolution en Russie et sa tendance à l'extension ont contraint les bourgeoisies à mettre fin au massacre. La comparaison a évidemment ses limites. Une chose est de braver héroïquement la mort pour ne plus risquer sa vie en tuant d'autres êtres humains pour le profit des marchands de canons, du partage impérialiste du monde et de la gloriole des généraux. Autre chose est de se soulever contre le capital parce que, en s'incorporant la force de travail productrice de survaleur, il déshumanise les prolétaires au point d'en faire les instruments aliénés de la destruction de leur

## Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale

« *corps inorganique* », mettant ainsi en danger les générations futures. Les médiations vers l'action révolutionnaire sont ici infiniment plus complexes. N'empêche que le même sursaut de la conscience est nécessaire. N'empêche que, face à la crise écologique, une révolution anticapitaliste est encore plus nécessaire objectivement. C'est ce jugement fondamental qui doit servir de soubassement à l'élaboration d'un programme, d'une stratégie et d'une tactique, parce qu'il n'y a pas d'autre voie.

Face à la crise climatique en particulier, il y a donc deux pièges à éviter : celui d'un maximalisme révolutionnaire abstrait, d'une part, et celui d'un pragmatisme obsédé par les réponses immédiates, d'autre part. Le premier, au nom de la pureté idéologique, débouche sur le propagandisme sectaire et l'isolement ; le second, au nom de la faisabilité, tend à s'adapter au réformisme vert, donc au capitalisme vert en tant que tel – y compris dans sa relation impérialiste avec le Sud global.

### 5. Un programme de transition d'aujourd'hui

Comblant la distance énorme entre ce qui est objectivement nécessaire et ce qui semble subjectivement possible nécessite un programme qui jette un pont entre la situation présente et la conquête du pouvoir. Un programme comportant à la fois un ensemble de propositions qui tracent une réponse anticapitaliste globale à la situation objective et des formes d'action basées sur l'auto-organisation démocratique des exploités et des opprimés. Un programme dont certaines demandes sont réalisables dans le cadre capitaliste, mais que sa cohérence globale rend incompatible avec le fonctionnement normal du système, de sorte qu'il conduit à la conclusion qu'il faut s'emparer du pouvoir politique afin de révolutionner la société de fond en comble. Cette démarche du Programme de Transition est plus actuelle que jamais. Mais relever les défis du XXI<sup>e</sup> siècle implique une nouveauté décisive : le programme doit organiser la décroissance globale de la consommation finale d'énergie, et donc de la production matérielle et des transports. C'est la condition sine qua non au rééquilibrage du bilan énergétique de la Terre, donc à la stabilisation du climat.

Cette « *décroissance* » n'est évidemment pas un projet de société, c'est une contrainte physique objective à laquelle l'humanité doit se plier pendant un certain temps. S'il est évident que certaines productions doivent croître pour répondre aux

gigantesques besoins insatisfaits de très larges fractions de l'humanité, elles ne peuvent croître qu'au sein d'une enveloppe globale décroissante de consommation énergétique finale. Cette donnée ne peut pas être contournée : il faut la mettre d'emblée au centre du programme parce qu'elle est au centre de la crise climatique/écologique qui surdétermine dorénavant l'ensemble de la situation sociale-politique. « *Seule la vérité est révolutionnaire* », disait Rosa Luxemburg. Cela signifie non seulement que le mensonge est contre-révolutionnaire mais aussi que la vérité a le pouvoir d'orienter les masses vers la révolution. La nécessité de la décroissance matérielle est une partie clé de cette vérité, mais une partie seulement. La vérité complète – toute la vérité – est que la contrainte physique de la décroissance s'impose parce que le mode social de production capitaliste a poussé l'humanité au-delà des limites écologiques, et qu'il la poussera dans l'abîme si les illusions productivistes ne sont pas déracinées. La décroissance nécessaire doit donc être à la fois écologique et sociale – écosocialiste. Il faut qu'elle renforce la lutte sociale pour faire payer les vrais responsables du désastre – les capitalistes qui s'enrichissent et se renforcent à travers la catastrophe. Il faut qu'elle encourage le combat pour le partage des richesses, des savoirs et des pouvoirs entre riches et pauvres, non seulement entre Nord et Sud, mais aussi au sein des sociétés du Nord et du Sud. Il faut montrer que la mise au frigo du principe des responsabilités et des capacités différenciées matérialise la volonté des capitalistes d'aller exactement dans l'autre sens. Il faut rendre parfaitement clair que, si on laisse faire ces vampires, si les pauvres ne font pas payer la décroissance par les capitalistes, celle-ci s'imposera par la catastrophe humaine. La physique ne négocie pas... L'expression politique de cette « *solution* » est le fascisme. Le choix est donc clair : écosocialisme ou barbarie. La conclusion aussi : nous avons besoin d'un programme de transition écosocialiste en faveur d'une décroissance juste, qui abolit l'exploitation et les oppressions.

### 6. Les riches détruisent le climat

Aux idéologues qui prétendent que la crise écologique/climatique brouille complètement les lignes de démarcation entre camps sociaux, nous répondons que le combat pour le climat est une lutte de classe au sens le plus immédiat du terme : une

lutte entre riches et pauvres. Rester sous 1,5°C implique que chaque être humain émette 2,3 tonnes de CO<sub>2</sub>/an en moyenne en 2030. Ensemble, le 1 % le plus riche de la population mondiale émet actuellement près de deux fois plus que les 50 % les plus pauvres. Pour arriver à 2,3t/personne/an dans le respect des responsabilités et des capacités différenciées, le 1 % devrait diviser ses émissions par trente, les 50 % les plus pauvres pourraient les multiplier par trois.

Les politiques climatiques des gouvernements depuis la COP21 (2015, Paris) vont dans l'autre sens : la part des émissions globales du 1 % est passée de 13 % en 1990 à 15 % en 2015 ; elle atteindra 16 % en 2030. Elle sera alors de 25 % supérieure à ce qu'elle était en 1990, et seize fois supérieure à la moyenne globale. La part des 50 % les plus pauvres, pendant ce temps-là, passera de 8 % à 9 % en 2030, avec des émissions par tête très inférieures aux 2,3t CO<sub>2</sub>/an. En fait, les engagements de réduction d'ici 2030 sont inversement proportionnels au revenu : le 1 % fera le vingtième, les 10 % le huitième et les 40 % de revenus moyens le sixième de ce que la justice climatique devrait dicter. Les politiques climatiques capitalistes qui ciblent l'empreinte carbone de la consommation de masse laissent dans l'ombre l'empreinte carbone de la consommation de luxe (super-yachts, jets privés, résidences multiples, SUV, tourisme spatial...), proportionnellement beaucoup plus importante. 50 % des déplacements en avion sont le fait du 1 % le plus riche, mais 1 % seulement des mesures climatiques vise le secteur aérien. Le 1 % profite en outre de l'opacité de la finance pour cacher l'empreinte carbone de ses investissements capitalistes. Face à cela, l'injustice majeure est que les 50 % (qui ont une responsabilité marginale dans le réchauffement !) n'utiliseront en 2030 qu'un treizième du budget carbone auquel ils auraient droit si le principe des « *responsabilités différenciées* » était respecté. Cette injustice est démultipliée par le fait que l'impérialisme refuse d'indemniser les « pertes et dommages » dans les pays du Sud, et n'honore pas l'engagement à verser cent milliards de dollars par an au Fonds vert pour le climat. Toutefois, l'injustice au profit des riches du Nord et du Sud frappe à des degrés divers toutes les classes populaires. Les 50 % sont dans des situations relativement similaires : d'ici 2030, dans quatre des pays gros émetteurs sur cinq (États-Unis, Union européenne, Royaume-Uni, Chine) les émis-

sions des 50 % les plus pauvres resteront un peu au-dessus ou un peu au-dessous des 2,3t/pers/an (en Inde elles resteront très inférieures). Au niveau mondial, les réductions d'émission proportionnellement les plus importantes seront imposées aux personnes qui ont le revenu le plus bas dans les pays développés. Ces données indiquent en pointillé la possibilité d'un bloc écosocial majoritaire sur une ligne de classe. Certes, les 40 % de ce qu'on appelle « *classes moyennes* » doivent diviser leurs émissions par plus de deux dans l'Union européenne et en Grande-Bretagne, par trois en Chine, et par quatre environ aux États-Unis pour rester sous 1,5°C. La conquête d'une majorité sociale n'ira donc pas sans conflits ni révisions parfois douloureuses. Mais la conclusion stratégique à tirer des chiffres n'est pas que des mesures de marché « *impopulaires* » doivent être imposées aux travailleur-es du Nord, pour permettre au Sud de se développer. L'expérience montre que ces mesures sont inefficaces. Elles ne peuvent que diviser celles et ceux qu'il s'agit d'unir, tout en faisant le jeu des démagogues climato-négationnistes. La conclusion stratégique est qu'il faut lutter pour faire payer les riches au Nord et au Sud et que ces luttes créent les conditions de clarifications permettant de progresser en direction du bloc écosocial majoritaire. C'est ce qu'a montré la révolte des Gilets jaunes en France qui, partie du refus d'une taxe sur les carburants, s'est déchantée à gauche au point de faire parfois jonction avec le mouvement pour le climat (« *fin du monde, fin du mois, même combat* »), et même avec le mouvement féministe contre les violences faites aux femmes.

### 7. Quelques mesures d'urgence écosociales

Développer cette conclusion stratégique suppose l'élaboration d'un plan de réformes de structures, anti-néolibéral et anticapitaliste. La crise écologique nécessite bien évidemment un programme spécifiquement écologique, appuyé sur des connaissances scientifiques pointues. Mais ce programme ne résoudra rien sans un ensemble de mesures qui fait payer les riches et les capitalistes pour réparer la société, la nature et la relation entre la société et la nature. Dans la sphère de la consommation, l'intensité carbone du mode de vie des riches est de loin supérieure à celle du mode de vie des classes populaires. Dans la sphère de la production, l'efficacité carbone du secteur public



est nettement supérieure à celle du secteur privé, et celle de l'agroécologie est infiniment supérieure à celle de l'agrobusiness. Dans la sphère de la reproduction sociale, la promotion de l'autonomie et du respect favorise une culture du soin au vivant, opposée à l'idéologie capitaliste-patriarcale de la domination et de la mort. D'une manière générale, les revendications qui réduisent la captation de plus-value par les riches – que ce soit pour financer leur consommation, pour financer leurs investissements, pour accroître leur emprise sur le monde et sur les corps, ou pour créer de nouveaux marchés financiers – répondent non seulement à l'urgence sociale, mais à aussi l'urgence écologique. Ces mesures s'inscrivent dans la possibilité réelle que tou-ttes mènent une vie bonne en consommant peu d'énergie et en réduisant l'ensemble des impacts sur les écosystèmes.

On peut les regrouper autour de cinq axes :

① « **Régulations urgentes, aux frais des riches et de leurs business** ». Face aux gouvernements et aux médias qui nous exhortent sans trêve à « *changer nos comportements* », agiter des revendications immédiates qui ciblent la consommation des riches : les jets privés, les super-yachts, le tourisme spatial, la Formule 1... doivent être mis hors-la-loi ; la production des SUV doit être arrêtée sans délai ; les voyages aériens doivent être blâmés (« *flight shame* ») et soumis à quota annuel. Face à l'échec des mécanismes de marché, se baser sur le précédent du protocole de Montréal (*phasing out* des CFC, avec fonds de soutien pour aider à l'adaptation dans les pays du Sud) pour exiger des mesures strictes de régulation, aux frais des capitalistes : stop aux fuites de méthane (mettre fin à ces fuites aux

niveaux du réseau gazier, des puits de pétrole et des mines de charbon est un « *one shot* » mais ne présente pas de difficultés techniques, et correspond à 0,5°C d'atténuation du réchauffement), stop aux rejets de gaz fluorés (de 1990 à 2019, 250 % d'augmentation des rejets de ces gaz dont le pouvoir radiatif est plusieurs centaines à plusieurs milliers de fois supérieur à celui du CO<sub>2</sub>, et qui restent dans l'atmosphère jusqu'à plusieurs dizaines de milliers d'années), zéro déforestation et stop à la destruction des zones humides. Interdiction de la prospection/exploitation de nouvelles réserves fossiles, *phasing out* contraignant des centrales à charbon, à gaz, au pétrole (conformément au timing AIE et GIEC), réforme agroécologique immédiate des politiques agricoles (selon le Programme climat de Via Campesina), transformation des modes de transport (développement des transports publics, réduction de la place de la voiture individuelle...).

② « **Justice fiscale, justice sociale = justice climatique** ». Un dollar dans la poche du 1 % = trente fois plus de CO<sub>2</sub> qu'un dollar dans la poche des 50 %, et quinze fois plus que dans celle des 40 %. Instauration d'un salaire maximum et relèvement du salaire minimum. Extension de la protection sociale. Gratuité des services (eau, chauffage, éclairage, mobilité urbaine) jusqu'au niveau des besoins de base, avec tarification rapidement progressive au-delà, pour frapper le gaspillage et la consommation de luxe (les applications de ce modèle sur l'eau, par exemple, battent en brèche la propagande libérale de la « *tragédie des communs* » : la gratuité incite à l'autocontrôle, pas à l'abus !). Refinancement du secteur public.

Versement immédiat des cent milliards de dollars par an du Fonds vert pour le cli-

## Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale

mat, sous forme de dons (pas de prêts – non à l'étranglement du Sud par la dette !). Indemnisation des pertes et dommages. Arrêt du pillage des ressources des pays du Sud, non à la « *compensation carbone* », abolition des dettes du Sud, levée des brevets sur les technologies vertes... afin de permettre aux peuples de satisfaire leurs besoins avec des énergies renouvelables, une agriculture et des productions durables : la ressource solaire doit être au service des peuples. Pour dégager les gigantesques moyens mondiaux nécessaires à la lutte contre la catastrophe, abolition du secret bancaire, cadastre des fortunes, suppression des paradis fiscaux, imposition des gros patrimoines, taxation des transactions financières, rétablissement de la progressivité de l'impôt selon le régime en vigueur aux États-Unis sous le New Deal (ponction à 95 % sur la dernière tranche de revenus).

⑤ « **La démocratie pour reprendre le contrôle de nos existences, prendre soin des humains et de la Terre** » :

● **Écoféminisme** : mettre les soins aux humains et au vivant au centre, reconnaître et valoriser le travail de santé, d'éducation, de prise en charge des personnes âgées et/ou dépendantes, d'accueil de la petite enfance, de restauration des écosystèmes, autant d'activités indispensables à la vie et peu émettrices, aujourd'hui invisibilisées et dévalorisées par le capitalisme patriarcal ; droit et accès libre et gratuit à l'avortement et à la contraception, lutte contre les violences sexistes et sexuelles.

● **Démocratie** : obligation de consultation populaire sur les projets à impact environnemental (extractivisme, compensation...). Contrôle et droit de veto des travailleur·es sur l'organisation, le contenu, la finalité du travail (contre l'obsolescence programmée, produits réparables, recyclables...). Contrôle et droit de veto des peuples indigènes et des communautés rurales sur leurs territoires et leurs richesses.

⑥ « **Produire moins, travailler moins, vivre mieux** ». Suppression des productions inutiles (publicité, gadgets jetables) ou nuisibles (armement, obsolescence accélérée). Guerre à la guerre et au militarisme. Abolition des armées, à la fois clientes et bras armé du capital fossile contre les peuples. Localisation maximale de la production pour éliminer les transports socialement inutiles. Garantie absolue de reconversion collective sans perte de salaire pour les travailleurs et travailleuses dans des activités socialement et écologi-



quement utiles, sous contrôle ouvrier. Stop à l'aliénation consumériste comme compensation misérable de relations humaines misérables. Partage et socialisation non genrées des tâches. Une fois les conditions matérielles d'une vie confortable garanties à tous et toutes, le temps, les relations sociales et l'immersion dans la nature sont la vraie richesse. Relancer la lutte antiproductiviste pour la réduction collective radicale du temps de travail, sans perte de salaire ni augmentation des cadences. Seule une politique qui s'engage résolument vers une nouvelle civilisation, véritablement humaine, peut créer les conditions sociétales propices à la remise en cause à large échelle des comportements individuels insoutenables, notamment dans le domaine des loisirs et de l'alimentation (avec en particulier une réduction drastique de la consommation de viande).

⑦ « **Désarmer l'Homme qui n'aime pas la vie** ». On ne sortira pas du capitalisme, on n'arrêtera pas la catastrophe par la multiplication d'expériences locales alternatives. Sauver le climat et la biodiversité restera une chimère tant que le capital gardera la main sur les secteurs clés. Ceux-ci doivent être socialisés par expropriation, à commencer par l'énergie et la finance. Relever le défi de la planification démocratique indispensable à tous les niveaux (du local au global) dans le respect des « *responsabilités différenciées* » nécessite la conquête du pouvoir et la construction en réseau d'un pouvoir d'un nouveau type, appuyé sur la mobilisation des classes populaires et contrôlé par elles. Un réseau de pouvoir inspiré de l'expérience de la

Commune de Paris pour reprendre le contrôle démocratique sur la production de l'existence sociale, réduire équitablement les émissions de toutes, réparer les écosystèmes et assurer à chacune une vie confortable qui consomme peu d'énergie.

### 8. Construire une hégémonie écosocialiste

La « *Contribution à l'élaboration d'un programme écosocialiste dans le cadre de la nécessaire réduction de la production matérielle globale* » juste n'est pas un pur exercice de propagande, mais un guide pour l'action. L'action nécessite une hypothèse stratégique. C'est une banalité de le dire : on ne changera pas le mode de production de l'existence sociale sans la participation consciente des producteur·es. Comment entraîner les travailleur·es à contrer la folie productiviste dont dépend leur existence quotidienne ? C'est la question cruciale. La réponse ne peut venir que des luttes et de la convergence des luttes. Il faut y œuvrer systématiquement, ce qui implique la construction dans les différents mouvements sociaux d'équipes militantes inventives, capables d'échanger, d'accumuler des expériences, des connaissances, des savoir-faire. En dépit de la situation très défensive, cette stratégie doit être couplée à une bataille ambitieuse pour l'hégémonie dans la société. La double faillite historique de la social-démocratie et du stalinisme a certes plongé le projet socialiste dans une crise profonde. Mais le message éthique qui a toujours sous-tendu ce projet peut résonner plus fort que jamais, pour la simple raison que la crise écologique mine notre santé et met en danger notre survie ainsi que celle de nos enfants. Le capitalisme est en train noyer le monde, sa beauté, ses richesses « *dans les eaux glacées du calcul égoïste* ». La dénonciation inlassable de cette réalité absurde et effroyable peut à l'occasion se transformer à échelle de masse en un puissant impératif catégorique ouvrant des brèches dans la collaboration de classe des directions syndicales « *pro-croissance* ». Le hasard seul décidera du moment. On ne peut que s'y préparer. Les chances de succès seront fonction de la radicalité intransigeante des luttes de celles et ceux qui sont pratiquement aux avant-postes du combat écosocialiste aujourd'hui : la jeunesse, les peuples indigènes, les paysan·es et les femmes. ■

23 février 2022

# Alain Krivine (1941-2022)

## L'optimisme de la volonté

Par  
Léon Crémieux\*

Notre camarade Alain, pendant plus de 40 ans, a été au cœur de la vie et de la direction de notre Internationale et de sa section française, tout en contribuant à la construction d'autres sections. Il a été un des principaux porte-parole de nos idées, de nos combats internationalistes, cherchant toujours à maintenir les acquis politiques de notre mouvement, à le construire avec patience, tout en poussant toujours à s'ouvrir aux nouvelles expériences, aux nouvelles mobilisations, à s'y intégrer avec le souci permanent de l'action unitaire et de l'absence de sectarisme.

Né au milieu de la deuxième guerre mondiale dans une France occupée par les nazis, sa jeunesse fut évidemment marquée par les crimes du fascisme, mais aussi par l'essor des luttes anticoloniales, les révolutions cubaine et algérienne, autant d'événements majeurs de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle qui ont impulsé l'émergence d'une nouvelle génération de dizaines de milliers de jeunes qui, dans tous les continents, ont rejoint la lutte révolutionnaire. C'est durant ces années qu'Alain a commencé un cheminement politique qui, depuis la fin des années 50, l'a mené de l'opposition de gauche dans le PCF à la Ligue communiste/LCR puis à la création du NPA. Ce chemin a vite croisé la IV<sup>e</sup> Internationale.

### Luttes anticoloniales

Alain, comme beaucoup de militant-es d'après-guerre, a commencé son activité au sein du PCF. Militant communiste exemplaire, il se retrouve vite confronté et opposé à la position du PCF face à la guerre coloniale en Algérie. Partisan du soutien au FLN et à la lutte pour l'indépendance de l'Algérie, il s'engage dès la fin des années 50 dans les réseaux de soutien au FLN, puis, militant de l'Union des étudiants communistes (UEC), il anime le Front Uni Antifasciste à l'université de la Sorbonne à

Paris. Ayant rejoint le PCI en 1961 (la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale dans laquelle militaient déjà ses deux frères Jean-Michel et Hubert), il joue un rôle central dans la construction de l'opposition de gauche dans l'UEC qui amena à la rupture avec le PCF lors du soutien de ce dernier à la candidature de François Mitterrand en 1965, et à la création de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR). Alain en fut un des principaux animateurs, tout en participant à la création du Comité Vietnam national (CVN) de solidarité avec la lutte du peuple vietnamien.

En février 68, avec le CVN, Alain et d'autres camarades comme Daniel Bensaïd participent à un rassemblement international contre l'intervention US au Vietnam organisé à Berlin par le SDS (Sozialistischer Deutscher Studentenbund) avec Rudi Dutschke. Ce rassemblement sera l'occasion d'une manifestation de 20 000 personnes qui inspirera le CVN pour les méthodes de manifestation spectaculaires.

### Mai 68

Il fut un des animateurs les plus en pointe du mouvement de Mai 68, la JCR y jouant un rôle prédominant dans la jeunesse étudiante, notamment en région parisienne. L'ensemble des organisations d'extrême gauche, y compris la JCR, ayant été dissoutes par le pouvoir gaulliste après la fin de la grève générale, Alain est incarcéré avec d'autres camarades pendant l'été 68 puis enrôlé pour effectuer son service militaire. Parallèlement, les militant-es de la JCR jetaient les bases de ce qui allait devenir la Ligue communiste (LC) qui, rassemblant aussi les forces du PCI, devint, au printemps 1969, la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale. Dès lors, la vie d'Alain va se confondre avec celle de la Ligue communiste dont il devient le porte-dra-



peau dès l'élection présidentielle de 1969 où il est candidat pour la Ligue. Parallèlement, avec d'autres jeunes camarades de la Ligue, il s'investit dans la direction de l'Internationale aux côtés des anciens, notamment Ernest Mandel, Livio Maitan et Pierre Frank.

Il devient alors pour 40 ans le principal référent politique des militant-es de la LC/LCR, pilier quotidien de la direction et du contact avec les villes. Principal porte-parole, le seul réellement connu à une échelle large jusqu'en 2002, il fut la voix de la LC/LCR, l'animateur infatigable de centaines de meetings pour les sections de la Ligue, grandes ou petites. Il était sûrement le dirigeant qui connaissait le mieux les sections et les camarades des villes, carte politique vivante de la LCR. Attaché au travail militant minutieux, il était tout autant attentif à l'activité politique quotidienne du parti qu'à saisir toutes les possibilités d'organiser des campagnes unitaires, d'entrer

\* Léon Crémieux, technicien aéronautique à Air France retraité, syndicaliste Sud Aérien, est militant du Nouveau parti anticapitaliste (NPA, France) et membre du Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale. Cet article a été d'abord publié par le site web de la IV<sup>e</sup> Internationale : <https://fourth.international/fr/europe/429>

## Les Nôtres : Alain Krivine (1941-2022)



en contact et de collaborer avec d'autres courants militants.

### Internationalisme

Au niveau international, il manifestait la même énergie, voyageur infatigable, faisant bénéficier notre Internationale de l'écho reçu par une figure du Mai français, pour développer de nombreuses tournées de meetings, des initiatives comme celle de l'Europe rouge à Bruxelles ou de l'anniversaire de la Commune de Paris en 1971. Énergie aussi pour développer la solidarité avec le peuple palestinien, le FLNKS ou la résistance antibureaucratique de Solidarnosc, la solidarité avec la lutte antibureaucratique en Tchécoslovaquie de Petr Uhl et de ses camarades, dans les liens avec les camarades des pays soumis au néocolonialisme. Son bureau dans les locaux de l'imprimerie de Rotographie à Montreuil aura vu passer des centaines de camarades, représentants des organisations anti-impérialistes et révolutionnaires, et lui-même attachait autant d'énergie à se rendre dans de nombreux pays pour y défendre nos idées et rencontrer les mouvements révolutionnaires. Dans les années 70 et 80, lecteur quotidien de l'Humanité, il était toujours attentif à ce qui se passait dans et autour du PCF et des autres PC, à la crise internationale du stalinisme. Aussi s'est-il toujours attaché, en France, aux possibilités de travail unitaire

avec des courants venant du PCF. Il avait le souci de dépasser les frontières de la LCR, d'avancer vers un regroupement politique capable de prendre, dans les classes populaires, la place du PCF. Parmi les premiers à saisir l'importance de mouvements comme ceux de 1995, des luttes des sans-papiers, ayant l'anticolonialisme chevillé au corps, il participe activement aux liens avec les camarades et les organisations d'Algérie, des Antilles, de Corse et de Kanaky. Après la révolution sandiniste au Nicaragua, il participe deux fois comme observateur aux élections en 1984 et 1990, et il se rend aussi au Venezuela de la révolution bolivarienne. De même, au début des années 2000, il assure le contact avec les camarades qui voulaient fonder une organisation de la IV<sup>e</sup> Internationale en Russie.

### Unité et radicalité

Son élection comme député au Parlement européen, de 1999 à 2004, avec Roseline Vachetta, donnera encore plus d'écho et de possibilités pour l'action internationaliste, surtout dans une période de développement du mouvement altermondialiste et des forums sociaux européens et mondiaux à Florence, Londres, Porto Alegre, Mumbai. Cette présence donnera aussi plus d'écho au soutien d'Alain et de Roseline à de nombreuses luttes et permettra aussi de développer un

travail important d'activités communes de la Gauche anticapitaliste européenne (entre autres avec le SSP écossais, Rifundazione d'Italie, le SWP anglais, le Bloco portugais, l'Alliance rouge et verte du Danemark). Alain fut un des principaux impulsions de la campagne d'Olivier Besancenot en 2001 et un fervent partisan de la création du NPA à partir de 2009. Il y apporta jusqu'au bout ses qualités politiques et humaines. En 2015, présent pour le 1<sup>er</sup> Mai à Kiev, il avait rejoint ensuite la conférence de la gauche ukrainienne qui débouchera sur le lancement du Mouvement social ukrainien (Sotsialny Roukh).

Alain a beaucoup agi pour l'organisation de notre courant, l'action politique concrète pour faire avancer nos idées, les initiatives unitaires, le débat direct avec d'autres forces internationales, d'autres courants pour trouver les voies de l'action commune. Il fut un des artisans du renforcement et de l'ouverture de la IV<sup>e</sup> Internationale qui a permis d'y accueillir des militants, des organisations venant d'autres traditions.

Son intelligence essayait de compenser le pessimisme des revers par l'optimisme de la volonté. Il nous aura enseigné un marxisme révolutionnaire sans arrogance, unitaire et cherchant en permanence la voie de l'action concrète. Nous essaierons d'y rester fidèles. ■

16 mars 2022

# « Pour tenir comme il a tenu, il fallait que l'emporte l'optimisme de la volonté »

Par  
Michèle Krivine\*

J'ai tenu à inaugurer cet hommage à Alain par un prélude de Bach joué par Rostropovitch car il aimait la musique classique et particulièrement les instruments à cordes. Un frère qui jouait fort bien du violon et une famille très mélomane expliquent que la musique classique faisait quotidiennement partie de sa vie.

Alain je l'ai rencontré pour la première fois l'été 1955. J'allai sur mes 13 ans, il venait d'en avoir 14. Des amis communistes de mes parents, chez qui nous allions passer le week-end, leur avaient demandé de prendre en voiture leur petit voisin. Quand j'ai vu le petit voisin je fus très ému, car il était alors très joli garçon.

Mais la seule chose qui l'intéressa fut de discuter politique avec mon père. Le seul souvenir concret que j'en ai gardé est qu'il fut question de la guerre d'Indochine et du trafic des piastres. Je ne sais pas si grand monde ici a souvenir de ce que fut le trafic des piastres ; mais Alain, sachant que mon père l'avait dénoncé dans *France Observateur*, voulait en connaître tout le déroulé. Jeune militant des Vaillants puis des Jeunesses communistes, il était déjà totalement accro à la politique. Par contre il ne manifesta aucun intérêt pour ma personne. Ce qui fut ma première désillusion.

En 1961, j'ai adhéré au Front universitaire antifasciste, créé contre l'OAS et dont Alain était un des dirigeants ce qui lui valut un plasticage. Le petit stalinien de 1955 était devenu un trotskiste convaincu mais toujours militant au PCF et à l'UEC. Nous nous sommes mariés l'année suivante en 1962, moi avec autorisation parentale. Cela fait donc 60 ans. Un long compagnonnage qui s'achève.

La décennie 1960 fut évidemment très exaltante. Nous étions des étudiants en histoire à la Sorbonne, totalement insouciant quant à notre avenir professionnel comme tous ceux de notre génération. Nous étions à l'âge où se forment les amitiés les plus durables.

*Nous reproduisons les hommages à Alain Krivine, de Michèle Krivine (son épouse), Hubert Krivine (son frère), Florence et Nathalie (ses filles), Pauline et Clara (ses petites-filles), et ceux des camarades, Alex Merlo, Charles Michaloux et François Sabado prononcés le 21 mars 2022 au cimetière Père Lachaise à Paris, devant plusieurs milliers de personnes.*

Nous étions militants à l'Union des étudiants communistes, convaincus qu'en menant bataille contre sa direction alors très stalinienne nous allions ébranler l'édifice,

Nous n'avons pas ébranlé grand-chose car nous fûmes exclus lors d'un congrès où Roland Leroy tint un discours d'une très grande violence contre nos déviances. Car au-delà du refus de voter Mitterrand en 1965, qui quand même à l'époque il faut le rappeler nous évoquait ses positions peu glorieuses sur la guerre d'Algérie, c'est toute la critique de l'Union soviétique que le Parti communiste ne pouvait tolérer. Dans un silence de mort, un de nos camarades sauva l'honneur en lui décochant : « *Roland ton discours était beau comme un char soviétique devant Budapest* ». Je vous restitue l'ambiance de l'époque. Les communistes ici présents et que je salue, ne m'en voudront pas de rappeler cet épisode. Le temps a passé et a validé nos critiques et analyses du stalinisme.

Puis ce furent les manifestations contre la guerre du Vietnam et bien sûr mai 68. Je ne vais pas m'étendre sur mai 68. Tout le monde sait qu'Alain s'est totalement investi. Je me contenterai de citer une phrase de lui qui fut la boussole de toute sa vie militante : « *Mai 68 nous a appris qu'on pouvait faire sauter les carcans et permis d'entrevoir le potentiel d'organisation de la société par celles et ceux qui font le travail mais n'ont aucun pouvoir de décision* ». Il a payé son engagement d'un mois de prison à la Santé dans des conditions, il faut le reconnaître, plutôt confortables.

Puis libéré, ce fut direct le service militaire à Verdun puis direct la présidentielle de 1969. Son maigre score me fit comprendre que les lendemains ne chantaient pas dans l'immédiat. Mais il n'en fut pas atteint car souvenez-vous c'était l'épo-

que « *élections piège à cons* ». À l'élection de 1974, Arlette lui a grillé la politesse. Quand il regardait les prestations télévisuelles de ses campagnes, il disait avec humour : « *Oh là là, je devais vraiment faire peur* ».

Partager pendant 60 ans la vie d'Alain supposait qu'il eût quelques vertus.

Il était d'abord d'un incroyable optimisme. Je crois me souvenir que c'est Gramsci qui disait : « *il faut allier l'optimisme de la volonté au pessimisme de la raison* ». Pour ce qui est de l'optimisme de la volonté Alain n'en manquait pas. Il a été de tous les combats réussis ou perdus. S'il y a un sport qu'il a pratiqué c'est bien la marche à pied. Il a battu le pavé pour mille causes nationales ou internationales. J'en ai retenue une : il aimait rappeler qu'il était le seul homme politique présent à la première gay pride au début des années 80. Et il nous faisait rire en racontant, mi-figue mi-raisin, les réflexions entendues sur le parcours : « *ça alors lui aussi il en est ! On n'aurait pas cru !* ».

Par contre le pessimisme de la raison ne lui était pas vraiment naturel. Il avait une vision un peu euphorisante des luttes en cours, une faculté d'oublier rapidement les échecs. Mais compte tenu de l'évolution du monde actuel qu'il jugeait beaucoup plus dur qu'en 1968, je pense que pour tenir comme il a tenu, il fallait que l'emporte l'optimisme de la volonté.

Vivre avec un optimiste quand on ne l'est pas toujours soi-même c'est un véritable privilège. Il m'a appris à relativiser ce qui n'avait pas d'importance et à aborder avec

\* Michèle Krivine, née Martinet, épouse d'Alain Krivine, a milité à la Jeunesse communiste révolutionnaire, puis à la Ligue communiste et la Ligue communiste révolutionnaire.

courage les moments difficiles. Et jusqu'au bout il a gardé cet optimisme malgré la succession des maladies qui ne l'ont pas épargné ces dernières années. Il nous répétait : « ne vous inquiétez pas, ça va aller ».

Autre qualité agréable d'Alain, il était féministe tant dans ses convictions que dans ses comportements. C'est d'ailleurs une marque de fabrique chez tous les Krivine, ses frères ainsi que la gent masculine de la deuxième et troisième génération. Au-delà des convictions à quoi cela tient-il ? À la belle personne que fut leur mère Esther très certainement. À la personnalité de leurs compagnes. Et pour Alain à un environnement féminin qui lui convenait très bien : 2 filles et 2 petites-filles aux caractères bien trempés.

Enfin dans sa vie personnelle Alain était un homme tolérant, bienveillant et d'une grande gentillesse. Tolérant à mon égard d'abord qui pour faire court suis devenue plus Jaurès que Lénine. Cela ne lui a jamais posé de problèmes. Accords et désaccords ont eu l'avantage d'animer notre vie quotidienne. Bienveillant à l'égard de ses anciens et nombreux camarades qui, par lassitude ou divergence, ont quitté ses organisations. Ceux qui étaient ses amis sont restés ses amis. Était-il aussi cool dans sa vie militante ? Je l'espère. Mais vu l'âpreté des débats dont ses organisations ont le secret, ce ne devait pas être toujours aussi facile.

Alors des regrets à avoir ? Le militantisme est tellement chronophage qu'il laisse peu de place à ce qui fait les agréments et la légèreté de la vie. Entre meetings et réunions on peut toujours caser de la musique et des films. Mais la littérature, le théâtre et les expositions sont souvent les grands sacrifiés ! Cela lui manquait-il ? Parfois oui mais à vrai dire pas très souvent.

Il a mené la vie qu'il avait voulue. Celle d'un militant jusqu'au bout de ses possibilités. Heureusement qu'existent les congés payés. En vacances Alain savait complètement décrocher.

Pour terminer je voudrais remercier toutes celles et ceux qui ont été si présents auprès de nous quand sa santé déclinait. Tous ceux et celles qui sont là aujourd'hui pour lui rendre hommage. Toutes celles et ceux qui m'ont inondée de messages chaleureux depuis sa mort avec les mêmes mots qui reviennent en boucle : humanité, empathie, bienveillance, simplicité, humour, désintéressement.

J'arrête là car ça va friser le culte de la personnalité ce qu'il n'aurait pas apprécié. J'espère que tous ceux qui l'ont aimé garderont en mémoire le souvenir d'un homme d'une grande intégrité. ■

# « Alain a démontré qu'on pouvait être à la fois trotskiste, intelligent et honnête »

Par  
Hubert Krivine\*

Nous étions 5 frères : Gérard, Jean-Michel, Roland, Alain et moi. Il n'en reste qu'un et il se trouve que je suis celui-là. Dur d'être devenu le frère... de personne.

Mes rapports avec Alain ont commencé tôt puisque je l'ai connu 9 mois avant sa naissance. On sait maintenant que toute une vie psychique se développe in utero entre mère et enfant ; ça doit certainement être vrai entre jumeaux et m'avoir laissé des traces inconscientes.

Mes premiers souvenirs datent de la fin de la guerre : réfugiés à La Fère, il y avait un cochon à la ferme qui s'appelait Adolf, mais chut, il ne fallait pas le dire (ni Alain ni moi on ne comprenait pourquoi) et aussi le bombardement de Tergnier par les alliés, la peur des adultes...

Puis, c'est la Libération : ma mère a perdu ses deux frères résistants : un, Albert Lautman, fusillé près de Bordeaux, l'autre, Jules, provisoirement rescapé de Neuengamme et dont je me rappelle la présence, couché et malade à la maison. Ne pas faire de bruit : l'oncle Jules doit se reposer.

Dans notre petite enfance, notre mère collectionnait tous les documents sur les camps de concentration : photos, journaux. On voyait aussi les tatouages de matricules sur les avant-bras des survivants ; sans vraiment comprendre, on devinait la gravité de ces choses.

Mon père, taiseux, lisait *le Figaro* et devait voter socialiste. Ce qu'à raison il ne jugeait pas contradictoire.

Dans les années 1950, une activité politique intense agitait la maison, portée par nos trois frères aînés. Je me souviens

de l'impression qu'ils nous faisaient en rentrant des manifs contre le « *Figaro Nazi* » (en mémoire de Von Scholtitz, commandant du gross Paris, le PC avait organisé des commandos brûlant les journaux) ou contre « *Ridgway-la peste* » avec la guerre bactériologique en Corée. Je me souviens aussi qu'Alain et moi suivions, très émus, à la radio la nouvelle de l'exécution des époux Rosenberg (Julius et Ethel) en 1953 sur la chaise électrique.

C'est dans cette ambiance qu'Alain a commencé à militer aux Vaillants (jeunesse du PC), puis à l'UJRF et à la JC. Très bon militant promis à un bel avenir. En récompense : 1957 festival de la jeunesse à Moscou. Troublé par sa rencontre avec les Algériens du FLN (mollesse du PC). Dirigeait néanmoins en bon stalinien, il faut le dire, le cercle lycéen à Condorcet, en lutte permanente avec le cercle de l'UEC du même lycée à majorité gagnée au trotskysme.

Mais, en toute fin des années 1950, il a eu envie de faire quelque chose de concret pour l'Algérie. Il faut se souvenir de la violence de la répression. 500 000 morts et la torture généralisée, la barbarie du napalm. Rien à envier à Poutine ! Quand on savait, impossible de rester passif.

Alain va faire une jaunisse, et profitant d'une diminution de ses défenses immunitaires Jean-Michel et moi lui passeront de la bonne littérature et surtout le contact avec JR (au nom pas anodin : Jeune Résistance). Une organisation qui développera une propagande antimilitariste dans les casernes et même aidera ceux qu'on a appelés « *les porteurs de valise* » du FLN.

Il adhérera en 1961 à la IV<sup>e</sup> Internationale. Sans savoir que j'y étais déjà depuis 4 ans... Pourquoi ce secret et la difficulté de ce coming out ? On n'était pas vraiment sorti de l'ambiance de l'hitléro-trotskisme (l'islamo-gauchisme de l'époque). En URSS on fusillait, ici on cognait.

Création du Front unitaire antifasciste

\* Hubert Krivine, frère jumeau d'Alain, physicien, a été durant de longues années membre de la direction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

## Les Nôtres : Alain Krivine (1941-2022)

(FUA) en 1961 face au putsch des généraux à Alger. Sartre, Simone de Beauvoir, Schwartz, Vidal-Naquet, Des milliers d'étudiants, plus le PSU, l'UEC, etc. Le FUA a certainement été une de ses plus belles réussites. Mentionnons un cadeau de l'OAS : un petit plasticage à la maison.

1965 : le refus de soutien à Mitterrand va conduire à la fondation de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR), dissoute en 1968 pour sa participation aux barricades. Hommage rendu à Alain par Marcellin – le Darmanin de l'époque (même style, même élégance) – qui a dit : « *Je réprimerai toute violence, même si, en cas de nécessité, il fallait mettre hors d'état de nuire quelques centaines de petits Krivine* » (sic !).

Il est difficile de parler de son frère. De plus les Krivine n'aiment pas trop parler d'eux ; par peur d'être indécents.

Contrairement aux apparences, Alain était très timide devant deux ou trois personnes qu'il ne connaissait pas. Mais pas devant quelques milliers... (nous sommes vraiment de faux jumeaux, avec des qualités et des défauts complémentaires). Une anecdote : on a été quelque temps hébergés chez Juliette Gréco et Piccoli en 1973 (deuxième dissolution) et à la question bien naturelle : « *Voulez-vous manger un morceau ?* », Alain a répondu « *Oh non, je ne voudrais pas vous déranger* ». Je l'ai un peu choqué en acceptant. Il avait été élevé avec ce souci presque maladif « *de ne pas déranger* ». Souci qu'il maintiendra jusqu'au bout.

Il y a une blague israélienne qui affirme qu'on ne pouvait pas être simultanément membre du Mapam, intelligent et honnête. Faites le choix des combinaisons. Ça s'applique aujourd'hui assez bien aux organisations dites de gauche. Mais Alain a démontré qu'on pouvait être à la fois trotskiste, intelligent et honnête. La perte de l'idéal socialiste ou communiste, trahi ou sali par les partis qui en portent les noms est une des raisons du blocage de bien des mobilisations. Avec son enthousiasme et son talent, Alain aura contribué en pratique et sur une grande échelle à un début de cette réhabilitation indispensable pour aller de l'avant.

J'aimais sa forme d'humour ; il avait décrit les Katangais (les black blocs de mai 68), avec cette formule assassine : « *ceux qui veulent détruire l'Université bourgeoise en commençant par son mobilier...* ». Tout récemment, dans l'Ehpad, alors qu'il ne parlait pratiquement plus, on lui montrait des photos de gens à reconnaître ; sur une photo de moi il a soudainement répondu à la question « *c'est qui, lui ?* » par un « *c'est*

*un con !* ». Il m'avait donc reconnu. Ce qui m'a procuré une joie immense.

Joie que j'ai à nouveau éprouvée quand il a étonnamment bien compris le coup de téléphone de Cathie qui lui annonçait les 500 parrainages pour Poutou.

Alain a montré beaucoup de courage politique et, en bien des occasions, de courage physique ; il est mort sans jamais se plaindre, très entouré de l'affection infatigable de Michèle et de ses deux filles

Nathalie et Florence. Le soutien et la camaraderie constante de ses camarades du NPA a également beaucoup compté pour lui.

En Amérique latine, on ne dit pas entre militants « *camarada* », mais « *hermano* » (frère). Alain a été les deux pour moi. Mais pas seulement pour moi, en témoigne la masse d'amis et de camarades réunis ici. Ça fait me fait – ça nous fait – chaud au cœur. Merci de cette présence. ■



## « Il nous aura inculqué des valeurs fondamentales... »

Par  
Florence et Nathalie Krivine\*

Que ces derniers temps furent douloureux. Dur de voir son père décliner. Papa, nous t'avons accompagné jusqu'au bout, du mieux que nous avons pu... Chez toi, puis dans ton Ehpad, où les aides-soignants te surnommaient « *Monsieur le Député* ».

Papa, tu es parti mais tu resteras notre super héros. Déjà, pour nous, petites, tu étais le Président de la IV<sup>e</sup> Internationale ! Et ça, ce n'était pas rien ! À la maison une sacrée ambiance, un défilé permanent de militants venant du monde entier. Des Polonais, des Belges, des Kanaks, des Brésiliens, des Corses, des Chiliens, des Tchèques... Bref, tu dominais le monde !

Mais la cerise sur le gâteau fut le dîner à la maison avec notre chanteur préféré de l'époque, Renaud, au moment du bicentenaire de la révolution française... Le « *ça suffat comme ci* » nous a longtemps trotté dans la tête.

Papa, un animateur hors pair de

débats à la maison. Ça parlait fort, ça refaisait le monde. Au début des années 1980, nous ne captions pas pourquoi papa disait affectueusement de maman qu'elle était une sociale-traitre... Alors âgées de 7 et 13 ans, nous avons cherché social-traitre dans le dictionnaire mais sans succès... Maman, une sociale-traitre ? Dont acte, mais systématiquement consultée par papa incapable de se passer de ses avis... Maman, son roc, son pilier !

Papa animalier. Nous le supplions d'avoir un animal de compagnie, nous n'avions le droit qu'à de pauvres poissons rouges que l'été, dès que le car de la colo avait franchi le périph, Papa faisait inlassablement voyager dans la chasse d'eau des WC. Puis un jour, nous avons eu gain de cause, Papa a ramené Léa ! Pour beaucoup d'entre vous, Léa ne vous dit rien mais pour certains d'entre vous, ça veut dire beaucoup ! Parmi les 5 chatons proposés, il a choisi la plus folle, la plus agressive

\* Florence et Nathalie Krivine sont les filles d'Alain et Michèle Krivine.

## Les Nôtres : Alain Krivine (1941-2022)

Je tenais à faire ce discours pour rendre hommage à mon papi.

Je me rappelle encore quand mes instits étaient absents, toi papi, mon complice, tu sautais sur l'occasion pour m'embarquer à Montreuil m'évitant ainsi les fameuses dictées de mamie. Serais-tu donc responsable de mes lacunes orthographiques ?

Pendant plus de 16 ans, tu as été le grand-père que tout le monde rêverait d'avoir. Toutes ces années passées trop vite, il en faudrait une infinité. Mais, malheureusement, il y a quelques jours tu nous as quittés en laissant un énorme vide.

Nous sommes tous fiers de ton parcours qu'il soit politique ou privé ; tu t'es toujours battu pour défendre tes idées et pour rester près de nous le plus longtemps possible.

On t'a soutenu cette dernière année le mieux qu'on pouvait, on a été là jusqu'à la dernière seconde.

Il est maintenant temps de te laisser partir, merci d'avoir été qui tu es jusqu'au bout, merci d'avoir été mon petit rayon de soleil.

Tes 5 filles préférées ne t'oublieront jamais, on t'aime tu vas nous manquer. Derrière toi tu as laissé beaucoup de larmes mais aussi beaucoup de souvenirs gravés à jamais.

**Pauline**

ve, la plus hystérique, la plus névrosée. Elle a terrorisé, pendant 22 ans, tous les camarades... qui, au mieux ont fini griffés, au pire balafrés. Cette chatte n'était définitivement pas trotskiste !

Papa totalement déconnecté des tâches quotidiennes n'a jamais rempli une feuille d'impôt, n'a jamais mis les pieds dans une banque. Un jour maman part au Sénégal, papa reste en France. 15 appels téléphoniques au bureau : Urgent rappelez votre père. Il avait perdu sa carte bleue. Pas grave papa, tu fais opposition. Oui, mes chéries mais je ne sais même pas dans quelle banque je suis ! À sa décharge, il venait juste d'avoir 58 ans... Ça en dit long. Nous nous demandons encore quel rôle il aurait pu jouer dans une société autogérée !

Papa notre mélomane avec des goûts musicaux surprenants. Il n'était pas à un paradoxe prêt. À Montreuil vous aviez droit à de la musique classique, mais en lousdé il nous abreuvait de Michel Sardou et de Céline Dion ! On l'a même entraîné au stade de France pour la voir et l'entendre chanter « *je te jeterai des sorts pour que tu m'aimes encore* ». Ce fut un moment mémorable. Il a voulu passer incognito en plein été avec son bonnet de laine ! Pas de bol, à la fin du concert un type l'a reconnu, lui a tapé sur l'épaule en lui disant... « *ça alors, je ne savais pas que tu étais fan de Céline Dion !* ». Il était rouge de honte, on s'est bien marrées.

1996 ! Nous défions quiconque dans l'assemblée d'avoir passé deux nuits avec

Emmanuelle Béart ! Eh bien lui il l'a fait ! Mais papa a le sens du partage, qui plus est pour les minorités et encore mieux si elles sont sans papiers.

Notre papa, souvent sur les routes mais tellement présent. Un homme loyal, un père aimant, un père avec un humour à toute épreuve, fidèle jusqu'au bout à ses idées. Certes, il n'aura pas fait de nous des révolutionnaires en herbe, mais il nous aura inculqué des valeurs fondamentales, des valeurs de justice sociale et d'égalité et surtout de toujours tenir parole.

Et puis, la Corse ! Son fief des vacances estivales qui par la suite deviendra le nôtre. Les villages de Balagne, le matin à la plage, l'après-midi dans les vasques, et Praoli, le hameau où nous avons passé des étés merveilleux à nous gaver de ses salades de lentilles et de harengs. Sans oublier les chants corses avec I Muvrini en boucle dans la voiture !

Nous étions tes « *nounouches* », tu vas tant nous manquer. Tes blagues à 2 balles, ton sourire bienveillant, et ton addiction pour les crèmes au chocolat.

Pour finir... papa est devenu papi ! Un papi en or pour sa Clara et sa Pauline, qui

Papi... Je t'entends encore me demander ça va p'tit mec ? Bah... Ça va moyen, moyen papi...

Je me souviens de plein de moments du quotidien. Le mardi quand je venais dormir le soir chez toi et mamie car je n'avais pas école le lendemain. Une petite soirée à 3 où on avait nos habitudes. Nous préparions le repas, souvent sous les ordres de mamie, puis regardions le JT puis un polar. Pas sûr que toi tu les regardais vraiment car jamais tu comprenais l'histoire.

J'ai plein d'autres souvenirs plus exotiques, mais c'est ces petits moments du quotidien qui me manquent déjà beaucoup.

Une tradition familiale pour les 20 ans de ses filles, il chantait à mamie « *Votre fille à 20 ans* » de Serge Reggiani. J'aurais tant aimé qu'il puisse la chanter à maman le 2 mai prochain pour le jour de mes 20 ans. N'ayant pas cette chance, je vous propose que nous l'écoutions ensemble.

**Clara**

dès que vous étiez en âge de marcher vous trainait à la fête de l'*Huma*, à la vente de *Rouge* sur le marché de Saint-Denis tous les dimanches. Nous l'entendons encore dire « *qu'elles sont belles, qu'elles sont intelligentes ; c'est dingue comme elles ont tout pris de leur grand-père !* » Un papi si fier de ses petites-filles ; Clara, Pauline, il vous aimait tant. Au revoir Papa ! ■

## Construction de la IV<sup>e</sup> Internationale, le projet de sa vie

Par Alex Merlo\*

**J**e viens apporter les condoléances de la part de toutes les organisations de la IV<sup>e</sup> Internationale à la famille, aux proches et aux camarades d'Alain Krivine.

J'ai rencontré Alain en 2008 quand il est venu à Madrid pour faire un meeting à l'occasion des 40 ans de Mai 1968. Je m'étais occupé de son accompagnement et interprétation. Je garde le souvenir de sa gentillesse et de son intelligence.

À la fin du meeting, une jeune française, étudiante à Madrid, est venue lui parler. La conversation a dû lui plaire puisqu'il m'a demandé de lui amener vite la feuille des contacts. Il a bien pris soin d'y enregistrer tous les détails. Pendant la soirée et jusqu'à son départ, Alain a insisté auprès de nous : « *appelez-la* », « *n'oubliez pas de suivre ce contact* ». Il était fier d'avoir contribué en tant que militant à construire la section de la IV<sup>e</sup> Internationale dans l'État Espagnol.

Le rayonnement d'Alain se mesure dans les nombreux messages qu'on a reçus des quatre coins du monde. On a choisi d'en partager deux qui nous paraissent spécialement significatifs.

D'abord celui de Ilya Budraitskis, militant russe de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il nous raconte comment la visite d'Alain à Moscou en 2002 a finalement abouti à la création du groupe russe de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il écrit : « *Au cours des années qui ont suivi, Alain est resté en contact permanent avec nous, se rendant à de nombreuses reprises en Russie pour soutenir les campagnes de solidarité*

*et les grèves des travailleur-es. Il a visité de nombreuses régions de notre pays et a très bien compris les conditions des gens ordinaires et les risques de la lutte politique. Et il est resté un optimiste historique, tout en conservant un "pessimisme de l'esprit" ».*

Le deuxième message est celui envoyé par Sotsialnyi Rukh, l'organisation socialiste ukrainienne : « *Impressionné par les événements révolutionnaires sur les places d'Ukraine, Alain Krivine a assisté à la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai à Kiev en 2015. Par la suite, il a rejoint la Conférence de la gauche ukrainienne en tant qu'invité d'honneur, au cours de laquelle des militants de gauche et des syndicats ont voté pour le nom du futur parti de gauche : Mouvement social. Aujourd'hui, nous sommes reconnaissants à ses camarades du Nouveau Parti Anticapitaliste, qui n'ont cessé de s'exprimer en faveur du peuple ukrainien contre l'impérialisme de Poutine.* »

Alain, comme d'autres camarades de sa génération, a fait de la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale le projet de sa vie. Il nous laisse un outil précieux et indispensable pour lutter contre le capitalisme et l'impérialisme. Pour le remercier, et lui rendre hommage, on ne peut que répéter ce qui a été la consigne de sa vie : « *Ce n'est qu'un début, continuons le combat !* »

\* Alex Merlo, militant d'Anticapitalistas, section de la IV<sup>e</sup> Internationale dans l'État espagnol, est membre du Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale.

# « *Solidité de roc et flair de parfumeur* »

Par Charles Michaloux\*

J e voudrais d'abord remercier Michèle Krivine qui m'a invité à parler ici. Et surtout lui dire notre affection et notre reconnaissance pour sa droiture et sa force, qui ont soutenu Alain jusqu'au bout et lui ont permis de partir paisiblement, dans une situation difficile, entouré des siens.

Alain a eu une vie belle et bien remplie. Jusqu'à son dernier souffle il s'est battu pour ce qu'il croyait vrai et ce qu'il savait juste.

Pas plus que d'autres il n'était protégé contre les erreurs, les revers, les déceptions. Il savait les reconnaître et les conjurer, souvent avec un humour acéré. Mais aussi, il savourait les victoires (et il y en eut !) pour alimenter sa machine personnelle à convaincre et à se battre.

Sur tous les terrains depuis sa prime jeunesse, il militait infatigablement pour que la conviction révolutionnaire éprouvée qui était la sienne rencontre la réalité des transformations et des secousses de la société.

Il était donc de tous les combats, avec une présence modeste qui forçait le

respect. Tout le contraire d'un dogmatique en somme.

Sa personnalité était balisée par une impressionnante fidélité et indéfectible constance, en même temps que par une ouverture d'esprit jamais en défaut et un intérêt inlassable pour ce qui était nouveau et prometteur.

Solidité de roc et flair de parfumeur, cela le caractérisait bien. Roc et pif : les mots le faisaient sourire, mais il savait que c'était notre marque de respect et d'amitié.

Son parcours politique, sur plus de soixante années, épouse tous les grands événements politiques et sociaux.

Et toujours, avec le fil rouge conducteur d'une volonté de construire l'instrument nécessaire pour changer le monde, avec une même détermination, de l'Opposition de gauche dans l'UEC et le PCF à la JCR, la Ligue Communiste, la LCR, finalement le NPA et toujours la IV<sup>e</sup> Internationale.

J'ai rencontré Alain pour la première fois en 1965. J'étais en terminale au lycée Voltaire ; il était mon prof. d'histoire. À l'époque j'étais à la JC (les jeunesses communistes du PCF) et lui opposant au PCF et à l'UEC.



Un jour, après le cours il m'invite à rester. Il me demande alors : « *êtes-vous communiste ?* ». Jeune et fier, je réponds : « *oui, ça vous dérange ?* ». « *Pas du tout, me dit-il, moi aussi* ».

Il me proposa de discuter. De là date mon engagement à ses côtés et notre amitié, jamais démentie par les différences dans la dernière période.

Mon souvenir lumineux commence par là. Il se conclut hélas par l'image d'un homme souffrant et diminué qui ne ressemblait plus à ce roc au fin pif politique.

La douleur de le perdre s'ajoute pour moi à d'autres que symbolise cette photo prise lors du rassemblement organisé par la Ligue pour célébrer le centenaire de la Commune au printemps 1971, dans le sillage de Mai 68, sur la crête de grandes mobilisations internationales.

Sur cette photo se trouvent Henri Weber (qui a pris plus tard ses distances politiques en se mettant dans la roue du PS, mais qui n'a jamais répudié ses vieilles amitiés), Daniel Bensaïd (le complice et l'inspirateur de toujours), Gérard Verbizier (la conscience internationaliste de la grande famille), Alain Krivine naturellement et moi-même.

Ils sont tous disparus et ils me manquent – avec notre ardente espérance, celle qui a toujours habité Alain.

Merci, Cher Alain, de l'avoir servi si longtemps et si bien. ■



2015, Kiev, Alain Krivine intervient à la conférence de la gauche ukrainienne qui a fondé l'organisation, socialiste Sotsialnyi Rukh (Mouvement social)

\* Charles Michaloux a été dirigeant de la Ligue communiste et de la Ligue communiste révolutionnaire.

# « L'intelligence de mettre en perspective l'actualité immédiate avec de nouveaux horizons historiques »

Par  
François Sabado\*

Je rencontre moi aussi Alain au lycée Voltaire à Paris, pour la première fois fin 1969, lors d'une réunion publique de notre cellule lycéenne. Pour nous, jeunes lycéens, plus qu'un candidat à la présidentielle de 1969, c'est surtout un leader historique de Mai 68 qui vient à notre rencontre. Impressionné par ce qu'il incarne, ce qui me marque avant tout, c'est sa sympathie, sa simplicité, son accès facile, son écoute aux questions posées par les jeunes présents dans cette salle. Déjà, Alain réussit à combiner une vie de militant de tous les jours tout en incarnant une histoire, un combat, et une continuité politique. Je militerai à ses côtés durant près d'une cinquantaine d'années.

Le soutien qu'il apporte aux opprimés est constant, qu'il s'agisse de l'Algérie dès 1956, des révoltes à Prague, de Mai 68 ou encore du Nicaragua. L'internationalisme d'Alain n'est jamais abstrait : dans chacune de ces luttes, il noue des liens avec des militants, qui deviennent parfois des amis, comme Petr Uhl, un des animateurs du printemps de Prague.

Ces années le conduisent du mouvement communiste, des révolutions coloniales à la IV<sup>e</sup> Internationale.

À ce moment précis, comment ne pas évoquer le duo que forment Alain et Daniel Bensaid. Œuvrant ensemble à la direction de la Ligue, ils tentent de faire le lien entre l'intervention quotidienne de l'organisation et les grandes hypothèses stratégiques révolutionnaires. Dans ce duo, Daniel incarnait la Ligue par les idées, et Alain c'était la Ligue par l'organisation.



Pour y parvenir, une ligne de crête : se démarquer du réformisme tout en recherchant l'intégration des révolutionnaires dans le mouvement réel des masses. Alain est unitaire : il ne ménage pas son énergie et se montre toujours disponible pour soutenir les luttes, avec pour fil rouge l'unité d'action et la défense d'un programme anticapitaliste.

Il a l'obsession du dialogue avec les militants de gauche, en particulier les communistes, et au-delà, les syndicalistes, les animateurs des mouvements sociaux. Il met son talent au service d'une démarche permanente : vulgariser notre politique en trouvant les mots, les formules qui font mouche.

Enfin, Alain est un homme de « parti », au sens historique mais aussi au quotidien sur le terrain, loin de l'image du sectaire qui « cultive la silhouette particulière de son organisation ». Rappelons aussi combien il aimait se mettre au service des autres : qu'il s'agisse de diffuser les tracts, de ranger le local ou de servir de chauffeur aux uns et aux autres pour l'organisation.

Il considère l'organisation comme un instrument, un moyen efficace pour défendre les idées révolutionnaires. Après les défaites du XX<sup>e</sup> siècle et le changement d'époque que nous vivons, se fait sentir la nécessité d'une réorganisation du mouvement historique d'émancipation. Alain le ressent vivement dans sa chair.

Aujourd'hui, Alain s'en va alors que la guerre revient en Europe. Ses combats nous le rappellent : notre camp c'est celui des peuples opprimés, de leurs droits, jamais des oppresseurs.

Avec lui, ce qui disparaît, c'est plus d'une soixantaine d'années de combats politiques, et surtout un sens de l'initiative, un sens politique rare.

Souvent ceux qui le connaissent disent d'Alain qu'il « a du pif », qu'il sent les situations, les rapports de forces. Mais il aura surtout eu l'intelligence de mettre en perspective l'actualité immédiate avec de nouveaux horizons historiques. Cette qualité lui aura permis de résister aux sirènes du pouvoir auxquelles tant d'autres de sa génération ont succombé.

Alain incarne la noblesse de la politique et force notre respect ! Enfin, un dernier mot pour dire à quel point la présence et le soutien de Michèle tout au long de sa vie lui ont été précieux et nécessaires.

Alain tu nous manques déjà. ■



\* François Sabado, a été dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire, du Nouveau parti anticapitaliste et de la IV<sup>e</sup> Internationale.